

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONDITIONS DU TRAVAIL
DANS LES MINES

« L'avenir appartiendra au pays
qui produira le plus de houille,
mais celui-là en produira le plus,
qui assura le mieux la vie et la
santé de ses ouvriers. »

Robert PEEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le jeudi 25 juin 1908, à 2 heures

PAR

ALPHONSE AMIEUX

LAURÉAT DES CONCOURS DE LICENCE DE LA FACULTÉ

DOCTEUR EN DROIT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

CHARGÉ DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

Professeurs honoraires :

MM.

MABIRE, ✱, I. 🌿.

THALLER, I, 🌿, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

AUDIBERT, I, 🌿, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Doyen :

CAILLEMER, C. ✱, 🌿, I. Correspondant de l'Institut. Professeur de droit civil.

Assesseur :

FLURER, I. 🌿, professeur de Droit civil.

Professeurs :

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. 🌿, professeur de Droit commercial.

PIC P., 🌿, professeur de Droit international public et de Législation et économie industrielles.

APPLETON Jean), A. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, A. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, A. 🌿, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. 🌿, professeur d'Économie politique.

HUVELIN A. 🌿, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. 🌿, professeur de Procédure civile.

GONNARD, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

Secrétaire :

BECQ (J.), I. 🌿.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. P. PIC, *professeur.*

Assesseurs : MM. C. BROUILHET, *professeur.*
GONNARD, *professeur.*

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DES
CONDITIONS DU TRAVAIL
DANS LES MINES

« L'avenir appartiendra au pays
qui produira le plus de houille,
mais celui-là en produira le plus,
qui assura le mieux la vie et la
santé de ses ouvriers. »

Robert PEEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le jeudi 25 juin 1908, à 2 heures

PAR

ALPHONSE AMIEUX

LAURÉAT DES CONCOURS DE LICENCE DE LA FACULTÉ

DOCTEUR EN DROIT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

CHARGÉ DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux.

- Aguillon.** — Législation des mines, 3 vol.
Berthélemy. — Traité élémentaire de droit administratif (3^e éd.).
Hauriou. — Précis de droit administratif.
Pic (P.). — Traité de législation industrielle (2^e et 3^e édition en préparation, 1^{er} fascicule paru).
Schloss et Rist. — Les modes de rémunération du travail.

Ouvrages spéciaux.

- Cambefort (J.).** — Les conditions du travail dans les mines (Rapport présenté à la Soc. d'Ec. politique de Lyon le 20 mars 1903. Compte rendu analytique des séances de l'année 1902-1903).
Cavrois (A.). — Les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais.
Delcourt (R.). — De la condition des ouvriers dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Thèse.
Lebon (A.). — Le travail dans les mines, 1 broch.
Rouy (M.). — L'organisation du travail dans les mines, 1 broch.
Fèvre et Cuvelette. — Notice géologique et historique sur les bassins houillers.

a. — *Questions de sécurité.*

- Dumolard.** — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.
Laraud (G.). — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Etude historique, critique et de législation comparée.
Parenty. — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.
Taillandier (A.). — Législation comparée sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.
Keller (O.). — Diminution des risques d'accident dans les houillères françaises depuis 1833. Annales des mines, *Mémoires*, 1902.1. 10^e série, p. 565.

Nintchich (M.-A.). — La réglementation du travail souterrain des femmes et des enfants (*Législation française et étrangère*).

b. — *Hygiène.*

- D^r Briançon.** — L'ankylostomiase (et la bibliographie citée).
D^r A. Calmette et Breton. — L'ankylostomiase (Anémie des mineurs) et la bibliographie indiquée dans cet ouvrage.
D^r Fabre. — Causes et prophylaxie de l'anémie des mineurs. Extrait du *Bulletin de l'Académie de Médecine* (séance du 19 avril 1904).
P. Fabre — Les mineurs et l'anémie, 1 broch., 1884.
 — Des poussières charbonneuses dans l'industrie houillère et de leurs effets sur l'organisme. Montluçon, 1899.
 — L'ankylostomiase chez les mineurs, Riom, 1907.
 — Les explosions dans les houillères, Riom, 1906.
 — Des eaux dans les travaux de mines au point de vue de l'hygiène professionnelle. Paris, G. Masson, 1903.
 — La pathologie des houillères. Paris, O. Doin, 1890.
 — De l'anoxhémie des houilleurs, Paris, Delahaye, 1879.
D^r Langlois. — L'ankylostomiasis en France. *Presse médicale*, 1903, II, p. 822.
D^r Manouvriez. — De l'anémie ankylostomasiqne des mineurs.
D^r A. Roussel. — L'ankylostomiase dans le bassin houillier de Saint-Etienne. Rapport présenté à M. le ministre des travaux publics au nom de la commission de l'ankylostomiase, 1906.
D^r R. Tripier. — Contribution à l'étude de la tuberculose pulmonaire anthracosique.

c. — *Durée du travail.*

- Bès de Berc (R.).** — La loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines.
Jacquot (L.). — La réglementation de la durée du travail dans les mines.
Lemire (abbé). — La réglementation de la durée du travail dans les mines.

d. — *Salaires.*

- Simiand (F.).** — Le salaire des ouvriers mineurs. Paris, Cornély, 1907.
 — Le salaire des ouvriers des mines en France. Paris, 1904.
Comité central des houillères de France. Les Conventions d'Arras (1893-1902). Paris, 1906.

e. — *Caisses de retraites et de secours.*

Retail (G.). — Les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (L. 29 juin 1894). Paris, Larose, 1900.

Widmer (G.). — Les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs Alençon, 1899.

Barrau (H.). — Les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. Paris-Rousseau, 1904.

Kackspill (A.). — Les caisses de retraites des ouvriers mineurs en France. Paris, Rousseau, 1902.

Chaudié. — Les retraites des ouvriers mineurs.

Rougé. — Des caisses de retraites et de secours créées au profit des ouvriers et employés des mines.

Documents.

Léon. — Rapport de l'ingénieur en chef des mines sur la situation de l'industrie minérale dans le département du Pas-de-Calais (1905-1906-1907).

Statistique de l'industrie minérale (de 1890 à 1906).

Procès-verbaux de la Commission des mines, Paris, Malleroy, 1903.

Boudenoot. — Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à la durée de la journée de travail dans les mines. Paris, P. Mouillot, 1904.

Documents relatifs à la grève des mineurs de 1902. Comité central des Houillères de France. Paris, 1903.

Album graphique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur pour la France et l'Algérie (1844-1893). Paris, Imp. Nat., 1895.

Rapport d'ensemble du Comité des houillères de la Loire sur le projet de loi limitant à 8 heures la journée de présence des ouvriers du fond dans les mines, 1901, Saint-Etienne.

Réponse résumée collective du bassin houiller du Gard à la Commission de la durée du travail dans les exploitations souterraines des mines et carrières, 1901 (autographie).

Comité central des houillères de France. Mémoire et observations présentés par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés le 6 novembre 1901 au sujet de la proposition de loi tendant à réduire à 8 heures la durée de présence des ouvriers dans les mines. Paris, novembre 1901.

Lacombe (L.). — Rapport fait au nom de la Commission du travail

sur les conditions du travail et de la sécurité dans les mines, Paris, Malleroy, 1896.

Recueils de lois.

Cohendy. — Recueil des lois industrielles.

Cohendy et Darras. — Code de commerce annoté, t. II (appendice). Paris, Larose et Tenin, 1908.

Journaux et périodiques.

Annales des Mines.

Revue de législation minière.

Economiste français.

Revue politique et parlementaire.

Benoist (Ch.). — Le travail dans la grande industrie houillère, *Revue des Deux-Mondes*, 1902, t. II, p. 285.

Musée social.

Bulletin de l'Office du travail.

Revue d'Economie politique.

DES

CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS LES MINES

Commencé dans le courant des années 1905 et 1906, à une époque où la rareté des accidents de mines pouvait laisser croire que l'art de l'ingénieur avait enfin raison du danger et que les précautions les plus minutieuses étaient prises pour assurer la sécurité des travailleurs, ce petit travail voit le jour au lendemain d'une catastrophe sans précédent dans les annales minières. « Heureux, a-t-on dit, les peuples qui n'ont pas d'histoire ! » « Heureuses, pourrions-nous écrire, les mines qui ne comptent pas de victimes. »

L'incendie des mines de Courrières, la grève qui l'a suivi, le sauvetage tardif et inattendu de quelques survivants de ce drame, ont à nouveau appelé l'attention sur la situation générale des ouvriers mineurs. Déjà par les réclamations qu'ils ont su faire entendre, par la place prépondérante qu'ils occupent dans l'industrie nationale par le rôle de tout premier ordre qu'ils jouent sur la scène économique du pays, ils se sont créés une situation spéciale parmi les autres ouvriers et, pendant longtemps, ils ont été, pour ainsi dire, les précurseurs, les instigateurs d'un grand nombre de réformes ouvrières. N'ont-ils pas les premiers bénéficié d'une réglementation du travail concernant surtout les femmes et les enfants ? N'ont-ils pas obtenu que des

dispositions législatives vinssent organiser des caisses de retraites et des caisses de secours, bien avant qu'aucun projet de loi sur les assurances ouvrières ait été voté par le Parlement ? Le législateur n'a-t-il pas accordé aux mineurs ou à certains d'entre eux une limitation légale de la journée de travail ? Ne possèdent-ils pas des délégués ouvriers chargés de veiller à leur sécurité ? Ces deux dernières mesures ne doivent-elles pas être considérées comme les signes avant-coureurs d'un ordre de choses nouveau dans la réglementation du travail industriel, et ne pourront-elles pas être étendues hors du domaine des mines ?

Quelle peut être la répercussion de ces dispositions législatives sur la productivité de leur travail, et quelle peut en être l'influence économique ?

Le genre de vie de ces ouvriers justifie-t-il leurs réclamations ?

Voilà, supposons-nous, bien des raisons d'examiner le côté social de la question minière.

Ce sont elles qui nous ont conduit à étudier cette question non point dans les livres, mais autant que possible sur place, et à présenter une thèse faite d'impressions personnelles et vécues plutôt que résultant de lectures antérieures.

La tâche était ardue : non point qu'elle n'eût été déjà tentée.

L'illustre romancier Zola a, dans *Germinal*, tracé de la vie du mineur un saisissant tableau. Mais encore s'agit-il ici d'un roman et non point d'un ouvrage purement scientifique.

Dans un autre ordre d'idées, M. Charles Benoist a donné, dans la *Revue des Deux-Mondes*, une description exacte et intéressante de l'organisation ouvrière des mines et du travail souterrain.

En 1902, la Commission Parlementaire des mines a fait à travers les régions minières une enquête dont les résultats ont été consignés en un certain nombre de volumes et elle s'est efforcée de serrer d'aussi près que possible les différentes questions qui se posent en pareille matière.

Mais à côté de ces travaux, les uns relevant trop du domaine de la littérature, les autres confinant de trop près au domaine de la statistique ou de l'enquête, il nous a semblé qu'il y avait place pour un travail provenant de recherches personnelles, reprenant les résultats de l'enquête parlementaire, les coordonnant, en tirant des conclusions, essayant de dégager le côté économique et social de ces questions, les « situant » en quelque sorte dans notre époque pour arriver, sinon à des conclusions définitives, du moins à des aperçus timides, mais impartiaux, sur l'un des problèmes qui intéresse au plus haut degré l'avenir de nos différentes industries.

C'est cette idée qui nous a conduit à traiter des conditions du travail dans les mines, et à voir de près la situation qui est faite à l'heure actuelle à l'ouvrier mineur, en restreignant la portée de ce mot, à ceux des travailleurs qui sont employés à des occupations souterraines.

Et dès le prime abord, la question donne l'impression d'être très complexe. Un grand nombre d'éléments contraires en apparence, se font jour en cette matière. Il semble en effet difficile, étant donnée l'insuffisance de la production houillère en France, de favoriser tous les intérêts de l'ouvrier sans léser ceux du patron et sans faciliter l'introduction de la houille étrangère sur notre marché : les questions de sécurité, de durée du travail et de salaire sont liées à celles de prix de revient et de concurrence qui souvent ne permettent ni à l'initiative privée de réaliser ses

intentions bonnes, ni au législateur de suppléer à cette dernière quand elle se montre inerte ou inefficace.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, — et cette idée domine toute la matière —, que le travail du mineur ne peut être assimilé à aucun autre genre d'occupation ; sans parler du danger perpétuel qui l'entoure, ou des maladies professionnelles qui peuvent venir le frapper, les conditions mêmes de sa production, la nature des terrains qu'il exploite, les bases sur lesquelles reposent son salaire et les éléments multiples qu'il comporte, les heures auxquelles commence ou finit le travail, tout cela tend à le séparer, à le catégoriser, à le différencier en un mot des autres travailleurs. Et cette spécialisation est si nettement établie qu'il faut faire une distinction dans le personnel d'une mine, entre les travailleurs du *fond* et ceux du *jour*, entre ceux qui produisent le charbon et ceux qui sans descendre dans les fosses permettent l'extraction ou font subir au charbon les manipulations indispensables à sa vente et à son utilisation. Les ouvriers de la surface appartiennent aux différents corps de métier que nous voyons travailler tous les jours autour de nous, et leur situation n'a rien de plus ni de moins intéressant que celle des autres travailleurs, sinon que la durée de leur activité journalière se lie, par l'ordre logique des circonstances, à celle des mineurs proprement dits. Ces derniers, les ouvriers *du fond*, sont au contraire des spécialistes, qui, bien que soumis à la réglementation générale des travailleurs, ont réclamé et réclament encore une place à part dans la législation ouvrière.

Aussi bien, cette étude est-elle intéressante parce qu'elle touche à la fois, aux problèmes économiques du travail, de la production et de la répartition des richesses, et aux questions de réglementation de l'activité humaine.

Génée à la fois par l'insuffisance des gisements houillers et par la concurrence étrangère, incapable, par conséquent, d'imposer ses prix sur le marché extérieur et même sur le marché national, l'industrie française du charbon paraît en mauvaise posture pour accepter de gaieté de cœur une législation qui d'après elle aggrave ses frais généraux.

Il convient donc d'examiner ce problème sous ses différents aspects pour arriver à savoir : 1° si la situation de l'ouvrier mineur mérite la place spéciale qu'elle occupe dans notre législation et s'il convient de l'améliorer encore.

2° Si, pour le cas où cette amélioration serait désirable, elle serait possible.

Pour arriver à la solution de ces deux questions, il nous a semblé que ce travail devait être divisé de la façon suivante :

1° Tracer tout d'abord un tableau rapide de la mine et de son personnel.

2° Etudier l'évolution de la législation positive du travail dans les mines et son état actuel.

3° Examiner quelle est en fait la situation de l'ouvrier mineur et chercher s'il ne conviendrait pas d'apporter un complément aux lois existantes.

4° Se demander enfin, si de nouvelles interventions législatives seraient compatibles avec une sage exploitation des mines.

De là une division du sujet en :

Introduction. — De la mine et de son personnel.

I^{re} Partie. — Evolution de la législation positive du travail dans les mines. Législation actuelle.

II^e Partie. — Situation de l'ouvrier mineur.

III^e Partie. — De l'éventualité de nouvelles interventions législatives dans le domaine des mines.

On peut grouper sous quatre chefs les points qu'il importe d'examiner à propos de la situation de l'ouvrier mineur :

- 1° *L'hygiène et la sécurité ;*
- 2° *La durée et les conditions du travail ;*
- 3° *La question du contrat de travail et du salaire ;*
- 4° *Les institutions de prévoyance, d'assistance et d'assurance.*

Chacun des points de ce sommaire formera l'un des chapitres des première et deuxième parties et le rapprochement de ces deux parties divisées de manière symétrique donnera une vue d'ensemble sur la question, permettra d'apercevoir les lacunes ou les fissures de notre législation et d'ordonner la troisième partie de ce travail.

INTRODUCTION

DE LA MINE ET DE SON PERSONNEL.

Une mine se compose essentiellement d'un puits, duquel partent en rayonnant, à différentes profondeurs, des galeries qui conduisent aux divers chantiers. Comme les artères dans le corps humain, elles vont en se ramifiant de plus en plus et leurs dimensions diminuent à mesure que l'on s'éloigne de leur point d'origine.

Tout comme les artères, elles servent à répandre la vie, mais au lieu de ne donner passage qu'à un seul élément vivifiant, c'est par quatre courants qu'elles sont parcourues : un courant d'air, un courant d'eau, un courant de travailleurs, un courant de charbon.

De ces courants, trois ont leur source à l'extérieur, le dernier sort de l'obscurité souterraine pour répandre la chaleur, la lumière, l'énergie.

Il est assez rare que le renouvellement de l'atmosphère d'une mine soit assuré, par refoulement, c'est-à-dire par insufflation d'air dans les galeries et les chantiers.

Une exploitation minière comprend un ensemble de puits dont l'un, muni de puissants appareils aspire et rejette au dehors l'air vicié et chargé de gaz dangereux ou nuisibles. L'appel d'air se produit par l'orifice des autres puits ; le courant ainsi provoqué, circule, canalisé, dans les galeries, et l'art de l'ingénieur consiste à le diriger sur les chantiers où il provoquera un abaissement de température et diluera les gaz dangereux (grisou, acide carbonique ou oxyde de carbone).

Une série de portes ou de toiles tendues assurent sa parfaite circulation jusque dans les parties les plus reculées de l'exploitation.

Le courant d'eau suit la pente des galeries.

La quantité d'eau fournie par une mine est plus ou moins considérable, elle varie avec la nature des terrains traversés. Il importe d'en assurer l'écoulement : à cet effet les galeries sont inclinées jusqu'au puits, l'eau vient y tomber et comme on prend la précaution de forer celui-ci en dessous du niveau des étages inférieurs, le puits sert de réservoir pendant le jour. La nuit il est vidé au moyen d'appareils spéciaux.

Sillonnées de travailleurs au commencement et à la fin de la journée, les galeries assurent enfin l'évacuation de la houille.

De ces quatre courants les deux premiers seuls sont continus. Les deux derniers sont périodiques, mais ils se reproduisent à des intervalles égaux et l'activité muette des ouvriers, le grondement des trains de vagonnets circulant dans les galeries, le halètement des treuils, le choc qui marque l'arrivée ou le départ des cages d'extraction sont comme les pulsations de ce corps gigantesque.

Ce corps est, d'ailleurs, en général d'une constitution robuste. Il est assez rare en France que les concessions de mines soient accordées à une seule personne. Ce sont presque toujours des sociétés qui les obtiennent. Elles revêtent l'une ou l'autre des trois formes suivantes :

1° La société civile (Aniche et Anzin dans le Nord, et dans le Pas-de-Calais Marles et Béthune). C'est la forme qui, au début du siècle dernier, a été le plus généralement adoptée pour l'organisation des exploitations houillères.

2° La société en commandite par actions, comme celle qui existe au Creusot (Schneider et Cie).

3° Et enfin la société anonyme comme Lens dans le Pas-de-Calais, Douchy dans le Nord, Blanzky dans le département de Saône-et-Loire ; les Mines de la Loire dans notre région ; la Grand'Combe dans le Gard et Carmaux dans le Tarn. Certaines de ces sociétés ont revêtu à l'origine la forme civile (Blanzky, Lens, Douchy) et ne se sont transformées que plus tard en sociétés anonymes, après la promulgation de la loi du 1^{er} août 1893.

Comme toute société, ces organisations possèdent un conseil d'administration qui choisit un directeur dans son sein, ou prend un étranger pour remplir ces fonctions.

Le directeur se trouve placé à la tête de trois services :

1° Le service administratif et financier.

2° Le service commercial.

3° Le service technique.

Les deux premiers présentent une importance moins grande ou moins immédiate que le dernier.

Celui-ci comprend en quelque sorte un état-major et une armée de travailleurs.

Comme nous l'avons indiqué d'un mot déjà, il se divise en deux parties bien distinctes : le *service du jour* et le *service du fonds*. Dans les exploitations importantes chacun de ces services possède à sa tête un ingénieur spécial : dans les concessions moindres, la direction des deux services est assurée par la même personne.

Le service du jour comporte tout ce qui concerne les travaux de machinerie et de réparation, les machines d'aérage ou d'extraction. La construction ou l'entretien des bâtiments, les ateliers de forge, d'ajustage, les chantiers de charpente, les entrepôts de bois destinés à soutenir les galeries, la préparation des voies qui seront placées à l'intérieur de la mine, le matériel des chemins de fer qui par-

courent la surface pour le transport de la houille ou des matériaux, le service électrique, les usines à coke et à briquettes, toutes installations qui occupent un personnel nombreux commandé par un ingénieur en chef.

Chacun des services énumérés est dirigé par un chef de service ayant sous ses ordres des ouvriers dont les aptitudes nous sont déjà connues : ce sont des forgerons, des ajusteurs, des charpentiers, etc. De ceux-là rien à dire, sinon qu'ils sont soumis comme tous les ouvriers aux lois générales du travail.

Le service du fond est dirigé par un *Ingénieur en chef du fond* qui a sous ses ordres tout un corps d'ingénieurs : tout d'abord les *ingénieurs divisionnaires* qui ont à diriger les travaux d'une division, c'est-à-dire de plusieurs puits, ensuite les *ingénieurs de fosse*, chargés d'un seul siège d'exploitation, c'est-à-dire d'un seul puits. Ces derniers relèvent immédiatement de l'ingénieur divisionnaire, à moins, comme c'est le cas pour Lens, que le grade d'ingénieur divisionnaire n'existe pas et que les ingénieurs de fosse relèvent directement de l'ingénieur en chef.

Ils ont, si nous pouvons nous exprimer ainsi, la plénitude d'attributions, en ce sens qu'ils doivent s'occuper non seulement de tous les détails de l'exploitation souterraine, mais encore des services de jour de leur fosse : marche des travaux, sécurité du personnel, embauchage et renvoi des ouvriers, fixation des bases de salaire.

Ils sont pour la plupart recrutés dans des écoles spéciales. Ils forment en quelque sorte l'état-major de la mine, état-major dont le directeur serait le général, les ingénieurs en chef et divisionnaires les officiers supérieurs, les ingénieurs les officiers subalternes.

Et, pour continuer jusqu'au bout cette comparaison, on

trouve au-dessous d'eux tout un ensemble de travailleurs qui correspondent bien aux sous-officiers dans l'armée.

D'abord, immédiatement après l'ingénieur, un contremaître qui prend le nom de *chef-porion* dans le Nord et le Pas-de-Calais, de *maître-mineur* dans le Centre et le Midi, de *gouverneur* dans la Loire. Il occupe la place que tient un adjudant de bataillon dans un régiment : il a tenu autrefois un rang plus important : lorsqu'il était d'usage que l'ingénieur ne s'occupât que de la partie technique, toutes les questions d'embauchage, de renvoi, de salaires, de répartition de chantiers étaient du ressort du chef-porion.

Cette situation présentait des inconvénients et, aujourd'hui c'est l'ingénieur de fosse qui est chargé de ces fonctions : le chef-porion est donc un contremaître technique, il a sous ses ordres les porions, chefs de poste et surveillants.

Les chefs-porions sortent soit du rang après un stage de plusieurs années dans la mine en qualité de porions, soit des écoles de maîtres mineurs d'Alais ou de Douai.

Le nombre des porions est variable. Il y a en général un porion pour 30 ou 40 hommes : le porion doit surveiller de très près les chantiers (une visite au moins par jour), il constate le travail fait, marque les journées, indique les mesures urgentes à prendre pour la sécurité ou l'exécution du travail et rend compte à l'ingénieur ou au chef-porion.

Enfin, au-dessous du porion se trouvent les ouvriers. C'est parmi eux que se rencontre la plus grande diversité d'occupations : ils forment des catégories très nettement séparées.

Nous trouvons tout d'abord les mineurs proprement dits qui, suivant les régions, prennent le nom de *mineurs au*

charbon (Nord et Pas-de-Calais) ou de *piqueurs à la veine* ou simplement de *piqueurs* dans le Centre. Ce sont eux qui attaquent la veine et abattent le charbon.

Viennent à côté d'eux les *mineurs au rocher*, chargés de forer la roche pour permettre ou faciliter l'accès des couches de houille. On peut à peu près placer sur le même rang au point de vue du salaire, les *bowetteurs* chargés des travaux préparatoires.

Diverses catégories de travailleurs sont occupés à la consolidation des galeries ou à leur élargissement. Les *boiseurs*, qui dans le Nord et le Pas-de-Calais prennent le nom de *raccommodeurs*, accomplissent les travaux nécessaires pour soutenir les parois et le plafond des galeries. Les *raucheurs* (mot dont l'étymologie se rattache probablement à roc) recoupent les galeries trop étroites ou dont la hauteur est insuffisante. On peut ranger dans la même classe, les *remblayeurs* dont le nom désigne suffisamment l'emploi.

Chacun sait en effet que les vieux travaux sont comblés soit à l'aide des débris de rochers, soit au moyen de terres retirées des travaux d'approche ou d'élargissement. On évite ainsi l'accumulation des gazs qui pourraient présenter un sérieux danger pour les travailleurs.

Il y a aussi des *maçons* pour la construction des parties maçonnées de la mine et des *cantonniers* pour l'entretien des voies ou du sol.

L'extraction proprement dite comprend les *rouleurs* ou *hercheurs* qui ont pour mission de transporter le charbon depuis les chantiers jusqu'aux galeries où peuvent circuler les chevaux ;

les *freinteurs*, employés à manœuvrer les freins des poulies des plans inclinés.

Les plans inclinés sont des galeries en pente destinées à

relier entre eux différents étages et leur surface sont installées des voies sur lesquelles montent et descendent des berlines pleines ou vides, au moyen d'un système de treuil analogue à celui de nos funiculaires.

On trouve encore les *conducteurs de chevaux*, les *pale-freniers*, les *chargeurs d'accrochages* ou *encageurs au fond*, qui placent les berlines pleines sur la cage qui va les remonter.

Ceux des ouvriers qui, à la surface, retirent les berlines des cages prennent le nom de *moulineurs*, et bien que travaillant au jour, sont portés sur la liste du personnel travaillant au fond.

Il en est de même des *lampistes*. Mais le service d'éclairage comporte un certain nombre d'ouvriers qui travaillent au fond, aux relais de lampes, ainsi que des enfants de 13 à 15 ans, nommés *porteurs de feux* et qui sont chargés de transporter des lampes là où le besoin s'en fait sentir.

Citons enfin pour terminer cette nomenclature, ceux des travailleurs qu'on appelle les *boute-feux* et qui sont spécialement désignés pour mettre le feu aux charges de poudre qui feront sauter des blocs de rocher ou de houille.

Le recrutement des mineurs se fait dans les familles mêmes. Les Compagnies ont le plus grand intérêt à retenir les ouvriers autour des exploitations : bien qu'il puisse sembler à première vue que le métier de mineur soit facile, une certaine expérience est cependant nécessaire pour arriver à produire avec rapidité un charbon d'une propreté relative, c'est-à-dire exempt du schiste ou du grès qui l'entoure. C'est un métier que l'enfant commence jeune, dès qu'il a l'âge requis par la loi, c'est-à-dire dès qu'il a treize ans révolus (art. 2, loi du 2 novembre 1892). Il est admis aux travaux sur la demande de son père et il débute comme

galibot (*gamin* dans d'autres régions que le Nord). On le familiarise d'abord avec la mine : il accompagne le porion dans ses tournées, ou le *géomètre* chargé de mettre régulièrement à jour le plan de la mine. Il est utilisé aussi comme *porte-feux*, ou comme *contrôleur des lampes*, et sa petite taille lui permet de parcourir sans fatigue les galeries basses. On l'emploie encore comme *suiveur de rames*, c'est-à-dire qu'il est chargé d'accompagner les wagonnets pour les empêcher de se détacher les uns des autres ; il ouvre et ferme les portes d'aérage, il aide les raccommodeurs. Puis il passe au roulage et ce n'est que vers 18 ans qu'il devient aide-mineur. Quand il part au service militaire son apprentissage est à peu près terminé. A son retour il sera ouvrier, mais il n'acquerra qu'à la longue l'expérience et l'habileté dans le travail. Si bien que, sans tenir compte de cette période de perfectionnement professionnel qui existe dans tous les métiers, on peut dire que la durée de l'apprentissage dans les mines a une durée effective de cinq à six ans, puisque le jeune homme qui a commencé à descendre à 13 ans ne sera pas aide-mineur avant 18 ou 19 ans et ne sera ouvrier proprement dit qu'à son retour du service.

Tout ce personnel travaille au poste qui lui est assigné dans les chantiers ou les galeries. Il passe ainsi de spécialité en spécialité suivant une progression bien marquée, jusqu'à ce qu'il soit appelé à manier le pic, puis retourne à des travaux plus humbles et moins rémunérés, lorsque l'âge affaiblit son bras, obscurcit ses yeux ou que des infirmités précoces l'ont rendu inapte à la production intensive que l'on exige de lui.

Mais, ce qu'il importe de remarquer, c'est que, à l'observer dans le détail, ce travail présente un certain nombre de

variétés qui viennent soit le simplifier, soit le compliquer, suivant la nature du terrain dans lequel il s'accomplit.

Et quelles qu'elles soient, il importe que l'ouvrier s'y adapte. La direction des couches, leur épaisseur, ou pour mieux dire leur puissance, la solidité des roches qui constituent le toit, les cassures des gisements, constituent autant de raisons pour modifier le mode d'exploitation et les conditions du travail. Il est facile de comprendre, par exemple, que le développement du front de taille exerce une influence soit sur la productivité de l'ensemble de travailleurs composant le chantier, soit sur la productivité individuelle de l'ouvrier.

Il arrive que l'on ne puisse ouvrir de chantier sur une largeur de plus de deux mètres alors que d'autres tailles présentent un front de 8 ou 10 mètres et offrent même quelquefois un développement supérieur. Une faible largeur pour chaque individu augmentera la production du chantier et l'avancement des travaux, mais réduira la production individuelle. Une grande largeur diminuera au contraire l'avancement du chantier en accroissant la production individuelle. Dans le premier cas, l'ouvrier gêné par le peu d'espace qui lui est accordé travaille plus difficilement que dans le second, il produit moins et se fatigue davantage.

Il y a lieu encore de tenir compte de la hauteur du chantier qui est variable et qui exerce aussi son influence sur les conditions du travail. Dans les couches épaisses, elle ne dépasse guère 2 m. 50 à 2 m. 75, et dans les veines minces, on n'exploite pas au-dessous de 0 m. 40.

Parfois, les couches peuvent présenter une inclinaison qui nécessite d'autres procédés d'exploitation, notamment celui dit des *tailles montantes* : dans ce cas on déplace les taillés en montant de manière à utiliser la pesanteur pour faciliter

l'abatage. Ce genre de travail devient dangereux si l'inclinaison de la couche est trop accentuée.

Ce ne sont pas d'ailleurs les seuls éléments de variété des terrains. L'ouvrier peut se heurter à des difficultés d'une autre espèce, suivant que la houille sera dure ou molle, suivant qu'elle renfermera ou ne renfermera pas de schiste ou de grès, ou bien encore que le sol sera friable ou solide.

En terrain dur, le travail sera plus pénible et moins productif. Il en sera de même si le charbon est malpropre, c'est à-dire s'il est mêlé de pierres, ou si le toit du chantier est friable, car dans ce dernier cas les terres ou les roches dont il est formé viendront se mêler à la houille abattue et il sera nécessaire de procéder avant chargement à un premier triage qui fera perdre au travailleur un temps précieux. Il sera indispensable aussi de procéder à un boisage plus serré, plus sérieux, pour lui permettre d'assurer la sécurité du chantier.

On le voit donc, il y a là toute une série de conditions diverses qui rendent le travail facile ou pénible. Placé dans un gisement épais et large, le mineur se trouve dans des conditions plus favorables que celui qui travaille dans une veine étroite et basse ou dans les tailles montantes. Employé dans des couches friables dures ou striées de grès ou de schiste, il dépense plus de force et plus de temps pour donner un résultat moindre. Occupé dans des culs-de-sac à la recherche de la veine momentanément perdue, travaillant dans des galeries chaudes, il doit accoutumer ses muscles et son corps aux conditions nouvelles dans lesquelles les circonstances le placent.

Il est vrai que toutes ces difficultés ne se trouvent pas groupées, pour ainsi dire comme à plaisir : les sondages, les premiers travaux permettent de se rendre compte de la

direction des couches et de leur constitution. Mais il arrive aussi que l'exploitation ménage des surprises à ceux qui la dirigent ou qui y travaillent : au cours d'une visite faite dans les mines de Nœux (Pas-de Calais), l'ingénieur qui nous accompagnait dans les dressants, ou tailles montantes, nous disait qu'il avait fallu habituer les ouvriers à ce genre de travail nouveau pour eux et que, de ce fait, il y avait eu à traverser une période transitoire assez délicate, tant au point de vue de la production, qu'à celui du recrutement du personnel.

La veine se durcit, se recourbe ou s'amincit et à chacun de ces changements correspond pour le mineur une modification dans sa manière de travailler : il faut qu'il s'adapte à l'état de choses nouveau et l'adaptation n'a pas lieu sans peine ni sans fatigue.

Aussi bien le métier exige-t-il une dépense de force considérable rendue plus sensible encore par la continuité de l'effort. Et c'est ce qui expliquerait peut-être sans parler de l'obscurité et du danger du milieu dans lequel vit l'ouvrier mineur, que le travail s'accomplisse sans bruit comme sans joie. Au rebours de ce qui se passe au jour, le travailleur du fonds est silencieux. Attentif à produire du charbon propre et en aussi grande quantité que possible, il s'interrompt à peine pour saluer d'un « bonjour » bref le visiteur qui passe, et il poursuit son travail dans un nuage de poussière épaisse et noire. La scène est toujours la même, quelle que soit la population qui fréquente les mines.

Mais dans quelques heures les ouvriers revoient le grand jour et la lumière va dissiper tout ce que le travail dans le noir avait pu donner d'uniformité à leur caractère :

Flamands buveurs de bière et placides, Bourguignons

buveurs de vin et bruyants laisseront apercevoir tous les signes distinctifs de leurs races, et c'est à peine si leur attitude et leurs gestes trahiront l'empreinte professionnelle.

Tel est le tableau rapide que nous pouvons tracer de la mine et de son personnel. Il nous permettra d'exposer plus clairement ce qui concerne la législation du mineur dans la mine, et nous n'aurons plus loin qu'à ajouter quelques mots sur le mineur hors de la mine pour que l'esquisse que nous entendons en donner soit à peu près complète.

PREMIÈRE PARTIE

ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION POSITIVE DU TRAVAIL DANS LES MINES. — ÉTAT DE LA LÉGISLATION ACTUELLE

Il importe, comme nous l'avons déjà dit dans l'avant-propos, de répartir sur quatre points principaux l'étude de la législation du mineur, et cette première partie se trouve ainsi divisée en quatre chapitres.

Chapitre I^{er}. — Hygiène et sécurité.

Chapitre II. — Durée et conditions du travail.

Chapitre III. — Question du contrat de travail et du salaire.

Chapitre IV. — Institutions de prévoyance, d'assistance et d'assurance.

Mais avant de passer à l'examen de chacun de ces points, une remarque générale s'impose : la législation des ouvriers des mines a suivi, peut-être avec plus de rapidité, l'évolution de toute la législation du travail. Par leurs tendances individualistes, par les mesures prises pour empêcher les groupements d'individus, les lois issues de la Révolution française ont anémié les forces de la population ouvrière, tandis qu'elles permettaient la constitution d'une bourgeoisie riche et bien armée pour profiter des fruits du travail et pour lutter contre lui. A l'aristocratie sans épithète que combattaient les sans-culottes et qui émigrerait à Coblenz, a succédé au cours des dernières années de la Révolution

et du premier Empire, une aristocratie bourgeoise, une classe possédante, conservatrice par excellence, et par là même plus portée à se protéger elle-même qu'à protéger les autres.

Cela explique peut-être la lenteur de l'évolution de la législation ouvrière et ce fait que la plupart des lois sociales datent d'hier seulement. Et en matière minière la distance chronologique qui sépare l'éclosion de ces deux courants législatifs, apparaît mieux encore, peut-être, que dans l'ensemble du mouvement législatif des cent dernières années. Plus d'un demi-siècle s'est écoulé entre le premier et le deuxième. Ce qui frappe le législateur du premier Empire, c'est le côté extérieur de l'industrie : il ne voit que ce qu'elle montre et ne cherche pas à regarder au delà. Vision conservatrice s'il en fût ! Le Code civil qui, soit à propos des personnes, soit à propos des biens, traite de la richesse acquise et donne à la propriété de solides assises se dresse comme un château fort, comme un rempart du Capital. Il est isolé et, vis-à-vis de lui, le législateur ne songe pas à élever un monument à ce facteur de la production du capital, le Travail. De longues années s'écouleront encore avant que une à une les lois ouvrières ne soient laborieusement échafaudées.

De même, en matière de mines, le mouvement législatif ne porte à l'origine que sur la réglementation du droit d'exploiter : propriété de la mine, droits des propriétaires de la surface du sol déformé, protection des propriétés voisines de la mine, tels sont les points sur lesquels s'est tout d'abord portée l'attention publique. Et cela était naturel : il convenait de commencer par régler ces diverses questions pour assurer le développement des houillères et de l'industrie.

Mais ce qui se conçoit mal, c'est que le législateur en soit resté là, c'est que dans l'ordre chronologique deux réglementations se soient fait jour les premières (celle de la propriété des mines et celle des indemnités à payer aux superficiaires lésés par les travaux souterrains), sans que l'on ait songé à réglementer en même temps, le travail plus pénible autrefois qu'aujourd'hui de l'ouvrier mineur.

Il importe de le constater dès maintenant, car cette remarque va se trouver justifiée par chacun des chapitres suivants.

CHAPITRE PREMIER

SÉCURITÉ ET HYGIÈNE.

La profession de mineur comporte un certain nombre de risques qui tiennent à deux ordres d'idées bien différents.

Les uns proviennent du fait même de l'exploitation et sont le résultat de l'explosion spontanée ou provoquée des forces de la nature ; les autres résultent de l'ambiance dans laquelle vit l'ouvrier et de l'atmosphère spéciale qui l'entoure.

Sous le premier chef vient se ranger tout accident qui porte atteinte à la *sécurité* de l'individu. Sous le deuxième se place tout ce qui peut nuire à sa *santé*.

A la première catégorie se rattachent les accidents de toute nature inhérents à la profession de mineur et tenant soit à la nature, soit au fait des hommes (éboulements, grisou, inondation, emploi d'explosifs).

La seconde a trait aux inconvénients résultant du travail proprement dit et de la fréquentation habituelle des mines : il y faut donc classer tout ce qui se rattache à l'hygiène générale des mines, aux maladies spéciales de l'ouvrier mineur.

Il serait loisible de ranger aussi sous cette rubrique tout ce qui concerne les conditions et la durée du travail, ainsi que son logement. On pourrait même y traiter des questions de salaires, puisque le salaire exerce aussi son influence sur la santé de l'individu, mais ces questions sont trop importantes

pour être envisagées comme de simples accessoires et nous les étudierons dans des chapitres spéciaux.

Ce chapitre se trouve donc divisé en 2 paragraphes.

§ 1^{er}. — Sécurité.

§ 2. — Hygiène.

§ 1^{er}. — Sécurité.

Les dispositions légales que nous avons à étudier ont trait à trois ordres d'idées :

1^o Les unes concernent l'organisation administrative de la mine et de son personnel. Ce sont des mesures d'ordre général, ou si mieux l'on aime, de police.

2^o Les autres se rapportent à l'exploitation.

3^o D'autres, enfin, marquent une tentative du législateur pour assurer la sécurité par des moyens nouveaux, par l'institution d'un système de surveillance destiné à rester en relations plus étroites avec le mineur et la mine.

1^o *Organisation administrative des mines. — Personnel.*

C'est la loi du 21 avril 1810 qui est encore, à notre époque, la base fondamentale de tout notre régime minier.

Au point de vue administratif, l'exploitation des mines est rattachée au ministère des travaux publics ; à l'origine elle appartenait au ministère de l'intérieur, mais une ordonnance royale du 19 mai 1830, en organisant le ministère des travaux publics, détacha du ministère de l'intérieur certaines parties de l'administration parmi lesquelles les mines.

Dans chaque département, le préfet est chef du service des mines.

Remarquons en passant la rédaction de l'article 47 de la loi du 21 avril 1810 qui dit que « les ingénieurs des mines

exerceront sous les ordres du ministre de l'intérieur (des travaux publics) et des préfets une surveillance de police pour la *conservation des mines et la sûreté du sol* ». On voit que la sécurité de l'ouvrier n'est pas indiquée et que la conservation des mines et la sûreté du sol forment l'objet des principales préoccupations du législateur.

Cette remarque vient confirmer celle que nous faisons au commencement de cette première partie.

Ce n'est que vers l'article 50, modifié par la loi du 27 juillet 1880, qu'il est question de la sécurité des ouvriers mineurs, au milieu d'un certain nombre d'autres indications et notamment après celles qui concernent la conservation de la mine. Nous espérons cependant que cet ordre d'énumération n'indique pas un ordre de préférence dans les mesures à prendre en cas d'accident (article 47 de la loi du 21 avril 1810).

C'est encore lui qui a le droit d'*ordonner* telles mesures de sécurité qu'il juge appropriées aux circonstances, et de *contraindre* les citoyens à les exécuter. Il agit d'ailleurs sous l'autorité du ministre des travaux publics qui, lui, sauf exception, n'est saisi que par la voie hiérarchique.

Le préfet est donc un agent d'autorité. Mais il a sous ses ordres des agents d'instruction ou de préparation : les ingénieurs du corps des mines et les agents placés sous leurs ordres. A ce point de vue la France est divisée en circonscriptions minières à la tête desquelles sont placés des ingénieurs en chef des mines : les subdivisions de la circonscription sont confiées à des ingénieurs qui ont eux-mêmes sous leurs ordres des contrôleurs de mines et des garde-mines. L'ensemble de ce personnel est chargé de surveiller l'exploitation houillère tant au point de vue technique qu'au point de vue de la sécurité.

Comment ces différents organes doivent-ils agir ? Le chef du pouvoir exécutif, en matière de police des mines, a le pouvoir réglementaire. Il le tient de la Constitution. Par contre le ministre des travaux publics ne saurait le posséder sans un texte qui n'existe pas, sauf pour le cas spécial prévu par l'article 15 du décret du 3 janvier 1813.

Le Conseil d'Etat le lui dénie (1).

Au contraire, il semble bien que les préfets, dans la limite de leur département, puissent exercer ce pouvoir : les principes généraux et les textes permettent d'estimer que le pouvoir réglementaire leur appartient en matière de mines

C'est ce que laissent entendre un certain nombre de traités de droit administratif (2).

Remarquons toutefois que lorsque les préfets ont eu à édicter des mesures uniformes dans leur département, ils ont en général procédé par voie de décisions individuelles, adressées à toutes les mines du département et toutes identiques.

Ils n'agiront en temps ordinaire pour la sécurité de la mine que sur rapport présenté par les ingénieurs de l'Etat.

Telles sont les personnes qui, au nom de l'administration, devront veiller à la sécurité de la mine.

Mais l'action du législateur ne s'est pas bornée à ces mesures et le décret de 1813 indique encore quelles conditions spéciales doivent être requises en la personne des maîtres mineurs et des ouvriers. On a critiqué, et peut-être avec raison (3), l'existence de pareilles dispositions. L'intérêt

(1) V. Aguillon, *Législ. des mines*, t. II, p. 2 et 5 et arrêts cités.

(2) V. Hauriou, *Précis de droit administratif*, p. 26 ; H. Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 138.

(3) Aguillon, *op. cit.*, t. II, p. 298.

personnel de l'exploitant serait une garantie suffisante du bon recrutement des maîtres-mineurs, sans que la loi vienne minutieusement entrer dans tous les détails de l'exploitation.

Quoi qu'il en soit de ces critiques, l'article 25 du décret du 3 janvier 1813 décide que les maîtres-mineurs ou chefs particuliers de travaux de mines et minières ne pourront être recrutés que « parmi des individus qui auront travaillé comme mineurs, charpentiers, boiseurs ou mécaniciens depuis trois années consécutives ».

C'est là une disposition soumise aux sanctions de la loi du 21 août 1810.

Les ouvriers sont, aussi au point de vue du contrôle et de la sécurité l'objet d'une réglementation établie par le décret de 1813.

En ce qui concerne le contrôle, il est nécessaire, pour qu'il puisse s'exercer, que l'on sache jour par jour quel est le nombre des ouvriers employés et descendus au fond de la mine. Le décret prescrit l'établissement de listes journalières des ouvriers qui travaillent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des mines. Ces listes — ou contrôles — sont inscrites sur un registre coté par le maire et parafé par lui tous les mois. Il est visé par les ingénieurs au moment de leur visite.

Ce serait là une mesure insuffisante si elle n'était accompagnée d'un autre contrôle qui permet en cas d'accident collectif d'établir le nombre et le nom des ouvriers disparus.

Les Compagnies des mines l'organisent au moment de la descente par la remise des lampes, celle-ci donnant lieu au dépôt par l'ouvrier d'un jeton de cuivre ou de zinc portant un numéro d'ordre qui permet de retrouver rapidement le nom du porteur de la lampe.

Les contrôles des ouvriers doivent donner lieu à de fréquentes vérifications (D. 3 janvier 1813, art. 28) de la part des ingénieurs des mines. Le maire de la commune peut les faire vérifier toutes les fois qu'il le juge utile, surtout, dit le décret, « dans le moment où il y aura lieu de présumer qu'il peut y avoir quelque danger pour les individus employés aux travaux ».

En outre des précautions spéciales sont prises pour éviter les accidents : les ouvriers ivres ou malades ne sont pas admis sur les travaux, pas plus d'ailleurs que les étrangers non accompagnés d'un maître-mineur.

Enfin, comme il est nécessaire d'obtenir de l'ouvrier, à l'intérieur de la mine, une discipline rigoureuse, le décret soumet à des poursuites correctionnelles l'ouvrier qui par insubordination ou désobéissance aura compromis la sûreté des personnes ou des choses.

II. — *Prescriptions générales d'exploitation.*

Après s'être occupée du personnel de surveillance et de travailleurs, la réglementation a trait aux mesures générales d'exploitation. Et les dispositions qu'elle comporte sont de deux sortes, les unes tendent à prévenir les accidents, les autres indiquent quelles sont les mesures à prendre après un accident.

a) *Prévention d'accident.* — L'article 50 (loi du 21 avril 1810) donne à l'administration le plus large pouvoir possible pour assurer la sécurité des travailleurs. Le décret du 3 juin 1813 contient aussi des prescriptions, mais il importe de remarquer que ce sont des textes très généraux : les dispositions de détail ont été ou sont prises par des règlements spéciaux rendus par l'administration ou par des circulaires ministérielles qui n'ont que la valeur d'un conseil

adressé à l'exploitant et ne possèdent pas de caractère impératif.

Quelquefois même le ministre invite les exploitants à soumettre aux préfets à fin d'homologation des règlements intérieurs qui prennent ainsi l'autorité de véritables arrêtés préfectoraux. Ce sont ces règlements qui prévoient la plupart des mesures de détail à prendre dans la mine et qui règlent la montée et la descente des cages, l'emploi des explosifs, le mode de fermeture des lampes, toutes précautions indispensables dans les mines grisouteuses (1).

Il serait difficile, sans tomber dans une énumération fastidieuse, d'entrer dans le détail de chacune de ces mesures.

Disons que si la loi de 1810 et le décret de 1813 visent les mesures générales, accidents, dangers naturels, ces circulaires et ces règlements tendent à entourer de précautions rigoureuses tout ce qui pourrait entraîner un accroissement des dangers d'exploitation.

L'aérage des mines est réglementé. La montée et la descente des cages donnent lieu à toute une série d'indications précises, variables suivant que les bennes contiennent des hommes ou du charbon, prescrivant par exemple la vitesse de la descente ou de la montée, les signaux avertisseurs à donner au mécanicien, l'emploi d'appareils de sécurité destinés à éviter les chutes de la cage ou sa montée trop rapide. Les explosifs ont donné lieu à une légion de décrets et de circulaires (2).

(1) Voyez un règlement type dans la *Revue de législation minière*, 1902, p. 66 ; Circulaire ministérielle du 3 janvier 1902.

(2) Pour ne parler que des plus récentes, V. au sujet de la dynamite les circulaires des 11 juin 1889, *Revue de légist. min.*, 1889, p. 217 ; 28 janvier 1890, *Revue de légist. min.*, 1890, p. 90 ; Décret du 26 juillet 1890, *ibid.*, p. 295 ; Circulaire ministérielle du 1^{er} août 1890, sur les explosifs à employer dans l'intérieur des mines, *ibid.*, p. 330 ;

Les lampes employées dans les mines grisouteuses où les poussières de charbon ont donné lieu à une littérature analogue (1).

Mais à côté de ces prescriptions suscitées par l'expérience journalière des ingénieurs ou des surveillants, et qui voient le jour assez souvent au lendemain des accidents qu'elles sont destinées à combattre (remarquons qu'un certain nombre des circulaires de l'année 1890 sont postérieures, par exemple, à l'accident du puits Verpilleux, à Saint-Etienne), il existe dans le décret du 3 janvier 1813 quelques indications d'ordre général qu'il est bon d'indiquer.

La première mesure à prendre, c'est de faire dresser pour chaque mine un plan complet de l'état des travaux. C'est l'article 6 du décret qui en prescrit l'établissement, ainsi que celui d'un registre : l'un et l'autre constatent l'avancement journalier des travaux.

Ils sont présentés à l'ingénieur du contrôle à chacune de ses tournées : celui-ci y insère le procès-verbal de ses visites, ses observations sur la conduite des travaux, et, le cas échéant, une instruction contenant les mesures à prendre pour la sécurité des hommes et celle des choses.

Décret du 23 décembre 1901, relatif à la conservation des exploitations souterraines, et Circulaire ministérielle du 21 janvier 1902, X, *ibid.*, 1902, p. 35 et 67, Circulaire du 18 juillet 1902 ; *ibid.*, p. 272 ; Décret du 20 avril 1904 sur la conservation des explosifs. *Rev. de législ. min.*, 1904, p. 276.

(1) V. Circulaire du 8 août 1890, *Rev. lég. min.*, 1890, p. 339, prescrivant des mesures au sujet de la fermeture des lampes. ; Circulaire du ministre des travaux publics concernant les mines grisouteuses, 8 et 9 janvier 1903, *Ibid.*, 1903, p. 152 et 153. V. en outre dans la même revue un article de MM. V. Watteyne et A. Demeure sur les mesures réglementaires et les précautions conseillées pour combattre le danger des poussières charbonneuses dans les mines, *Rev. lég. min.*, 1890, p. 257.

Les autres mesures consisteront à parer aux causes d'accident immédiates ou éloignées. L'ingénieur du contrôle a le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour éviter un accident qu'il reconnaît imminent; il peut adresser toutes réquisitions utiles aux autorités locales.

Si les travaux sont dans un état de délabrement ou de vétusté tels qu'ils soient une cause permanente de danger pour les hommes, après rapport motivé de l'ingénieur et l'exploitant entendu, le préfet ordonnera la fermeture des travaux.

Les contestations donneront lieu à une expertise (V. art. 7, modifié par l'art. 14, loi du 8 juillet 1890). C'est alors le ministre qui statuera, après avoir pris l'avis du préfet et (sur rapport du directeur général des mines) sauf le recours au Conseil d'Etat.

b) *Mesures à prendre après un accident.* — Toutes les fois qu'un accident se produit, quelle qu'en soit la cause, l'exploitant doit le porter à la connaissance du maire de la commune et à celle de l'ingénieur des mines, ou en son absence au conducteur.

Celui-ci se transporte sur les lieux, prescrit les mesures propres à faire cesser le danger, ordonne toutes réquisitions de chevaux, d'outils et d'hommes et dresse un procès-verbal qu'il adresse au préfet.

Le décret prescrit l'entretien de boîtes de secours et l'établissement de chirurgiens dans les centres importants d'exploitation.

En cas de danger, tous les exploitants de concessions voisines doivent se prêter les moyens de secours dont ils disposent; ils ont droit d'ailleurs à une indemnité.

Si l'accident a été provoqué par l'inobservation des règle-

ments, des pénalités (celles des art. 319 et 320, C. pén. : homicide, blessures et coups involontaires) seront encourues par les exploitants, propriétaires et directeurs. C'est d'ailleurs pour que l'action publique puisse au besoin être mise en mouvement, que les procès-verbaux des ingénieurs et des maires sont transmis aux procureurs de la République de la région intéressée.

Le décret de 1813 prescrit enfin les mesures à prendre pour constater l'identité des victimes de l'accident ou l'impossibilité où se trouvent les sauveteurs de parvenir jusqu'à leurs cadavres (art. 18 et 19). Nous n'avons qu'à signaler ces dispositions.

III. — *Mesures prises par le législateur pour tenter d'assurer plus efficacement la sécurité des mines.*

Le contrôle organisé par la loi de 1810 et le décret de 1813 devint rapidement insuffisant.

En présence du développement de l'industrie minière, les ingénieurs et les garde-mines en trop petit nombre ne pouvaient exercer une surveillance rigoureuse et efficace sur les exploitations minières.

Les ouvriers se plaignaient que l'exploitant cherchait à produire du charbon avec le plus d'économie possible, négligeant, pour réduire les frais généraux, les mesures qui auraient assuré la sécurité du personnel. Survenait-il un accident, l'ingénieur, trop éloigné, ou le garde-mine, descendu trop tard, étaient obligés de conclure au cas fortuit ou à l'imprudence des victimes sans pouvoir déterminer les véritables responsabilités.

D'autre part, l'ingénieur venant trop rarement à la mine et ne s'y trouvant en rapport qu'avec l'exploitant, il y avait tout lieu de croire, disaient les ouvriers, que leur re-

ligion devait être mal éclairée, qu'ils ignoraient et n'avaient pas le temps de trouver tout seuls le point faible des exploitations minières qu'ils visitaient. Au contraire, mis en éveil par les rapports de personnes vivant toujours dans la mine, ils pourraient prescrire des mesures plus efficaces. Il importait donc de créer un organisme nouveau qui vînt pour ainsi dire doubler le contrôle de l'Etat.

On peut se faire une idée de l'insuffisance de ce contrôle en se reportant à l'exposé des motifs du projet de la loi Waldeck-Rousseau (en 1882) sur les délégués mineurs :

Il en résulte qu'à cette époque, dans le Pas-de-Calais, pour surveiller :

1° 23 concessions de houille comptant 58 fosses et 25.000 ouvriers disséminés sur plus de 6.000 hectares et 92 communes.

2° 110 exploitations de carrières souterraines, 593 exploitations à ciel ouvert.

3° 3 usines métallurgiques, 4 hauts-fourneaux, 27 fours à raffiner les métaux, 95 établissements industriels renfermant 4186 appareils (non compris les chemins de fer et la marine).

4° Pour faire l'enquête sur 482 accidents ayant occasionné la mort, le personnel du Pas-de-Calais se composait de 2 *ingénieurs* à Arras et de 2 *garde-mines*, l'un à Arras, l'autre à Boulogne.

La situation était la même partout.

Commencé en 1882, dans le département de la Loire, ce mouvement n'aboutit qu'en 1890, un an après la catastrophe du puits Verpilloux à Saint-Etienne. C'est la loi du 8 juillet 1890 qui a organisé chez nous l'institution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Elle a été modifiée depuis par deux autres lois : celle du 25 mars 1901 et celle du 9 mai 1905.

L'idée générale dont elle est issue, c'est qu'il faut permettre à l'ouvrier d'assurer autant que possible la sécurité par ses propres moyens. Parce que plus familiarisé avec le terrain, et personnellement intéressé à bien veiller, on suppose que le délégué constitue un excellent agent de défense contre les accidents.

Mais cette idée de maintenir intactes les attributions du corps des mines, tout en plaçant à côté de la surveillance de l'Etat un contrôle émanant des ouvriers eux-mêmes, n'a pas été adoptée sans résistance. Elle n'était pas neuve, car on l'appliquait en Angleterre depuis 1872. Cependant des objections se firent jour en France au moment de son adoption.

On allait violer, disait-on, les droits des concessionnaires de mines ; c'était jeter le désordre dans l'industrie minière ; c'était une atteinte portée à la dignité du corps des mines. D'ailleurs les délégués n'auraient aucune garantie d'indépendance : placés entre leurs camarades et leurs patrons, ils seraient suspects aux uns et aux autres ; sans connaissances théoriques, leur action se trouverait limitée à l'objet immédiat et spécial de leurs occupations habituelles.

C'était d'ailleurs créer un régime d'exception, mettre les mines dans une situation spéciale comme il n'en existait pour aucune des branches de l'industrie française.

Ces arguments, dont les résultats de l'institution que nous verrons plus loin se sont chargés de démontrer l'inexactitude, ont été facilement réfutés dès avant le vote de la loi.

L'institution des délégués mineurs, en effet, ne violait pas plus le droit de propriété des exploitants que ne le font les mesures qui, prises dans un intérêt public, imposent certaines limitations au commerce et à l'industrie (âge d'admission des enfants dans l'industrie, durée du travail pour les

enfants, les filles majeures ou les femmes, mesures prises pour protéger les femmes pendant les derniers temps de la grossesse, etc.).

Il n'y avait pas à craindre non plus que les délégués mineurs devinssent des agents de grève ou de désordres : leur intérêt bien entendu ne les poussait pas à fomenter des grèves. Ce n'était pas non plus l'intérêt des ouvriers d'élire des éléments perturbateurs pour l'exercice de ces fonctions délicates.

L'amour-propre du corps des mines était sauf : le petit nombre des agents du contrôle expliquait suffisamment la mesure qui allait être prise pour le seconder.

Enfin, il n'était nullement question de favoriser une classe d'ouvriers en lui octroyant une protection spéciale, mais il était de toute nécessité, en présence des accidents graves qui s'étaient produits, d'essayer un moyen nouveau, et qui avait déjà fait ses preuves à l'étranger, pour assurer à certains travailleurs la sécurité dont ils avaient grand besoin.

L'idée d'ailleurs, depuis 1890, a fait son chemin. Elle tend aujourd'hui à sortir du domaine minier pour s'étendre à toutes les industries et tout récemment encore le ministre du travail a déposé à la Chambre un projet de loi tendant à la création dans toutes les branches de l'industrie de délégués dont les fonctions seraient les mêmes que celles des délégués mineurs. Là encore il s'agit de suppléer à l'insuffisance numérique d'un corps constitué, celui des inspecteurs du travail. Si bien que, lorsque cette loi aura été votée, il se trouvera que les mines auront servi de champ d'expérimentation sociale : l'institution des délégués mineurs, loin d'être un régime de faveur destiné à créer comme une hiérarchie dans la protection que le législateur

accorde aux travailleurs, n'aura été que l'un des premiers pas vers l'établissement d'un régime industriel meilleur.

La loi du 8 juillet 1890 comporte un certain nombre de principes qu'il est utile de dégager.

1^o Tout d'abord la nomination des délégués mineurs est *obligatoire* en France.

On oppose cette conception du délégué *obligatoire* à celle du délégué *facultatif*, mandataire de ses camarades, payé par eux et possédant des attributions d'un caractère absolument privé. C'est la conception anglaise.

Le législateur français a préféré l'obligation dans l'espoir de supprimer les causes de désordre entre les exploitants et les ouvriers.

Aux termes de l'article 1^{er}, § 1, le délégué mineur a pour devoir « de visiter les travaux souterrains des mines, minières ou carrières dans le but exclusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé, et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit ».

Cette obligation peut d'ailleurs être supprimée par arrêté préfectoral toutes les fois que l'exploitation ou l'ensemble d'exploitations dépendant d'un même exploitant emploiera moins de 25 ouvriers au fond.

2^o La loi détermine ensuite très rigoureusement le champ d'opération du délégué mineur ; un arrêté préfectoral rendu avec l'autorisation du ministre des travaux publics, après rapport des ingénieurs des mines et l'exploitant entendu indique les limites de la circonscription que surveillera le délégué mineur ou son suppléant (art. 1).

Cette limitation repose sur le temps nécessaire pour procéder à l'examen sérieux des puits, galeries et chantiers.

Toute exploitation dépendant d'un même patron et dont

la visite détaillée n'exige pas plus de 6 jours ne constitue qu'une seule circonscription. Ces limites n'ont d'ailleurs rien de définitif et sont susceptibles de modifications au cours des travaux.

3° Les délégués ne sont que des agents de surveillance, ils doivent deux fois par mois visiter tous les puits, galeries et chantiers de leur circonscription ainsi que les appareils servant au transport et à la circulation des ouvriers.

Leurs observations, inscrites sur un registre spécial, contrairement avec celles de l'exploitant, sont envoyées au préfet, qui les transmet aux ingénieurs des mines. Ceux-ci, dans leurs tournées, peuvent, se faire accompagner par le délégué de la circonscription.

4° Le mode de nomination, c'est l'*élection* au scrutin de liste. Les articles 5 et 6 de la loi, ce dernier modifié par la loi du 9 mai 1905, indiquent quelles sont les conditions à remplir pour être électeur ou éligible.

Pour être électeur il faut :

1° Etre Français et jouir de ses droits politiques ;

2° Etre inscrit sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs.

Pour être éligible il faut :

1° Savoir lire et écrire ;

2° N'avoir jamais encouru de condamnation pour contravention aux lois et décrets qui régissent l'exploitation des mines ;

3° Etre âgé de 25 ans accomplis, travailler depuis 5 ans au fond et depuis 2 ans dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant du même exploitant,

Ou bien encore être un ancien ouvrier remplissant les conditions d'âge et de travail exigées ci-dessus.

La liste électorale est dressée par l'exploitant, remise par lui au maire en triple exemplaire, affichée par lui et le maire, le tout dans le délai de 8 jours après l'arrêté préfectoral. Les cartes électorales sont remises par l'exploitant au maire. Toutes ces formalités sont remplies par le préfet, aux frais de l'exploitant si ce dernier omet de les accomplir.

Toutes les contestations sont portées devant le juge de paix et tranchées dans les cinq jours qui suivent celui où l'affichage a été effectué par le maire le moins diligent (V. art. 7, loi 8 juillet 1890).

Les électeurs convoqués par arrêté préfectoral (V. art. 8 *ibid.*) prennent part au vote en déposant dans l'urne un bulletin portant deux noms : celui d'un délégué titulaire et celui d'un délégué suppléant.

Il faut à ce propos retenir deux détails caractéristiques indiqués par l'article 9 de la loi du 8 juillet 1890. Tout d'abord, le vote a lieu sous enveloppe d'un type uniforme et en second lieu, avant de déposer son bulletin, l'électeur doit passer par un compartiment d'isolement. Ces précautions semblent assurer la liberté complète du vote. On prend d'ailleurs d'autres mesures : c'est ainsi que l'exploitant ne peut se faire représenter simultanément dans le local du vote, pendant les opérations électorales par plus de deux personnes.

Les menaces ou tentatives d'intimidation sont sévèrement punies (1).

5° La durée du mandat est de trois ans. Mais les délégués doivent continuer leurs fonctions tant qu'ils ne sont pas remplacés. Ils doivent apporter dans leurs fonctions une

(1) Art. 10, loi du 8 juillet 1890 : 1 mois à 1 an d'emprisonnement, 100 francs à 2.000 francs d'amende.

grande diligence à peine de suspension de l'exercice de leurs fonctions pendant un temps qui ne peut excéder trois mois.

6° Les visites sont payées par le Trésor aux délégués comme des journées de travail. Le Trésor ne fait d'ailleurs qu'une avance qui est recouvrée sur l'exploitant. Cette sécurité assurée aux ouvriers et payée par le patron constituait une grosse objection contre l'adoption de la loi de 1890. Il est bon de remarquer en passant qu'elle profite pour le moins autant au patron qu'à l'ouvrier, car elle lui assure la conservation de sa mine et lui économise les indemnités qu'il aurait à payer en cas d'accident.

Le préfet fixe le nombre maximum de journées que le délégué doit employer à ses visites, le prix de chaque journée et le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers (art. 16).

« Dans les autres cas l'indemnité à accorder aux délégués pour les visites réglementaires sera calculée sur un nombre de journées double de celui des journées effectivement employées aux visites sans que ce nombre puisse être inférieur à vingt. »

S'il y a lieu à des visites supplémentaires, elles lui sont payées en outre et au même prix sans que l'indemnité puisse jamais être supérieure au prix de 30 journées de travail.

Ces dispositions sont l'œuvre de la loi du 9 mai 1905. Le législateur a donné au délégué mineur une indépendance complète vis-à-vis de l'exploitant en lui garantissant un minimum de vie. Mais, par contre, la loi lui interdit s'il reçoit au moins 20 journées de solde, d'être débitant ; l'indépendance de tous est ainsi assurée : celle du délégué vis-à-vis de l'exploitant, celle des électeurs vis-à-vis du délégué.

Nous parlerons plus loin de l'application des effets de cette institution et de son avenir. Il nous faut examiner les mesures prises pour améliorer l'hygiène des mines.

§ 2. — Hygiène.

Jusqu'en 1907 aucune disposition législative ne s'était occupée de l'hygiène dans les travaux souterrains. Une partie des textes qui avaient trait à la sécurité amélioraient, il est vrai, la situation hygiénique des mines, mais aucune loi n'avait spécialement visé cette matière.

Une loi du 23 juillet 1907 a modifié à cet égard l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 modifiée elle-même par la loi du 27 juillet 1880 et l'article 1, § 1, de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Désormais, en vertu de ces deux textes, le souci de l'hygiène incombe d'une part aux préfets, de l'autre aux délégués mineurs qui sont investis des mêmes attributions qu'en matière de sécurité.

La commission de la Chambre qui a eu à s'occuper de cette loi, a fait remarquer qu'elle attribuait en fait à l'administration un véritable pouvoir discrétionnaire et qu'elle risquait d'entraîner des charges énormes pour les exploitants. En réalité, le danger est moins grand qu'on ne veut bien le dire : le préfet ne prend pas de décision sans avoir consulté le corps d'ingénieurs des mines attaché au département, et ceci constitue une garantie suffisante pour que des charges trop lourdes ne soient pas imposées aux Compagnies de mines.

Quant à la participation des délégués mineurs à cette surveillance, elle présente les mêmes avantages que le contrôle de sécurité exercé par ces mêmes personnes.

CHAPITRE II

CONDITIONS ET DURÉE DU TRAVAIL.

L'étude de la législation française sur la question des conditions et de la durée du travail dans les mines concerne les trois catégories de personnes qui sont appelées à travailler dans l'industrie : la femme, l'enfant, l'homme. Nous nous bornerons comme dans le précédent chapitre, à l'exposé des différentes phases de l'évolution législative, et à celui de l'état actuel de la loi.

§ 1. — La femme et la jeune fille.

Quelques observations très courtes suffisent sur ce point :

Primitivement, la femme et la jeune fille ont été admises dans les travaux souterrains. On les utilisait, non point pour les travaux d'abattage, mais pour le transport du charbon. C'était pour elles une situation anormale qui a cependant duré longtemps. Trois arguments militaient cependant contre leur admission dans l'intérieur des mines.

1^o *La faiblesse de leur sexe.* — Les travaux de roulage qui incombaient aux femmes semblent peu compatibles avec leur constitution physique plus délicate que celle de l'homme ; elles avaient à pousser des vagonnets lourdement chargés et c'était là un travail qui excédait leurs forces.

Il y a longtemps que Jules Simon a dit : « Si le travail national épuise les mères, prend les enfants trop jeunes et les retient chaque jour plus longtemps, cela peut pour aujourd'hui mettre à sa disposition une somme de forces plus considérables, mais à condition de diminuer année par année la production de la force. Cela s'appelle en propres termes, vivre sur son capital. Même au point de vue de l'intérêt argent, un peuple doit veiller sur la première richesse qui est la force humaine. Il y a comme une épidémie d'infanticides qui nous coûte plus cher chaque année qu'une bataille perdue, et contre laquelle il faut réagir par la morale, en restaurant la famille par la loi, en restreignant le travail des femmes et des enfants. »

2° *Les nécessités de la vie de famille.* — La direction de la maison, les soins à donner aux enfants rentrent dans les attributions naturelles de la femme. Les économies qu'elle peut réaliser en dirigeant son ménage, en achetant et en préparant elle-même les aliments, compensent pour partie le manque à gagner qui résulte de son exclusion du travail industriel.

3° *Enfin des raisons de moralité.* — Le travail en commun d'hommes et de femmes dans une obscurité qui favorise les attaques ou les surprises ne présentait que des inconvénients pour la morale.

Ces considérations peu à peu dégagées aboutirent à la loi du 19 mai 1874 interdisant aux femmes et aux filles l'accès des travaux souterrains. Cette interdiction a été répétée dans l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892.

Cette mesure de protection n'est pas spéciale à la France : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, etc., prohibent aussi le travail de la femme dans l'intérieur de la mine.

La Belgique, au contraire, tolère encore ce genre de tra-

vail pour les femmes ou filles âgées de plus de 21 ans (1).

Chez nous ces personnes ne sont plus utilisées qu'aux travaux du jour, à la manipulation et au triage de la houille. Leur situation légale ne diffère en rien de celles des autres femmes employées dans l'industrie. Elles ont les mêmes droits et jouissent de la même protection.

§ 2. — Travailleurs âgés de moins de 18 ans.

Des raisons analogues à celles qui avaient conduit le législateur à la protection de la femme et de la jeune fille militaient en faveur du travailleur âgé de moins de 18 ans.

La nécessité de cette protection ne se discute plus aujourd'hui : on admet sans conteste que le droit des parents sur la personne de leurs enfants doit être limité par l'intérêt supérieur de la race et par l'autorité de l'Etat.

Cette idée ne s'est d'ailleurs fait jour que progressivement : on a soutenu que la réglementation du travail des jeunes ouvriers mineurs ne présentait pas en France une urgence extrême. L'enfant est protégé par la nature même des travaux souterrains qui sont pour la plupart au-dessus de ses forces. On ne peut les lui confier, donc il n'y a pas à redouter pour lui, dans ces conditions, le surmenage auquel il serait exposé dans d'autres industries. Cependant, la durée trop longue du travail, quel que soit le genre d'occupations qui lui soient confiées, risquerait de lui devenir nuisible : il importe d'opposer une réglementation à l'exploitation dont il pourrait être l'objet, mais il ne faut pas l'exclure de ces

(1) V. M. A. Nintchich, La réglementation légale du travail souterrain des femmes et des enfants, *Législation française et étrangère*, Paris, Giard et Brière, 1899.

chantiers, ni établir contre lui l'interdiction que le législateur a prononcée contre les femmes. Bien au contraire, la présence de l'enfant au fond est nécessaire ; on n'improvise pas un ouvrier mineur du jour au lendemain ; seul le séjour au fond prolongé pendant plusieurs années peut permettre de former l'enfant à ce genre de travail, d'en faire un ouvrier, et d'assurer le recrutement des travailleurs des mines.

C'est le décret du 3 janvier 1813 qui, dans son article 29, pose les premiers principes en cette matière : « Il est défendu, dit-il, de laisser descendre ou travailler dans les mines ou minières des enfants au-dessous de 10 ans. »

Ce décret fut appliqué pendant longtemps sans qu'on songeât à y rien changer, les occupations confiées aux enfants n'étaient pas pénibles ou ne l'étaient que dans de rares mines de la Haute-Loire ou dans les mines des Bouches-du-Rhône.

La loi du 22 mars 1844, qui fixait à 8 ans l'âge d'admission des enfants dans les manufactures, usines ou ateliers ne concernait pas les mines et déjà la législation minière réalisait un véritable progrès sur la législation industrielle générale.

En fait, les familles ouvrières se montrèrent plus sages encore que le législateur en ne laissant leurs enfants descendre dans la mine qu'à 12 ans, alors qu'ils auraient pu les y faire travailler beaucoup plus tôt.

Jusqu'en 1874 aucune atteinte ne fut portée au principe posé par le décret de 1813. Mais les dispositions qui réglaient le travail des enfants manquaient d'unité et d'harmonie. D'une part, il avait été permis de constater que l'admission de l'enfant dans l'industrie à l'âge de 8 ans, admission permise par la loi du 22 mars 1844, présentait de sérieux inconvénients pour l'avenir de la race. D'autre part,

comme nous venons de l'indiquer, le décret du 3 janvier 1813 n'était pas universellement appliqué en France puisqu'en fait l'âge d'admission des enfants dans les mines était reculé de deux années.

Il y avait donc lieu de tenir compte de ces indications et d'unifier sur ce point la législation du travail.

Ce fut l'œuvre de la loi du 19 mai 1874.

Aux termes de l'article 7 de cette loi, l'âge d'admission des enfants dans les travaux souterrains était porté à 12 ans.

Un décret du 12 mai 1875 déterminait les conditions du travail : par 24 heures les enfants du sexe masculin de 12 à 16 ans ne pouvaient fournir plus de 8 heures de travail effectif coupées par un repos d'une heure au moins. Les occupations auxquelles ils pouvaient se livrer étaient indiquées dans l'article 2 : triage et chargement du minerai, manœuvre et roulage des vagonnets, maniement des portes d'aérage et tous travaux accessoires qui n'excédaient pas leurs forces.

C'était dans la législation industrielle en général, dans la législation minière en particulier, une étape décisive. Mais certaines questions n'avaient pas été tranchées : entre autres celle du *travail de nuit*. L'article 4 de la loi de 1874 prohibait le travail de nuit pour les enfants qui n'avaient pas l'âge de 16 ans révolus, mais l'article 7 qui visait spécialement les exploitations souterraines, indiquait que les conditions du travail « seraient déterminées par des règlements d'administration publique ». Or, le décret du 12 mai 1875 ne parlait pas du travail de nuit et des difficultés s'élevaient sur le point de savoir si les Compagnies de mines pouvaient employer des enfants la nuit dans leurs chantiers. La Commission supérieure du travail soutenait la négative ; le Conseil supérieur des mines répondait

par l'affirmative. Les tribunaux et les Cours d'appel (1) se montraient favorables au travail de nuit. La Cour de Cassation (2) jugeait en sens contraire et se déclarait contre le travail de nuit des enfants.

La loi du 2 novembre 1892 a tranché définitivement ces difficultés : un décret du 3 mai 1893 en a réglé l'application pour les enfants du sexe masculin employés dans les mines.

Ces textes s'occupent à la fois de l'*âge d'admission* de la *durée du travail* et du *travail de nuit*.

La *limite minima d'âge* est repoussée à 13 ans en principe. Par exception, l'enfant peut travailler au fond à 12 ans lorsqu'il est muni de son certificat d'études primaires et si un médecin chargé d'un service public (art. 2) reconnaît qu'il est assez fort pour commencer à travailler. Cette visite est constatée par un certificat. C'est une mesure qui a une certaine importance en matière de mines, car, l'éducation de l'ouvrier mineur est très longue.

D'autre part, l'enfant, qui n'était protégé que jusqu'à l'âge de 16 ans, bénéficie de la protection légale jusqu'à l'âge de 18 ans. C'est une mesure qui, comme nous le verrons plus loin, a soulevé et soulève encore des récriminations.

La loi réglemente aussi la *durée de travail* de ces jeunes ouvriers : de 13 ans (ou de 12 ans suivant les cas) à 16 ans, la durée du travail effectif des enfants employés au fond ne peut excéder 8 heures par poste et par 24 heures. De 16 à 18 ans, la durée du travail ne peut excéder 10 heures par jour, ni 54 heures par semaine. Ces divers laps de temps

(1) Lyon, 2 juin 1879.

(2) *Gaz. trib.*, 3 février 1882.

sont nets, c'est-à-dire que l'on ne doit pas y comprendre le temps de la remonte ou de la descente, celui qui est employé à aller au chantier et à en venir, ni les repos dont la durée, fixée par la loi, ne peut être inférieure à une heure.

Le législateur donne aussi des indications concernant le genre d'occupations auxquelles le jeune ouvrier peut être employé. Ce sont d'ailleurs, celles qui étaient prévues par la loi de 1874 : triage et chargement du minerai, manœuvre et roulage des wagonnets, garde et manœuvre des portes d'aérage, manœuvre des ventilateurs à bras.

Ce dernier travail ne peut leur être imposé pendant plus d'une demi-journée avec repos d'une demi heure au moins. En fait cette précaution est devenue inutile ou presque inutile, car la plupart des ventilateurs fonctionnent au moyen de l'air comprimé.

De 16 à 18 ans, le jeune ouvrier peut travailler aux travaux proprement dits du mineur, mais seulement à titre d'aide ou d'apprenti et la durée de ces occupations ne doit pas excéder trois heures par jour.

L'article 1^{er} du décret du 3 mai 1893 ajoute qu' « en dehors des *exceptions prévues aux paragraphes précédents*, tout travail est interdit dans les galeries souterraines, aux enfants et jeunes ouvriers ».

Ce paragraphe suffit à montrer comment le travail de l'enfant dans les mines est considéré par la loi. C'est un travail exceptionnellement permis et pour cette raison strictement réglementé.

Reste enfin la question du *travail de nuit* : elle est cette fois expressément tranchée par la loi du 2 novembre 1892.

Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans l'industrie en général et dans les mines en particulier. Le travail de nuit est celui

qui va de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Le travail de jour va de 5 heures du matin à 9 heures du soir. Par exception, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures, il peut s'étendre de 4 heures du matin à 10 heures du soir.

En ce qui concerne les mines, le paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892 combiné avec l'article 3 du décret du 3 mai 1893 apporte une nouvelle modification aux dispositions prises antérieurement : toutes les fois que les conditions naturelles d'une exploitation houillère exigeront une dérogation aux prescriptions de la loi, le travail des enfants pourra commencer à 4 heures du matin pour finir à minuit, à la condition que les enfants n'accompliront que 8 heures de travail effectif et ne seront pas astreints à plus de 10 heures de présence dans la mine.

L'article 3 du décret du 3 mai 1893 précise la portée de l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892. Cette disposition trouvera sa place en matière d'exploitation des couches minces de houille, lorsque le travail sera mené à double poste et que l'un des postes aura pour mission de débarrasser le chantier d'abatage des roches qui l'encombrent et de remblayer, si ces travaux ne peuvent s'effectuer pendant la durée du poste d'extraction.

Ce mode d'exploitation devra être autorisé par l'ingénieur en chef des mines. Si celui-ci refuse l'autorisation l'exploitant devra l'obtenir du ministre.

A signaler encore le mode de surveillance employé par la loi du 2 novembre 1892. Les inspecteurs du travail sont chargés en général de veiller à l'application des dispositions de cette loi. Une exception est faite en matière de mines : Cette surveillance incombe d'une manière exclusive aux ingénieurs et contrôleurs des mines qui, pour ce service,

sont placés sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie.

§ 3. — Travailleurs adultes.

A partir de 18 ans, le jeune ouvrier entre dans la catégorie des travailleurs adultes et cesse d'être protégé par la loi de 1892.

Est-ce à dire pour cela qu'il échappe à toute mesure tutélaire ?

Pendant longtemps il en a été ainsi : le mineur a suivi la condition de tous les autres ouvriers. Il n'était protégé en droit que par la loi générale de 1848 sur le travail. En fait, dans certains domaines d'exploitation il pouvait bénéficier de certains usages, de certaines coutumes qui avaient pour résultat d'abaisser la durée de la journée de travail. Il est donc permis de dire que le législateur a hésité longtemps avant d'entrer dans la voie de la réglementation et la loi du 29 juin 1905 qui marque son premier pas dans cette direction ne constitue qu'un essai timide, qui, comme nous le verrons dans un autre chapitre, n'a donné satisfaction à personne, ni aux exploitants cela se conçoit, ni aux ouvriers, ni au législateur lui-même. Nous n'avons pas à montrer dans cette partie, strictement limitée à l'exposé de notre législation, les divers éléments du problème. Ils seront indiqués dans la partie suivante.

Pour l'exposé de cette loi, il est nécessaire de rappeler qu'au travail du fond sont occupés différentes catégories d'ouvriers dont l'une apparaît comme véritablement productive, c'est la catégorie des ouvriers occupés à l'abatage, et dont les autres revêtent l'aspect de catégories auxiliaires, secondaires, qui n'aident qu'indirectement à la production.

C'est du moins ainsi, comme nous le verrons tout à l'heure, que le législateur semble les avoir considérées.

Il est utile aussi d'indiquer à quelle difficulté matérielle se heurte l'établissement de la durée de la journée de travail. Quand doit-elle commencer et quand doit-elle finir, comment faut-il en décompter les heures ? Voilà en la matière une grosse difficulté.

La descente des hommes qui ne peut avoir lieu qu'en un certain nombre de cordées, le trajet du puits au chantier, trajet qui peut être long, le retour au puits et la remonte à la fin de la journée, tout cela prend un temps qui est parfois considérable. Y a-t-il lieu d'en tenir compte dans la durée de la journée de travail ? Doit-on, au contraire, ne compter dans cette durée que les heures employées au travail ? Il y a là des éléments qui peuvent réduire ou augmenter la durée du travail effectif d'un temps qui variera entre 20 minutes et 1 h. 1/2 ou 1 h. 3/4.

Trois systèmes de computation se trouvent en présence : l'un est dit « système du *pic au pic* ». Il consiste à compter les heures de travail du moment où l'ouvrier saisit son pic jusqu'à celui où il le dépose. Il s'appuie donc sur la durée du travail *effectif*. C'est un système rigoureux ; il ne tient pas compte de ce fait qu'à certains égards le cheminement dans les galeries qui conduisent au chantier, constitue un véritable travail.

On trouve à côté le système du *jour au jour* donnant pour point de départ à la journée de travail le moment de la descente du premier ouvrier et pour point d'arrivée, le moment de la remontée du dernier ouvrier. C'est un système beaucoup plus large que le précédent, mais qui manque d'exactitude.

Enfin on rencontre le système du *trait* dans lequel la

durée de la journée de travail est comptée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants.

Ce système constitue un moyen terme entre les deux autres et par là même, il se recommandait à l'attention du législateur.

En outre, pour en finir avec les observations préalables, disons que la journée normale de travail pouvait être prolongée au moyen d'heures supplémentaires, le temps passé en surplus au fond de la mine prenant le nom de « *longue coupe* ».

La longue coupe correspond en principe au temps passé à abattre du charbon en dehors des heures habituelles pour répondre à un surcroît momentané de demandes de combustible. Elle se produit aussi les veilles de certaines fêtes, de la fête de la Sainte-Barbe notamment, pour permettre à l'ouvrier de gagner une somme un peu plus forte. Elle se produit enfin en dehors de toute augmentation de demande pour faire du « stock », c'est-à-dire pour constituer une réserve de charbon destinée souvent à parer aux nécessités de l'industrie, mais plus souvent encore pour donner à l'industriel le moyen de résister à une grève. Aussi la longue coupe est-elle vue en général avec défaveur par les ouvriers. Il semble en conséquence que le but de la loi du 29 juin 1905 ait été de combattre cette pratique ou tout au moins de la limiter. Le texte de la loi ne paraît pas y avoir réussi, et son examen donne l'impression d'une série de concessions faites par les partisans de la diminution de la durée de travail aux adversaires de cette diminution.

En effet les dispositions de la loi sont les suivantes :

Tout d'abord le législateur procède comme il l'a déjà fait en 1900 pour la réduction à 10 heures de la journée de tra-

vail des enfants et des femmes, il emploie le système des *paliers*, c'est-à-dire qu'il réduit graduellement la durée de la journée à 8 heures ; la journée abaissée à 9 heures six mois après la promulgation de la loi, ne sera plus que de 8 heures et demie deux ans après cette date. Deux ans plus tard seulement elle sera ramenée à 8 heures. La loi ne porte aucune atteinte aux conventions privées qui auraient assigné une durée moindre à la journée de travail.

Il consacre ensuite le système du *trait*. Ayant à sa disposition trois systèmes, dont deux extrêmes, le législateur a choisi celui qui semblait pouvoir concilier tous les intérêts et il a adopté le système du trait : la journée est calculée, dit l'article 1^{er}, depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants. « Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. »

La partie de la loi où se manifeste le plus son caractère transactionnel, c'est celle qui a trait au personnel protégé. La loi du 29 juin 1905, loin de s'appliquer à tous les ouvriers des différentes catégories ne concerne que les ouvriers travaillant à l'abatage, c'est-à-dire la minorité des hommes employés au fond. Elle pourra, par répercussion, diminuer la durée de travail de toutes les catégories accessoires (chercheurs, etc.), mais elle n'aura pas pour effet de les placer sur un pied d'égalité avec les mineurs proprement dits. Telle qu'elle est conçue cette disposition n'a été acceptée que comme une mesure d'attente.

Le nombre d'heures de travail est un nombre franc, calculé déduction faite des repos.

Ces mesures n'ont d'ailleurs rien d'absolu. Supportables pour les mines riches, on a estimé qu'elles seraient trop

onéreuses pour les mines pauvres, les mines malades. Aussi l'article 3 vient-il tempérer la rigueur des dispositions ci-dessus indiquées en tolérant que des dérogations soient apportées à l'article 1^{er} et soient accordées par le ministre des travaux publics après avis du conseil général des mines toutes les fois que l'application de la nouvelle loi compromettrait pour des raisons d'ordre technique ou économique, le maintien de l'exploitation. Ces autorisations pourront être retirées.

A côté de ces dérogations qui, à un certain point de vue, apparaissent comme permanentes, l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique pourra en accorder qui seront temporaires, « soit à la suite d'accidents, soit pour des motifs de sécurité, soit pour des nécessités occasionnelles, soit enfin lorsqu'il y a accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux ». Ces dérogations seront renouvelables.

En cas de danger imminent, la journée de travail pourra être prolongée en attendant l'autorisation que l'exploitant sera tenu de demander immédiatement à l'ingénieur.

Les infractions aux dispositions prises par la loi donneront lieu à des procès-verbaux dressés en triple exemplaire par les ingénieurs et contrôleurs du service des mines. Les exploitants seront obligés de mettre à la disposition des ouvriers les moyens de sortir de la mine dès la fin de la journée de travail sous peine de poursuites devant le tribunal de simple police pour les premières infractions, devant le tribunal correctionnel en cas de récidive (art. 6).

Cette loi n'a pas donné satisfaction aux mineurs. Quatre jours après sa promulgation, le 3 juillet 1905, M. Basly, député, demandait à ce que le bénéfice de cette loi fût étendu à tous les ouvriers du jour et du fond sans distinction de

catégories. La proposition refusée le 12 juin 1906 par le même député a été adoptée le 5 juillet 1907 par la Chambre, mais avec quelques modifications.

La Chambre n'étend le bénéfice de la journée de 8 heures qu'aux ouvriers du fond et dans les mines de combustibles seulement.

Les dérogations temporaires ne pourront plus être accordées qu'à la suite d'accidents pour des motifs de sécurité ou dans l'intérêt de la défense nationale.

Les dérogations dont nous parlions plus haut pourront toujours être accordées par l'ingénieur en chef, mais elles ne pourront pas excéder 15 jours par an, ni deux heures par jour : elles seront motivées par des nécessités occasionnelles ou par l'observation d'usages locaux.

Enfin des pénalités seront édictées contre les exploitants, directeurs gérants ou préposés qui auront contrevenu aux dispositions de la loi, sans qu'on ait à distinguer s'ils ont mis à la disposition de leurs ouvriers les moyens de remonter à la surface. Le texte du nouvel article 6 ajoute d'ailleurs que « l'infraction personnelle de l'ouvrier à la consigne sus-indiquée sera considérée comme un cas de force majeure ».

La loi ne sera applicable que 6 mois après sa promulgation.

Tel est l'état actuel de la législation positive en la matière.

CHAPITRE III

LA QUESTION DU CONTRAT DE TRAVAIL ET DU SALAIRE.

Nos explications, sur ces points, seront nécessairement brèves. L'ouvrier mineur se trouve placé sous l'empire du droit commun. Toutes les questions qui sont soulevées tant à propos du contrat de travail, que des salaires, ou que des conflits sont législativement traités comme dans toutes les autres industries : l'embauchage de l'ouvrier, la rupture du contrat ne donnent lieu à aucune règle spéciale. L'établissement du salaire et son paiement, s'ils comportent en fait des particularités intéressantes, n'impliquent en droit aucune disposition différente de celles qui existent dans nos Codes ou dans nos lois.

Les questions d'accidents, d'une fréquence assez grande, sont placées à l'heure actuelle sous le régime de la loi du 9 avril 1898. Il suffit de le constater.

La question du repos hebdomadaire se trouvait en fait résolue en matière de mines avant la loi de 1906, le travail cessant le dimanche dans cette industrie. La question est tranchée par la loi nouvelle pour les catégories d'ouvriers qui continuent, le dimanche, les travaux indispensables à l'entretien de la mine. Nous n'avons rien de plus à en dire.

A n'examiner ces questions qu'en se plaçant comme nous le faisons maintenant au point de vue législatif, les brèves explications que nous fournissons, paraissent suffisantes.

C'est pourtant, en général, à propos de ces questions que naissent les principales difficultés entre patrons et ouvriers. Il conviendra donc, lorsque nous nous occuperons de la situation de fait du mineur, de les étudier de plus près,

CHAPITRE IV

INSTITUTIONS D'ASSURANCES, DE PRÉVOYANCE ET D'ASSISTANCE.

La loi, nous venons de le voir, établit pour l'ouvrier mineur un régime différent de celui des ouvriers d'autres industries. Mais là ne se borne pas son rôle ! Elle réglemeute aussi pour eux la matière des caisses de retraites et de secours, c'est-à-dire la matière de l'assurance et de la prévoyance, alors que cette même question n'est pas encore tranchée, en France, pour l'ensemble des travailleurs. Vieillesse, invalidité, maladie, la loi du 29 juin 1894 a voulu porter remède à ces trois risques.

Développer l'esprit de prévoyance chez l'ouvrier, donner une assise légale et uniforme à ses efforts, lui procurer l'aide de son patron, voilà en peu de mots le but que le législateur s'est proposé d'atteindre.

Mais dès le début de ce chapitre, il importe de constater que si les questions d'assurance ou leurs principes sont tranchées par une loi spéciale, d'autres matières restent sous l'empire du droit commun : c'est ainsi que tout ce qui concerne « l'assistance », c'est-à-dire, le secours accordé au mineur, abstraction faite de l'effort de prévoyance qu'il peut fournir lui-même, l'aide que son patron peut être appelé à lui accorder sous les formes les plus diverses, tout cela est resté en dehors du programme législatif et, disons-le pour n'y plus revenir, n'avait pas à y entrer.

Les lois sur l'assistance proprement dite n'offrent à nos yeux qu'un caractère absolument transitoire : elles devront cesser de produire leurs effets dès que les assurances sociales seront créées chez nous et atteindront leur maximum de rendement. Il est donc tout naturel qu'il n'en soit pas question là où des caisses d'assurance contre la vieillesse, la maladie ou l'invalidité sont organisées, quelles que soient d'ailleurs les imperfections de ces organismes. Or, comme la plupart des Compagnies de mines avaient organisé divers systèmes de caisses de secours ou de retraites avant la promulgation de la loi du 29 juin 1894, il était inutile que le législateur prît des mesures spéciales en matière d'assistance. Et maintenant que nous possédons en France une loi sur l'assistance aux vieillards, il est naturel d'en faire application toutes les fois qu'il est nécessaire, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les professions exercées autrefois par ceux qui sont appelés à en bénéficier.

Il est vrai que l'assistance peut ne pas se borner au fait matériel et brutal d'assurer le minimum de vie aux indigents : on peut rattacher à cette idée tout ce qui a trait à la création d'une demeure saine et peu coûteuse ou encore tous les avantages que les patrons peuvent consentir à leurs ouvriers, indépendamment du salaire qu'ils leur paient. Mais, en ce qui concerne les logements à bon marché, la question est d'ordre général et des dispositions générales ont été édictées par le législateur.

Quant aux avantages accordés par des patrons aux ouvriers, il ne peut s'agir là que de mesures de bienveillance plus ou moins grandes et si la générosité est une vertu, elle ne saurait en aucune façon constituer une obligation légale.

Ces avantages nous aurons à nous en occuper, mais sim-

plement à titre de fait et, par conséquent, dans la deuxième partie de ce travail.

Ce chapitre ne comporte donc que l'étude de l'évolution historique de l'idée d'assurance-invalidité, maladie ou vieillesse dans les mines et le tableau de la législation actuelle sur ce point précis. Il se divise en deux sections.

Section I. — Les Caisses de retraites et de secours avant la loi du 29 juin 1894.

Section II. — La réglementation des Caisses de secours et de retraites par la loi du 29 juin 1894 et depuis cette loi jusqu'à aujourd'hui.

SECTION I. — Les caisses de retraites et de secours dans les mines avant la loi du 29 juin 1894.

La première réglementation imposée par l'Etat aux exploitants de mines remonte à l'édit d'Henri IV du 14 mai 1604 et a pour objet de trouver des ressources pour procurer aux ouvriers blessés, malades ou mourants les secours matériels ou religieux dont ils pouvaient avoir besoin ; à cet effet le bénéfice net des usines était grevé d'un prélèvement de 1/30. Les fonds ainsi acquis servaient à payer des chirurgiens, des médicaments et des prêtres.

Cet édit fut abrogé par un autre édit de septembre 1739 qui abandonna ce soin aux exploitants des mines.

Il faut arriver au décret du 3 janvier 1813 pour retrouver une disposition présentant quelque analogie avec celle de l'édit de 1604. L'article 16 de ce décret prescrit aux exploitants d'entretenir à leurs frais un chirurgien spécialement attaché à l'exploitation et la création d'une boîte de secours. Il n'y avait donc là qu'une mesure de sécurité et il n'y faut pas voir l'origine des caisses de secours et de retraite.

Toutefois l'Etat manifesta son désir de voir de telles caisses se créer, par l'ordonnance royale du 25 juin 1817 ; cette ordonnance présentait aux exploitants et ouvriers mineurs un type de caisse alimentée par : une subvention de l'Etat, un versement fait par les exploitants (0.01 par hectolitre de houille extraite), un versement effectué par les propriétaires du sol, de 0.02 par hectolitre de houille à eux livrée à titre de redevance et des dons volontaires (1). Ces caisses avaient pour objet d'assurer des secours à l'ouvrier blessé (0 fr. 50 par jour, 0 fr. 25 pour sa femme et pour chacun de ses enfants hors d'état de travailler) et aux vieillards 0 fr. 75 par jour (après 60 ans d'âge et 30 ans de travaux de mines).

Des secours étaient accordés aux veuves et aux enfants d'ouvriers tués par accident. La caisse accordait même des secours extraordinaires aux veuves d'ouvriers morts indigents.

Cette initiative gouvernementale ne fut pas appréciée. Il ne se fonda aucune caisse sur ce modèle.

C'est de 1820 à 1840 que l'initiative privée créa des caisses de secours aux blessés dans la Loire et dans le Nord. Mais cette éclosion spontanée fut une éclosion isolée. Il n'existait pas de lien entre ces caisses et ces créations spéciales à certaines régions, ne se généralisèrent point.

Ces caisses, dans la Loire notamment, passèrent par des fortunes diverses, elles suivirent le sort des Compagnies minières, et se groupèrent ou se divisèrent suivant que les exploitants se concentraient ou se séparaient.

Il faut bien croire qu'elles ne donnèrent pas toute satis-

(1) Pour plus de détails V. Widmer, *Les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs*.

faction aux ouvriers intéressés, car des conflits nombreux s'élevèrent. Les caisses ne servaient en somme qu'à réparer le préjudice causé par les accidents ; les maladies, la vieillesse ne donnaient aucun droit aux secours (1)

Les blessés eux-mêmes se trouvaient soumis à l'arbitraire des Compagnies ou des médecins des Compagnies et s'il arrivait qu'ils obtinssent des secours, ils pouvaient ne rien toucher, si la Compagnie à laquelle ils appartenaient venait à cesser son exploitation ou à tomber en déconfiture. L'indépendance de la caisse de secours n'était pas assurée vis-à-vis des Compagnies et cette situation ne tarda pas à exaspérer les ouvriers (2).

En 1866 les ouvriers mineurs de la Loire fondèrent la *Caisse fraternelle des mineurs de la Loire* qui avait pour objet de prévoir et de secourir tous les risques auxquels l'ouvrier était exposé (vieillesse, maladie, accident, décès, le chômage excepté) et d'amener la Compagnie à verser dans la caisse non seulement les retenues sur les salaires des ouvriers, mais une somme égale à ces retenues et fournie par les Compagnies elles-mêmes.

Le principe de la caisse unique fut admis par les Compagnies, mais elles entendirent ne verser de subventions que volontairement sans accepter d'obligation d'aucune sorte !

Une grève (1869) n'aboutit pas. Cependant une caisse centrale se fonda dans la Loire, tout en laissant subsister les caisses particulières, mais aucun progrès décisif ne fut accompli jusqu'au jour où la Cour de cassation déclara (3)

(1) Saint-Etienne, 15 janvier 1869, 28 décembre 1865, 5 juin 1867, 7 juin 1867, 14 mars 1868, 4 mai 1868.

(2) Bréchignac, *Les caisses de secours des ouvriers dans le bassin de la Loire*, 1869.

(3) Cass. req., 18 juin 1872, D. 1872.1.172.

que l'on ne peut voir « dans la création d'une caisse de secours un contrat de bienfaisance qui suppose des avantages procurés à titre gratuit, tandis que ceux qui en résultent ne sont que la compensation des retenues que l'ouvrier s'est imposées sur son salaire et qui contribuent à alimenter cette caisse ». Le même arrêt décidait que, dans ces conditions, on pouvait considérer comme sans force et sans portée l'article d'un règlement portant que « les pensions même acquises et fixées pourront être supprimées ou réduites pour des motifs graves dont le conseil d'administration sera seul juge ».

C'était enlever aux Compagnies le droit de modifier les règlements et les dépenses des caisses toutes les fois que l'ouvrier avait subi des retenues. C'était du même coup ne laisser de liberté aux Compagnies qu'en ce qui concernait les caisses subventionnées par leurs seules ressources.

C'est à partir de 1877, sous l'impulsion de Michel Rondet, que la question reprit toute sa vitalité et la première proposition de loi sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs fut déposée le 11 décembre 1880 à la Chambre des députés par M. Brossard, député de la Loire. Elle fit l'objet d'un rapport de M. Martin Nadaud (1), qui ne put pas être discuté.

Elle fut suivie d'autres propositions de loi : celle de MM. Reyneau et Gilliot, 21 novembre 1882 (2), ayant pour objet la création de caisses de secours pour les mineurs malades ou blessés et l'ouverture d'un compte individuel à la caisse d'assurance contre les accidents et en cas de décès, et aussi à la caisse nationale de retraites.

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 14 mai 1881 ; Ch. des députés, 2^e législature, n° 3632.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1902 ; Ch. des députés, 3^e législature, n° 1438.

Une proposition Waldeck-Rousseau du 30 novembre 1882 tendait au même but. Elle alimentait les caisses : par une retenue sur les salaires d'ouvriers, une contribution du concessionnaire de la mine égale à la retenue subie par les ouvriers, une subvention de l'Etat fixée aux $\frac{3}{5}$ de la cotisation des membres participants ne dépassant pas 3 francs par mois et par tête. Les ressources étaient divisées en deux fonds, l'un de *Retraites et assurances*, l'autre dit de *Réserve*. Les versements étaient constatés sur un livret remis à chaque sociétaire.

Ces dispositions eussent été d'ailleurs purement *facultatives*.

Une autre proposition du même jour, 30 novembre 1882, déposée par M. Emile Brousse, posait au contraire le principe de *l'obligation* pour les exploitants de participer à la création de caisses de secours et de retraites (1).

Enfin une proposition de loi Marius Chavanne et Emile Girodet, députés, avait pour objet d'aboutir à la création d'une *Caisse Nationale* de prévoyance et de retraites pour les ouvriers mineurs. C'était, de l'avis de ces deux députés, le seul moyen d'assurer un fonctionnement régulier de ces institutions de prévoyance, et de parer à l'insuffisance des caisses locales (2). La caisse nationale proposée comprenait l'ensemble du territoire français, elle se composait : 1° des caisses de secours, obligatoires, centralisées par bassin ; 2° d'une caisse centrale qui servirait des pensions aux vieux ouvriers et qui aurait fonctionné comme une Compagnie d'assurance.

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1882 ; Ch. des députés, 3^e législature, n° 1445.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 13 mars 1883 ; Ch. des députés, 3^e législature, n° 1787.

Les ouvriers du fond auraient eu droit à leur retraite après 25 ans de service sans aucune condition d'âge. Les ouvriers du jour devaient avoir 25 ans de service et 50 ans d'âge.

Ces caisses auraient même tenté l'assurance contre la maladie et contre le chômage.

Avant qu'aucune décision fût prise, le ministre des travaux publics fit procéder à une enquête administrative ayant pour but de rechercher quelle était la situation des caisses de retraites et de secours des différentes Compagnies de mines.

Sans entrer dans le détail de cette enquête il suffit d'en rappeler les conclusions.

En ce qui concerne les caisses de retraites, l'enquête révéla : 1^o que les caisses de retraites pour la vieillesse constituaient l'exception.

2^o Que là où ces caisses existaient, elles n'avaient pas de ressources qui leur fussent propres et qui fussent spécialement affectées aux retraites, sauf quand les versements étaient faits à la Caisse Nationale.

C'était la négation même du principe de la retraite, puisque rien ne garantissait à l'ouvrier le paiement d'une pension.

Enfin l'ouvrier était écarté de l'administration de ces caisses et cela pouvait entraîner des inconvénients sérieux.

En ce qui concerne les caisses de secours au contraire, l'enquête constatait qu'elles étaient nombreuses, qu'elles fussent dues à l'initiative des exploitants ou aux groupements des ouvriers.

Elles étaient alimentées, irrégulièrement d'ailleurs, soit par les patrons, soit par les ouvriers, soit par tous les deux

et cette irrégularité tenait au caractère facultatif des versements.

Les secours étaient minimes, les fonds étaient souvent détournés de leur véritable destination et servaient même parfois à payer des réparations civiles d'accident.

Les clauses de déchéance étaient fréquentes. Et comme pour les caisses de retraites, l'administration et le contrôle échappaient presque totalement à l'ouvrier.

Pour résumer l'impression qui se dégage de la lecture de l'enquête administrative de 1883, on peut dire qu'il y avait là des éléments d'organisation épars et créés sans méthode. Mais on ne pouvait trouver dans ces caisses trace d'un plan méthodique, qui leur permit de fonctionner sans difficulté. Il était donc nécessaire de trouver une organisation qui groupât tous ces efforts et donnât aux patrons d'une part, aux ouvriers de l'autre des garanties de parfait fonctionnement.

Les travaux parlementaires furent continués dans ce sens : la proposition Chavanne et Girodet, dont nous avons parlé plus haut, fit l'objet à la Chambre des députés d'un rapport présenté le 7 juillet 1885 par M. Mazeron : il ne fut pas même discuté, la troisième législature ayant pris fin.

La question fut reprise le 19 novembre 1885 par M. Audiffred et le 23 novembre 1885 par M. E. Brousse. Tous deux demandaient le renvoi du rapport Mazeron à une commission. Cette double proposition fut rapportée par M. Fham, le 14 décembre 1885. Une nouvelle enquête eut lieu en mars 1886 et M. Audiffred déposa son rapport le 21 mars 1871. Cette proposition n'aboutit encore pas et la législature prit fin sans que rien ne fut décidé.

Le 19 novembre 1889, nouvelle proposition de M. E. Brousse. Mais c'est à un événement étranger au Parlement,

la grève des mineurs de 1891, que l'on dût d'arriver enfin à une solution. Le 26 janvier 1893, M. Cuvinot déposait au Sénat un rapport dont les conclusions furent en grande partie adoptées. Sur rapport de M. Audiffred en date du 13 janvier 1894, le projet fut adopté et c'est ainsi que l'on parvint lentement à la loi du 29 juin 1895.

SECTION II. — La réglementation des caisses de secours et de retraites par la loi du 29 juin 1894 et depuis cette loi jusqu'à aujourd'hui.

Nous avons montré quelles ont été les hésitations du législateur dans cette question des retraites et des secours à accorder aux ouvriers mineurs.

Le problème était complexe soit en ce qui concerne les principes à adopter, soit en ce qui concerne les moyens d'exécution dont il fallait user une fois la question de principe tranchée.

Les assurances que l'on voulait établir (vieillesse et maladie) devaient-elles être obligatoires ou facultatives pour le patron et l'ouvrier ?

Quel devait être leur domaine d'application ?

Comment pourrait-on donner à l'ouvrier la confiance et la sécurité indispensables en pareille matière ? Comment le garantirait-on contre les risques d'insolvabilité dont il avait souffert autrefois ?

Comment garantirait-on son indépendance quant aux retraites et quant aux secours ?

Autant de questions qu'il s'agissait de trancher.

Il importait aussi d'assurer la mise en vigueur rapide de la loi qui allait intervenir, tout en se prononçant sur la question de principe.

Remarquons en passant que ces questions sont précisément celles qui se posent au sujet des retraites ouvrières en général, si bien, qu'en se plaçant à ce point de vue, la loi du 29 juin 1894 apparaît comme une solution anticipée et en raccourci du problème des retraites ouvrières qui s'est posé l'an dernier devant le Parlement.

La loi du 29 juin 1894 prend position, dans 4 titres.

Le premier tranche la question de principe en ce qui concerne l'obligation, les personnes assujetties, le délai dans lequel la loi devra entrer en vigueur.

Les voies d'exécution sont indiquées dans le titre II quant aux pensions de retraites, dans le titre III quant aux caisses de secours.

Un quatrième titre contient des dispositions transitoires et réglementaires.

Il suffit maintenant de les analyser.

§ 1.

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Dès l'article 1^{er} le législateur pose le principe de l'obligation : « les exploitants des mines et les ouvriers et employés de ces exploitations seront soumis aux obligations et jouiront des avantages, etc. » Ce principe il le développera dans les titres qui vont suivre, mais il l'établit aussi bien pour les pensions de retraites que pour les caisses de secours.

Le personnel assujetti se compose des ouvriers sans aucune distinction et des employés ; ceux dont les appointements dépassent 2.400 francs ne bénéficient que jusqu'à cette somme des dispositions de la loi.

La loi du 29 juin 1894 ne donnait aux exploitants et aux ouvriers que 6 mois à dater de sa promulgation pour se

soumettre à ses dispositions. Ce délai était trop court. Une loi du 19 décembre 1894 prolongea jusqu'au 1^{er} juillet 1895 le délai fixé.

§ 2.

TITRE II. — *Pensions de retraite.*

Le capital des pensions de retraite sera constitué au moyen de versements effectués par l'exploitant à la Caisse nationale des retraites : le montant de ces versements sera de 4 0/0 du salaire des ouvriers et employés ; il est prélevé, pour moitié, sur ces salaires et, pour l'autre moitié, fourni par l'exploitant lui-même.

Ce n'est, d'ailleurs, qu'un minimum qui peut être augmenté au gré des parties.

Le versement est inscrit sur un livret individuel au nom de l'ouvrier ou de l'employé. Il est fait, en principe, à *capital aliéné*. Mais le titulaire du livret peut obtenir que la fraction prélevée sur son salaire constitue un versement à *capital réservé*.

Les versements sont obligatoires jusqu'à 55 ans, date de l'entrée en jouissance. Si, sur la demande de l'ayant droit, l'entrée en jouissance est différée, ils deviennent facultatifs.

Quoi qu'il en soit, la sécurité est donnée aux ouvriers par ce fait que les pensions « sont acquises et liquidées dans les conditions prévues à la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse » et que les fonds sont remis à une administration fonctionnant depuis longtemps déjà et ayant fait ses preuves.

Il est vrai que ce qui est obligatoire, c'est le principe de la retraite. Mais il peut être dérogé à l'article 3 en ce sens que les retraites pourront être assurées par des caisses syn-

dicales ou patronales dont la création sera autorisée par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Des mesures sont prises pour assurer le paiement des retraites et éviter les difficultés qui se sont produites avant 1894 : les fonds versés doivent être employés en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou communales. Les titres sont nominatifs.

Ces caisses sont soumises à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

L'ouvrier d'ailleurs ne reste pas lié à la caisse où ont eu lieu ses premiers versements : le décret d'autorisation doit indiquer les mesures à prendre pour assurer le transfert des sommes inscrites sur le livret individuel, soit à une autre caisse syndicale ou patronale, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Enfin, s'il existe des engagements spéciaux entre ouvriers et patrons soit pour augmenter les rentes viagères, soit pour assurer aux premiers des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance, le capital formant la garantie de ces engagements sera versé à la Caisse des dépôts et consignations ou dans les caisses syndicales ou patronales.

Un compte rendu sera adressé tous les ans par l'intermédiaire du préfet au ministre des travaux publics.

§ 3.

TITRE III. — *Des sociétés de secours.*

C'est à propos des sociétés de secours qu'il importait

d'établir une réglementation rigoureuse, car c'est à leur sujet que s'étaient élevées les difficultés les plus nombreuses et les contestations les plus vives, soit que les fonds versés par les ouvriers eussent été employés à d'autres usages, soit que les patrons aient cherché à faire de ces caisses un moyen de pression sur les ouvriers, soit que les ressources destinées à les alimenter eussent été insuffisantes.

Il était donc nécessaire de déterminer l'origine des ressources de ces sociétés, la circonscription dans laquelle elles seraient appelées à fonctionner, la façon dont elles seraient administrées et contrôlées, les sanctions à employer pour faire respecter les dispositions de la loi.

Le principe adopté est encore celui de l'obligation : patrons et ouvriers participent par parts égales à la formation du capital des sociétés de secours. Le prélèvement effectué sur le salaire des ouvriers ne peut pas dépasser 2 0/0.

Le capital est formé en outre par :

1° Des sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels.

2° Par des dons et legs.

3° Par le produit des amendes encourues pour infractions aux statuts et de celles infligées aux membres participants par application du règlement intérieur de l'entreprise.

Les sociétés peuvent disposer de secours en argent ou en soins médicaux et remèdes. D'ailleurs aux termes de l'article 7 de la loi, les statuts de ces organisations doivent fixer : 1° la nature et la qualité des secours et soins à donner aux membres participants malades ou infirmes ; 2° la nature et la quotité des subventions à allouer aux familles ou ayants droit des membres participants décédés.

On voit que les risques prévus sont la maladie, l'invalidité et le décès.

C'est, en somme, un réseau d'assurance complet qu'a entendu créer le législateur de 1894.

L'article 7 prévoit même des secours journaliers en faveur des femmes et enfants de réservistes ou de territoriaux appelés à accomplir des périodes d'instruction militaire et en faveur de veuves ou d'orphelins d'ouvriers ou d'employés décédés après avoir participé à la société de secours.

Ces sociétés assurent même une partie des versements à effectuer à la caisse de retraite dans le cas où un ouvrier est atteint d'une maladie entraînant incapacité de travail complète et suppression de salaires pendant plus de 4 jours. Ce versement aura lieu par semestre et sera égal à 5 0/0 de l'indemnité de maladie.

L'étendue de la circonscription dans laquelle la société de secours est appelée à fonctionner est déterminée par la volonté des parties contractantes, à défaut d'accord par décret rendu en Conseil d'Etat.

L'administration de ces sociétés est mixte : patronale et ouvrière. Le conseil d'administration est composé de 9 membres dont 3 sont désignés par l'exploitant ; les 2 autres tiers sont élus par les ouvriers et les employés.

L'exploitant peut d'ailleurs renoncer à la faculté qui lui est réservée.

Les conditions d'élection sont minutieusement réglées par les articles 11, 12 et 13 de la loi du 29 juin 1894 : il suffit de s'y reporter.

Les statuts dressés par le conseil d'administration sont soumis à l'approbation du ministre des travaux publics et notifiés à l'exploitant après approbation. Toute modification doit être approuvée dans la même forme.

Les statuts sont affichés et un exemplaire en est remis contre récépissé à chaque ouvrier ou employé lors de l'embauchage.

Le contrôle de ces caisses est assuré par l'article 15. Ces sociétés de secours sont tenues de communiquer leurs livres, procès-verbaux et pièces comptables au préfet et aux ingénieurs des mines. Chaque année, elles adressent au ministre des travaux publics, par l'intermédiaire du préfet, un état relatant leur situation financière et la liste des cas de décès ou de maladies subis dans l'année.

En fin d'exercice, les fonds sont divisés en deux parts : l'une est versée à la Caisse des dépôts et consignations, l'autre est laissée dans la caisse pour assurer le service.

Si ces prescriptions ne sont pas observées ou si les statuts sont violés, le conseil d'administration peut être dissous par le ministre des travaux publics et la responsabilité civile des administrateurs peut se trouver engagée.

Les sociétés actuellement existantes continueront à fonctionner si elles obtiennent l'approbation administrative.

Enfin les sociétés régulièrement constituées seront traitées comme des sociétés de secours mutuels, bénéficieront des mêmes avantages et seront soumises aux mêmes obligations.

§ 4.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires et réglementaires.*

La loi de 1894 a réglé la situation des anciennes caisses de retraites ou de secours. Pour les caisses de retraites, les pensions acquises seront réglées d'après les conventions intervenues entre les parties.

Les pensions en cours d'acquisition seront calculées d'après les règlements et les usages qui fonctionnaient avant la loi (art. 22).

Si la pension prescrite par la loi est inférieure à la pen-

sion calculée d'après l'ancien système, la différence reste à la charge de l'exploitant. Mais il pourra être dérogé à ce principe par des conventions librement intervenues entre les exploitants d'une part, et leurs ouvriers et employés de l'autre (art. 22).

En ce qui concerne les sociétés de secours elles ne devront continuer à fonctionner que pour les engagements antérieurement contractés ; les patrons et les ouvriers devront s'entendre dans les six mois, sur les mesures à prendre à raison de ces engagements et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires, sauf la faculté pour eux, à défaut d'entente, de recourir à des commissions arbitrales ou aux tribunaux.

Les articles 21 à 31 règlent ces différents points : ils déterminent la composition de la commission arbitrale et décident qu'en cas de contestations, les différends seront tranchés sans frais judiciaires d'aucune sorte.

Cette loi a été complétée par la loi du 2 avril 1906 qui a décidé que les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs participeraient aux caisses de retraites et de secours de ces ouvriers. On leur a fait application des mêmes principes que ceux que nous venons d'exposer.

Indiquons enfin que l'Etat dispose chaque année, en vertu des articles 84 à 98 de la loi des finances du 31 mars 1903, d'une somme de 1.000.000 de francs, soit pour majorer certaines pensions de retraites, soit pour faire des allocations en faveur d'ouvriers ou d'employés de mines.

Un tiers de cette somme est consacré à l'amélioration des pensions de retraite ou d'invalidité de plus de 50 francs acquises aux ouvriers et employés de nationalité française. Les deux autres tiers sont consacrés à des allocations qui ne peuvent pas dépasser 240 francs et qui sont accordées

aux ouvriers et employés français âgés de 55 ans au 1^{er} janvier 1903 ; ils doivent avoir travaillé 30 ans dans les mines françaises.

La majoration prévue à l'article 84 § 1^o ne pourra élever la pension majorée au delà du chiffre de 360 francs.

Ces bonifications ou allocations ne sont accordées que sur demande de l'ouvrier (art. 88) et après examen de la demande par une commission composée du préfet, de l'ingénieur en chef des mines, du directeur des contributions directes, du directeur de l'enregistrement, d'un exploitant et d'un ouvrier désignés par le préfet.

Les décisions prises par le ministre des travaux publics sur avis de la commission sont susceptibles de révision, sans que les décisions à intervenir puissent avoir d'effet rétroactif.

Elles sont susceptibles de la part du préfet ou de l'intéressé de recours devant le Conseil d'Etat pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. Ces instances ont lieu sans frais.

Ces majorations ou allocations sont payables par quart et par trimestre à terme échu (art. 96). Elles sont incessibles et insaisissables. Toutes les pièces nécessaires à leur paiement (certificats, actes de notoriété, etc.) sont délivrées gratuitement et dispensées du droit de timbre et d'enregistrement (art. 97).

Elles sont enfin reversibles par moitié, en cas de décès du titulaire, sur la tête du conjoint survivant et non remarié (art. 56, loi de finances du 17 avril 1906).

Telle a été l'œuvre du législateur en ce qui concerne les caisses de secours et de retraites. Elle est complétée par la loi du 27 décembre 1895 qui prescrit différentes mesures pour protéger les ouvriers et employés qui auraient fait des

versements dans des caisses de secours et de prévoyance, contre l'insolvabilité des personnes chargées de diriger ces organismes. Il n'y a pas lieu d'insister sur ces dispositions législatives ; elles sont d'ordre général et concernent l'ensemble des organisations de prévoyance : à ce point de vue les ouvriers mineurs sont donc soumis à la législation commune à tous.

*
* *

Avec l'étude de ces dernières dispositions prend fin l'exposé de la législation concernant l'ouvrier mineur. Il peut sembler que la protection qui lui est accordée soit complète : police, hygiène, sécurité, protection de l'ouvrier jeune, protection de l'adulte, réglementation de la durée du travail, assurances diverses, toutes ces questions sont réglementées par la loi. Cette protection est-elle justifiée ? Répond-elle à toutes les nécessités ? Pour le savoir il faut maintenant quitter le terrain législatif sur lequel nous nous sommes seulement placé jusqu'à présent, pour examiner la situation de fait de l'ouvrier mineur. C'est ce qui va être l'objet de la deuxième partie de ce travail.

DEUXIÈME PARTIE

SITUATION DE FAIT DE L'OUVRIER MINEUR

Il est permis de dire, d'une façon générale, que les recherches sur la situation de fait de l'ouvrier d'une profession donnée sont pour la plupart délicates. Il est difficile, en effet, d'envisager pour ainsi dire, synoptiquement, toutes les causes visibles ou cachées, toutes les contingences qui peuvent exercer une influence sur elle ; il n'est pas moins malaisé de départir avec équité, ce que les griefs et reproches réciproques des patrons et des ouvriers contiennent de bien ou de mal fondé. Il y a donc lieu sur ce terrain, de ne s'avancer qu'avec une prudence extrême, et c'est à raison de ces difficultés que la généralisation apparaît comme dangereuse.

Les renseignements qui vont suivre ont été puisés soit dans l'enquête parlementaire de 1902, soit dans les rapports annuels des ingénieurs des mines, soit dans les statistiques publiées par le *Bulletin de l'Office du travail* ou la *Revue de la législation des mines*, soit enfin dans des observations personnelles recueillies par nous au cours de différents voyages dans les bassins de la Saône-et-Loire-du Nord et du Pas-de-Calais (1905, 1906, 1907).

Nous pouvons adopter pour cette partie une méthode identique à celle que nous avons suivie dans la première partie et nous occuper :

- 1° De l'hygiène et de la sécurité ;
- 2° De la durée et des conditions du travail ;
- 3° De la question du contrat de travail et du salaire ;
- 4° Des institutions de prévoyance, d'assistance et d'assurance.

CHAPITRE PREMIER

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

La question qui se pose à nous maintenant n'est pas de savoir, comme certains auteurs se le sont demandé (1), si les grandes Compagnies de mines ont fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour assurer l'hygiène et la sécurité de leurs travailleurs. Elle consiste à rechercher si la mine constitue un milieu favorable au plein épanouissement de la santé ou si, au contraire, elle présente certaines causes de dangers qui justifieraient les réclamations des mineurs ou qui permettraient de comprendre que le législateur ait créé ou doive créer pour eux une réglementation spéciale. En d'autres termes il ne s'agit pas ici de faire le procès ou l'éloge des Compagnies ou des ouvriers, de prendre parti pour les unes ou les autres, mais bien d'examiner avec impartialité les conditions dans lesquelles le mineur est appelé à travailler et à vivre au fond des puits.

A cet égard, il y a lieu d'établir une distinction très nette entre l'hygiène et la sécurité. En effet, alors que l'accident frappe plus directement, soit l'opinion publique par son horreur, lorsqu'il est collectif, soit la bourse des Compagnies de mines ou celle des Compagnies d'assurances depuis la loi de 1898, lorsqu'il présente une certaine fréquence, la maladie, au contraire, à moins qu'elle ne revête la forme

(1) R. Delcourt, *De la condition des ouvriers dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais*. Paris, V. Giard et E. Brière, 1906, p. 33.

d'épidémie, ou l'usure professionnelle, sont moins apparentes parce qu'elles se produisent sans bruit, sans éclat et pour ainsi dire insidieusement. Seules l'existence des caisses de secours pour les mineurs et les dépenses auxquelles elles se livrent pour soigner les malades peuvent donner une idée, insuffisante d'ailleurs, et parfois inexacte, parce qu'incomplète, de l'état sanitaire de l'exploitation minière dans laquelle elles fonctionnent.

Donc, de ce fait que la maladie est pour ainsi dire occulte, il ne faut pas tirer cette conclusion qu'elle n'existe pas et que la mine constitue le milieu hygiénique par excellence. Il suffit, au contraire, que le travailleur y soit exposé à des maladies pour que cette situation justifie les mesures prises ou les réclamations du personnel.

L'un des arguments principaux employés pour prouver l'excellence du séjour dans la mine au point de vue sanitaire, consiste à établir, chiffres en mains, au moyen de statistiques tirées des registres de recrutement, que les régions minières fournissent la proportion la plus faible d'hommes exemptés pour infirmités, la proportion la plus faible d'hommes atteints de phtisie et de faiblesse générale, la proportion la plus minime d'individus rachitiques, idiots ou arrêtés dans leur développement et la proportion la plus forte de conscrits de haute stature (taille supérieure à 1 m. 67).

Nous trouvons cet argument dans un rapport de M. Cambefort à la Société d'économie politique de Lyon en ce qui concerne les mineurs de la Loire (1).

« Les conscrits des cantons miniers, dit-il, sont ceux qui

(1) Les conditions du travail dans les mines. Rapport présenté par M. Cambefort à la Société d'Economie politique de Lyon, le 20 mars 1903. *Compte rendu analytique des séances de l'année 1902-1903*, p. 451. A. Bonnaviat, imprimeur, Lyon, 1903.

donnent les plus faibles proportions de dispensés : ils fournissent la moitié moins de phtisiques que les cantons industriels ; on peut remarquer enfin que les conscrits des cantons miniers ont une taille supérieure aux autres. La longévité est très grande chez les mineurs. »

Même observation dans la thèse de M. Delcourt (1). D'après lui 7,77 0/0 des hommes sont exemptés pour infirmités dans les cantons miniers du Pas-de-Calais contre 9,72 0/0 dans les cantons industriels, contre 10,73 0/0 dans les cantons agricoles.

Il y a 0,74 0/0 de conscrits phtisiques ou faibles dans les cantons miniers, contre 1,66 0/0 dans les cantons industriels et 1,81 0/0 dans les cantons agricoles.

La proportion est de 1,78 0/0 de conscrits idiots, rachitiques ou arrêtés dans leur développement contre 2,60 0/0 dans les régions agricoles et 2,90 0/0 dans les régions industrielles.

Enfin dans les cantons miniers 46,6 0/0 des conscrits ont une taille supérieure à 1 m. 67 contre 40,3 0/0 dans les régions industrielles.

Les mêmes constatations sont faites pour le département du Nord.

Ces chiffres prouvent trop ou ils ne prouvent pas assez : trop, parce qu'ils indiquent seulement que les hommes issus de cantons miniers, examinés par les conseils de révision, étaient pour la plupart solides et bien bâtis ; c'est entendu. Mais il resterait à se demander si les moyennes atteignent un pourcentage aussi élevé, simplement parce que les jeunes gens qui en font l'objet sont issus d'une sélection, parce que les Compagnies ont tiré des pays envi-

(1) Delcourt, *op. cit.*, p. 43, 44, 45.

ronnants leur centre d'exploitation le meilleur de la race, laissant au pays d'origine les faibles et tous ceux qui n'étaient pas aptes à produire une assez grande quantité de travail et de houille.

Ces chiffres, en outre, prouvent trop peu, d'abord parce qu'il faudrait rechercher parallèlement combien, parmi des enfants de même âge occupés aux travaux des mines, parviennent jusqu'au recrutement, ensuite parce qu'il serait nécessaire de les suivre dans la vie et de connaître leur état de santé pendant les années postérieures au service militaire.

Tout ceci est difficile à constater. Mais le bon sens indique que le milieu minier n'est pas d'une hygiène parfaite, puisqu'il est nécessaire de prendre les précautions les plus minutieuses pour protéger la santé des ouvriers du fond. En effet, s'il faut en croire les déclarations des exploitants entendus par la commission d'enquête parlementaire de 1902, toutes les mesures d'hygiène imposées par le législateur sont suffisantes et les Compagnies les observent scrupuleusement (1)

(1) Sur ce point il y a unanimité de la part des exploitants. V. procès-verbaux de la Commission des mines. Réponses écrites, t. I. Aniche, p. 30 ; l'Escarpelle, p. 75 ; Anzin, p. 141 ; Crespin, p. 155 ; Douchy, p. 173 ; Thivencelles, p. 192 ; Marly, p. 211 ; Courrières, p. 231 ; Drocourt, p. 260 ; Lens, p. 271 ; Meurchin, p. 287 ; Ostricourt, p. 308 ; Béthune, p. 334 ; Bruay, p. 376 ; Clarence, p. 387 ; Ferfay-Couchy, p. 396 ; Liévin, p. 412 ; Ligny-lez-Aire, p. 421 ; Marles, p. 439 ; Vicoigne et Nœux, p. 460-461 ; — t. III. Houillères de la Loire, p. 27 ; Monthieux, p. 67 ; La Combelle, p. 110 ; Le Charbonnier, p. 117 ; Messeix, p. 137 ; Commentry, p. 198 ; St-Eloy, p. 213 ; Bourbon St-Hilaire, p. 246 ; Blanzy, p. 321 ; Monchanin, p. 330 ; Montceau (Avis du syndicat des ouvriers mineurs), p. 357 ; — t. IV. Graissessac, p. 21, p. 36 ; La Grand-Combe, p. 70 ; Compagnie de Lalle, à Bessèges, p. 82 ; Nord d'Alais, p. 92 ; Porte et Sénéchas, p. 100 ; Rochebelle, p. 117 ; Charbonnages des Bouches-du-Rhône, p. 165 ; Mines de Trets, p. 184 ; Car-

Il n'y a pas lieu d'y rien changer ; c'est donc que l'état sanitaire est excellent.

Mais si l'on consulte les réponses des délégués mineurs ou des syndicats, la situation semble moins bonne. A de rares exceptions près, la plupart de ces délégués ou de ces organisations signalent l'inobservation ou l'insuffisance des mesures hygiéniques (1).

maux, p. 251 ; Albi et Carmaux, p. 299 ; Bougnies et Latapie, p. 317 ; Campagnac, p. 328 ; Decazeville, p. 344.

(1) Procès-verbeaux de la Commission des mines. Réponses écrites, T. II. Anzin. Les Compagnies ne tiennent pas compte des observations du délégué mineur, p. 11, 14 et 24 ; L'aérage est insuffisant, p. 19 ; Les enfants travaillent trop longtemps, p. 34 ; Aniche, p. 91 ; Crespin, p. 106 ; Béthune : l'écoulement des eaux se fait mal ; l'air manque, p. 133 ; mais ces plaintes concernent seulement la fosse n° 8, aux fosses 2 et 10 au contraire, p. 137, les conditions hygiéniques paraissent bonnes. — T. III. Côte-Chaude (Compagnie de la Loire), p. 40. Le syndicat estime que les prescriptions d'hygiène sont insuffisantes. Même observation de la part du syndicat de Firminy, p. 47. La Talaudière, p. 61 : l'aérage se fait mal. Monthieux (mine aux mineurs), p. 67 : on estime que les prescriptions sont suffisantes. Il est intéressant de remarquer qu'ici ce sont des ouvriers qui sont patrons. Villebœuf, p. 77, la mine est trop chaude : l'aérage est mal distribué (délégué mineur Vergoughéon). Gros Mesnil, la Taupe, p. 156-160 : les prescriptions insuffisantes sont d'ailleurs mal observées ; Commeny (délégué mineur), p. 252, l'eau est mauvaise ; même observation de la part des ouvriers de Ferrières, p. 254 ; St-Hilaire (Allier) (syndicat), p. 263, l'aérage est mauvais. — T. IV. Mines d'Alais (syndicat de Salles de Montalet), p. 140 : plainte légère concernant les dégagements d'acide carbonique. Bassin de Fuveaux, M. Oppermann, ingénieur en chef, se plaint de l'aérage qui laisse à désirer, p. 192 ; Trets (syndicat), mauvais aérage, p. 204 ; Castellane Léonie, Fuveau (syndicat) aérage mauvais, p. 209 ; Valdonne (syndicat), prescriptions moins observées en ce qui concerne l'hygiène qu'en ce qui concerne la sécurité (p. 212) ; Mines de Gardanne (syndicat), mauvais aérage, p. 220. Carmaux (syndicat), l'aérage est mauvais, les chantiers ne sont pas pourvus d'eau potable, p. 281 ; Albi (syndicat), les chantiers sont mal aérés, les puits sont humides et la tuberculose est fréquente par-

Il serait délicat de trancher la question de savoir qui des uns ou des autres a raison ; la divergence des avis émis tient sans doute à la différence des points de vue et des situations. Dans l'enquête personnelle à laquelle nous avons procédé soit dans le Pas-de-Calais, soit dans la Saône-et-Loire, soit dans la Loire, nous avons retrouvé la même diversité d'opinions.

L'impression que nous avons ressentie, c'est que certaines réclamations semblaient fondées, bien qu'aucun remède ne parût pouvoir être apporté aux inconvénients signalés. Il y avait et il y a des causes de mauvaise hygiène que les Compagnies atténuent mais sont impuissantes à supprimer. D'autres au contraire, sont susceptibles de disparaître et certaines Compagnies font de louables efforts pour atteindre ce résultat.

Parmi les premières causes de maladies nous citerons :

La poussière ;

Les changements brusques de température ;

L'humidité.

Parmi les autres nous indiquerons :

Les dégagements de gaz et l'ankylostomiasie.

La *poussière de charbon* nous apparaît au premier chef comme dangereuse, tant au point de vue de la sécurité qu'à celui de l'hygiène. La présence de la poussière de charbon en suspension dans l'air propage l'incendie dans la mine quand se produit un coup de grisou. Mais abstraction faite de cette hypothèse, elle provoque à la longue des troubles

mi les ouvriers à raison des refroidissements répétés auxquels ils sont exposés, p. 293 ; Decazeville (Ch. syndicale des ouvriers mineurs de l'Aveyron), dans les chantiers et galeries l'écoulement des eaux est insuffisamment assuré, les ouvriers sont gênés par la chaleur, l'oxyde de carbone et l'acide carbonique, p. 398).

de la respiration. Nombre des ouvriers que nous avons interrogés à ce sujet nous disaient que les mineurs proprement dits, c'est-à-dire ceux qui produisent le charbon et vivent en contact permanent avec la poussière, devenaient rapidement et pour la plupart asthmatiques à un âge peu avancé (45 ou 48 ans). Ils attribuaient ces fatigues à la présence de fines parcelles de charbon demeurant adhérentes à la longue avec la paroi du poumon.

Il est possible que cette opinion ne doive pas être repoussée *à priori*. Elle ne doit être admise toutefois qu'avec la plus grande prudence.

M. le professeur Tripier, de la Faculté de médecine de Lyon, qui a bien voulu nous donner son avis sur cette question et qui l'a étudiée de très près (1), est d'avis que la poussière de charbon ne provoque pas la tuberculose, que la présence de ce corps en quantité anormale dans le poumon, peut servir simplement à caractériser la tuberculose telle qu'elle se rencontre parmi les mineurs (tuberculose pulmonaire anthracosique), mais ne constitue pas une cause de maladie professionnelle. Il pense toutefois que l'ouvrier mineur peut être appelé à souffrir de cet excès de « poussière » et qu'en raison du milieu anémiant dans lequel il est placé, il se trouve dans une situation de défense moindre que s'il était appelé à respirer un air moins chargé en parcelles charbonneuses.

Il nous est donc permis de conclure que la poussière, si elle ne provoque pas de maladie, peut tout au moins aider au développement de l'emphysème, partant de l'asthme et que sa production abondante est une des conditions anti-hygiéniques de la mine.

(1) Dr R. Tripier, *Contribution à l'étude de la tuberculose pulmonaire anthracosique*, Lyon, 1884.

Cette situation est sans issue : elle est inévitable. On ne saurait songer à munir le travailleur de masques destinés à filtrer l'air qu'il respire. Ce serait une gêne inutile. Il ne semble pas non plus qu'on puisse préconiser l'arrosage des galeries et des chantiers. Ce serait employer un remède pire que le mal. On remplacerait la poussière par la boue : les ouvriers seraient obligés de travailler dans l'humidité. L'hygiène n'y gagnerait rien.

Le travailleur, en second lieu, est exposé à des *changements de température brusques et violents* : en effet, d'une façon générale, les chantiers d'abatage constituent autant de culs-de-sac : l'art de l'ingénieur consiste à diriger sur ces points le plus d'air possible pour diluer les gaz (grisou, oxyde de carbone, acide carbonique) ou abaisser la température.

Mais alors de deux choses l'une : ou bien l'aération a lieu d'une façon puissante et l'ouvrier travaille dans un véritable courant d'air (c'est l'hypothèse la moins fréquente), ou bien les chantiers sont insuffisamment aérés, la chaleur au front de taille est parfois considérable, alors qu'elle est moindre dans les galeries qui s'en éloignent et cette situation, dans l'un ou l'autre cas, expose le travailleur à toutes les maladies qui résultent du brusque refroidissement du corps.

Là encore nulle amélioration n'est possible. Le courant d'air est aussi nécessaire à la vie de la mine que la circulation du sang l'est à celle de l'homme. Le mineur évitera les inconvénients de cette situation en ayant soin de se couvrir après son travail, mais cette précaution est illusoire, car au cours de son travail lui-même, il est exposé aux changements de température et à cela personne ne peut rien.

Reste *l'humidité* : non seulement elle provoque des rhumatismes, mais, comme nous le verrons plus loin, à propos

de l'ankylostome, elle est l'une des conditions indispensables à la vie et au développement des germes du ver des mineurs.

Ici les Compagnies ne sont pas désarmées. Elles ont fait de très louables efforts pour l'assainissement des chantiers et des galeries et les mesures prises par les ingénieurs ont été couronnées de succès. Les eaux sont conduites dans l'un des puits préalablement creusé bien au-dessous de la recette la plus basse et au moyen de machines spéciales (benne à clapets ou pompes électriques), elles sont amenées à la surface du sol.

Disons en passant que les Compagnies ont de suite trouvé la récompense de leurs travaux : d'abord en assurant d'une manière plus complète la sécurité et l'hygiène de la mine, ce qui constitue sans conteste une économie ; ensuite, en utilisant les eaux ainsi rejetées au lavage des charbons, ce qui leur permet de mettre à profit des charbons qui sans lavage auraient dû être négligés, comme impropres à la vente (1).

Malgré cela, il ne faut pas conclure que le sol de la mine soit sec ; le sol s'il n'est boueux reste souvent humide. Cet inconvénient est minime dans les chantiers où l'ouvrier travaille debout, il est gênant dans ceux où la mince épaisseur du charbon l'oblige à rester continuellement accroupi ou couché.

Ceux des ouvriers qu'il nous a été donné d'interroger, nous disaient (en particulier à Montceau-les-Mines et dans le Pas-de-Calais), que beaucoup de mineurs étaient rhumatisants et qu'il fallait attribuer cette infirmité au séjour prolongé dans les galeries ou les chantiers mouillés.

(1) Ce mode de récupération est employé avec succès aux mines de la Béraudière par exemple dont nous avons admiré les dispositifs ingénieux pour le triage des poussières de charbon.

Beaucoup se plaignaient aussi d'être incommodés par les poussières qui, disaient-ils, les rendaient asthmatiques vers 45 ou 50 ans. Au point de vue hygiénique les trois causes que nous signalons exercent donc une influence certaine.

Il ne nous a pas été possible de nous procurer de statistiques officielles du nombre et de la nature des maladies observées chez les mineurs. L'hygiène des mines n'incombe au ministère des travaux publics que depuis la loi de juillet 1907 et les réponses faites en 1902 au questionnaire de la commission d'enquête sont trop brèves pour qu'on en puisse tirer une certitude. Seule la Compagnie de l'Escarpelle fournit à ce sujet d'intéressants renseignements.

A propos des caisses de secours, elle a dressé différents tableaux dont l'un donne le nombre des malades secourus et la nature des maladies. Les soins médicaux ont été accordés à 3.001 personnes, tant ouvriers qu'employés. Sur ce nombre nous relevons 1.237 personnes soignées pour maladies des voies respiratoires, soit :

Pour bronchite	231
— spécifique tuberculeuse pro-	
bablement.	5
Broncho-pneumonie	1
Congestion pulmonaire.	4
Grippe	524
Hémoptisie	6
Influenza	336
Pleurésie	5
Pneumonie	10
Points de côté	51
Point pleurétique.	3
Toux.	61
Total.	1.237

On pourrait y ajouter :

Maux de gorge	77
Angines	62
Amygdalites	16
Total	<u>155</u>

C'est-à-dire 155 cas de maux de gorge dus en général à des refroidissements.

L'humidité semblerait avoir été la cause de 279 cas de maladies, savoir :

Arthrite	25
Douleurs musculaires	7
— lombaires	1
— de l'épaule,	7
— rhumatoïdes	2
— rhumatismales	17
— du genou	2
— hydarthrose	9
Lombago	119
Rhumatismes	74
Sciatique	12
Torticolis	4
Total	<u>279</u>

Ces chiffres prennent une signification très nette lorsqu'on les rapproche du nombre et des causes de décès. Pendant le cours de l'année 1902, il y a eu à l'Escarpelle 35 décès sur 3.001 cas de maladies. Parmi les décédés, 20 étaient ouvriers du fonds, 15 étaient ouvriers du jour. Des ouvriers du fond, 11 sont morts de maladies des voies respiratoires, savoir :

- 6 de bronchite spécifique.
- 1 de phtisie, bronchite spécifique.
- 1 de tuberculose.

2 de congestion pulmonaire.

1 d'influenza.

Total : onze cas mortels de maladies des voies respiratoires.

Il faut remarquer que c'est dans cette liste de décédés seulement que nous trouvons les termes de phtisie ou de tuberculose qui ont été soigneusement bannis du tableau des maladies et de leurs causes.

Les 9 autres sont morts accidentellement ou pour des causes diverses,

Des 15 ouvriers du jour décédés, 6 sont morts des suites de maladies des voies respiratoires, savoir :

Bronchite spécifique	1
Bronchite	1
Pneumonie	1
Néphrite consécutive à l'influenza	1
Tuberculose	2
Total	6

Nous ne donnons pas ces chiffres comme présentant la rigueur d'une statistique minutieuse. Mais si, en l'absence de tous autres documents, nous les rapprochons des dires des ouvriers, si nous tenons compte du grand nombre des maladies des voies respiratoires et du pourcentage considérable des décès provoqués par ces maladies, nous y trouvons la confirmation de ce fait, qu'à ce seul point de vue, l'ouvrier du fond se trouve plus exposé que celui de la surface et qu'il a en tous cas de moindres moyens de défense que ce dernier qui travaille en somme dans les mêmes conditions que l'ouvrier de toute autre industrie.

Restent à examiner les deux dernières causes que nous avons signalées comme portant atteinte à l'hygiène de la mine : les *émanations de gaz* et le *ver des mineurs*, ou *ankylostome*. Elles se trouvent réunies ici parce qu'on les

a rendues responsables tour à tour de ce que l'on a appelé l'anémie des mineurs et parce que, les médecins n'étant pas d'accord sur les causes de cette maladie, il est fort probable qu'elles y participent toutes deux.

S'il faut en croire M. le Dr Paul Fabre (1), l'anémie dite des mineurs n'est pas une maladie spéciale à ceux-ci : « Je suis arrivé, dit-il, à cette conclusion qu'il n'existe pas de maladie spéciale à causes distinctes et à symptômes précis que l'on puisse appeler anémie des mineurs, et qui leur soit propre. Les mineurs sont exposés à devenir anémiques de bien des manières. Mais chez eux, les symptômes de l'anémie sont semblables à ceux de l'anémie chez les ouvriers de toute autre profession (2). » Et plus loin il ajoute : « Au point de vue étiologique il n'y a probablement pas de profession dont les membres soient exposés à un plus grand nombre de causes d'anémie que la profession des mineurs. Et si l'on jugeait de la gravité d'une maladie et de son degré de fréquence par le nombre des causes qui sont invoquées comme capables de lui donner naissance, il n'en serait pas pour le houilleur de plus redoutable que l'anémie (3).

L'anémie primitive, c'est-à-dire constatée en tant que maladie principale, existait autrefois, dans les mines, à raison des mauvaises conditions d'exploitation dans lesquelles celles-ci se trouvaient placées.

Aujourd'hui que ces conditions sont changées, il semblerait hasardeux, d'après M. P. Fabre, de soutenir que l'ané-

(1) Dr Paul Fabre (de Commeny), *Causes et prophylaxie de l'anémie des mineurs*, Extrait du *Bulletin de l'Académie de médecine* (séance du 19 avril 1904).

(2) P. Fabre, *op. cit.*, p. 9.

(3) *Ibid.*, p. 10.

mie existe toujours à l'état primitif. Cette forme de maladie est très rare. Par contre, l'anémie secondaire est fréquente et tient à des influences que M. Fabre classe en :

I. — Influences générales (celles du milieu souterrain, privation de lumière solaire, élévation de température, humidité, poussières de charbon).

II. — Influences professionnelles (nature du travail de chaque mineur et nature du minerai exploité).

III. — Influences individuelles congénitales ou acquises.

Mais, pour M. Fabre, les causes principales de cette maladie seraient : le confinement de l'air et la présence de gaz carboniques ayant exercé leur action isolément sur le sang ; en effet, la houille mise au contact de l'air absorbe une grande quantité d'oxygène (environ 100 fois son volume) ; il en résulte que l'anémie est plus fréquente dans les mines de charbon et qu'elle résulte en général de la désoxygénisation de l'air. Ceci expliquerait qu'elle frappe de préférence le mineur au rocher et le mineur au charbon qui travaillent en général dans des culs-de-sac d'une aération malaisée. D'après M. le Dr P. Fabre, il conviendrait donc de ne pas attribuer au ver des mineurs tous les méfaits qu'on lui impute à l'heure actuelle.

Ce n'est pourtant pas la question de l'anémie prise en elle-même qui dans ces dernières années a provoqué la curiosité des médecins et l'attention du législateur. C'est bien l'ankylostomiase qui est en partie la cause de la modification apportée par la loi de juillet 1907 à la législation de 1810, et qui a été signalée plus haut, puisque c'est à son sujet que la question a été portée devant le Parlement.

Il ne rentre pas dans le cadre de ce travail d'examiner en détail l'ankylostome ou l'ankylostomiase. Pour tout ce qui concerne le côté médical et bibliographique de la ques-

tion nous ne pouvons que renvoyer au livre de MM. A. Calmette et M. Breton (1) : « *L'ankylostomiasé* » et à la bibliographie contenue dans la thèse de M. le Dr Briançon (2).

Il suffit de savoir que l'ankylostomiasé ou ankylostomiasé est une maladie contagieuse « caractérisée par des troubles gastro-intestinaux et par des symptômes d'anémie plus ou moins graves ». Elle est due à la présence de petits vers fixés parfois en grand nombre dans la muqueuse de l'intestin grêle, plus particulièrement dans le duodénum.

Cette affection très répandue dans les pays tropicaux (climats chauds et humides) a été introduite en Belgique et en Allemagne par des ouvriers qui avaient travaillé au percement du tunnel du St-Gothard. De là elle passa en France et c'est dans les mines qu'elle trouva le terrain propice à son développement. En effet, l'ankylostome se reproduit au moyen d'œufs qui, pondus dans l'organisme humain et rejetés à l'extérieur, se développent rapidement et éclosent en deux jours ou deux jourset demi à condition qu'ils soient déposés sur un terrain humide, bien aéré et chaud (de 17° à 37°). Les dimensions de l'embryon sont minimales : 0 mm. 210 de long sur 0 mm. 044 de large. Ses dimensions s'accroissent jusqu'à ce qu'elles atteignent 0 mm. 480 de long sur 0 m. 030 de diamètre.

A ce moment, l'embryon s'enkyste de telle façon, qu'il résiste aux causes de destruction (variations de température ou actions chimiques) qui auraient pu agir sur lui au stade précédent. Cette larve enkystée se conserve en parfait état dans les boues de 20° à 30°, températures qui se rencontrent fréquemment dans les mines.

Pour que la larve continue à se développer, il faut qu'elle

(1) A. Calmette et M. Breton, *L'ankylostomiasé (Anémie des mineurs)*. Paris, Masson et Cie, éditeurs, 1903. V, la bibliographie, p. 227 et s.

(2) Dr Briançon, *L'ankylostomiasé*, thèse Lyon, 1904, Maloine, édit. Paris.

soit absorbée à ce moment. Une fois ingurgitée (et l'absorption est facile, étant données les dimensions minimales du parasite, — 0 mm. 6 à 0 mm. 7 de long sur 0 mm. 025 à 0 mm. 027 de diamètre), la capsule kystique disparaît dans l'estomac : délivrée, la larve passe dans l'intestin grêle, se développe, devient adulte en une semaine environ et atteint ses dimensions normales (8 à 10 mm. de long, 2 à 3 mm. d'épaisseur pour le mâle, la femelle ayant une longueur de 10 à 18 mm.).

Le ver se fixe alors aux parois de l'intestin, aspire le sang du malade, provoque en lui des désordres qui peuvent être très graves et qui consistent en général dans une anémie profonde. Cet état s'explique d'autant mieux, que le nombre des ankylostomes contenus dans le corps d'un malade peut atteindre 3.000. Si l'on considère que, sans parler de la succion du sang, les ankylostomes agissent sur l'organisme par la production de toxines on comprendra que les troubles provoqués par eux puissent être mortels.

La maladie a fait de véritables ravages à l'étranger. En Allemagne, dans le bassin de la Ruhr, le nombre des malades et des porteurs de vers était pour les différentes fosses de Gelsenkirchen, en plein bassin houiller, en 1902 :

FOSSES	MALADES	PORTEURS DE VERS
	(9 ^e mois)	(dernier trimest.)
Graf-Schwerin.	296	75.2 0/0 soit 1115
Erin.	297	70.75 » 1370
Lothringen	80	41.1 » 875
Shamroch I et II	258	40 » 1160
Westhausen.	3	37.8 » 320
Friederich der Grosse.	4	26.7 » 675
Von der Heydt	6	22 » 285
Julia.	12	19.5 » 260
Mont Cenis I	2	12.9 » 130

En 1903, après l'examen de 40 fosses environ, le nombre de porteurs de vers ou des malades atteignait le chiffre de 14.430 (1).

En Belgique mêmes constatations (2). En 1901 et 1902, sur 27.000 ouvriers du fond, 15 à 20 0/0 avaient été examinés et sur 72 sièges d'exploitations on en trouva 49 infectés et 23 indemmes.

Les sièges étaient infectés dans la proportion suivante :

de 1 à 10 0/0 des examens	13 sièges
— 11 à 20 0/0 —	10 —
— 21 à 30 0/0 —	8 —
— 31 à 40 0/0 —	8 —
— 41 à 50 0/0 —	5 —
— 51 à 60 0/0 —	3 —
— 75 à 92 0/0 —	2 —

La France semble avoir moins souffert de cette maladie que ses voisines. Elle est néanmoins contaminée dans une proportion assez forte pour que la question ait donné lieu à des projets ou propositions de lois qui ont fait l'objet de rapports et qui ont abouti à la nomination de commissions chargées d'enquêter dans les différents bassins houillers français.

Les résultats des travaux des commissions du Nord et du Pas-de-Calais ne sont pas encore publiés à l'heure actuelle et nos efforts auprès du ministre des travaux publics pour obtenir communication des résultats acquis se sont heurtés à un *non possumus* devant lequel nous avons dû nous incliner. Force nous est donc de nous en rapporter aux chiffres fournis soit par M. Langlois (3), soit par M. Manou-

(1) Calmette et Breton, *op. cit.*, p. 199 et s.

(2) *Ibid.*, p. 215.

(3) Dr Langlois, L'ankylostomiasie en France, *Presse médicale*, 1903, 11, p. 822.

vrier (1), soit par M. Briançon (2), soit par MM. Calmette et Breton (3).

En ce qui concerne le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, d'après M. Manouvrier, au 10 mai 1904, sur 7 fosses examinées à la Compagnie d'Anzin, 3 étaient infectés.

Les examens avaient porté :

Sur 177 ouvriers dans l'une, parmi lesquels on avait trouvé 18 porteurs de vers ;

121 ouvriers dans l'autre, parmi lesquels 3 porteurs de vers ;

178 ouvriers dans la troisième parmi lesquels 1 porteur de vers.

L'enquête poursuivie par MM. Calmette et Breton portait au 1^{er} janvier 1905 sur 8.978 ouvriers qui, dans leur ensemble, avaient fourni 163 porteurs de vers, soit une proportion de 1.8 0/0 des examinés ; 60 fosses avaient été visitées et 32 reconnues contaminées.

L'ankylostomiase semble donc peu répandue dans le Nord et le Pas-de-Calais. Mais, étant donnée la rapidité avec laquelle peut s'étendre la maladie, il faut voir dans ces quelques cas une menace permanente pour la salubrité des mines de cette région, tant que des mesures prophylactiques énergiques ne seront pas prises pour en empêcher la propagation.

Les exploitations du Lot, du Tarn et de l'Aveyron, d'après M. Langlois et les renseignements qui nous sont fournis par le Comité central des houillères de France paraissent complètement indemnes.

(1) Dr Manouvrier, *De l'anémie ankylostomasiqne des mineurs*, 1904 Paris et Valenciennes.

(2) Dr Briançon, *op. cit.*

(3) Calmette et Breton, *op. cit.*

Dans le Gard, un puits est contaminé. Les mines de Graissessac dans l'Hérault ne sont atteintes que dans la proportion de 3 0/0.

Mais le véritable foyer infectieux se trouve dans la Loire, principalement à Rive-de-Gier. M. le Dr Langlois estime que, si l'on s'en rapporte aux renseignements officiels, 50 0/0 des ouvriers de cette région sont atteints. Mais il croit que la proportion des porteurs de vers est bien plus considérable.

Cette observation est corroborée par la thèse de M. le docteur Briançon qui a été chargé de la partie technique de l'enquête dans la Loire. D'après lui les Compagnies de Roche-la-Molière et Firminy, de Montrambert et la Béraudière, de la Loire, de la Péronnière et du Ban-Lafaverge présentent la plus forte contamination. Villebœuf, Rive-de-Gier et la Haute-Cappe ne viendraient qu'en seconde ligne. Saint-Etienne, La Chazotte, Monthieux, le Cros, Saint-Chamond seraient indemmes. M. Briançon a même trouvé dans un puits (le puits Lachaux) la proportion vraiment énorme de 92 0/0 d'ouvriers contaminés.

Le remarquable rapport du Dr Roussel au ministre des travaux publics (1) donne une idée exacte de l'étendue de la maladie dans la région de Saint-Etienne.

Dans certains puits de la Compagnie de Montrambert et la Béraudière on trouve :

Saint-Dominique 15 ankylostomiasés sur 17 examinés.

—	27	—	32	—
La Béraudière	8	—	24	—
Puits Ferrouillat	19	—	22	—

(1) Dr A. Roussel, *L'ankylostomiase dans le bassin houiller de Saint-Etienne*. Rapport présenté à M. le ministre des travaux publics au nom de la commission de l'ankylostomiase. Saint-Etienne, Imprimerie de la *Loire Républicaine*, avril 1906.

Montrambert	}	17 ankylostomiasés sur 49 examinés			
Puits Marseille					
Devillaine	16	—	51	—	
A la Compagnie des Mines de Roche-la-Molière et Firminy :					
Puits Lachaux	15 ankylostomiasés sur 15 examinés.				
	10	—	10	—	
	12	—	18	—	
Monterrad	12	—	21	—	
	5	—	10	—	

Ces renseignements présentent à un double point de vue un très grand intérêt. Le danger apparaît en effet comme considérable, parce que la contamination peut être très rapide, toutes ces exploitations étant fort rapprochées les unes des autres. Mais ils nous démontrent en même temps que l'ankylostome ne résiste ni à la chaleur sèche ni au froid. Seules les mines humides et chaudes favorisent son développement.

Pour reprendre les exemples de tout à l'heure, on constate qu'à la Compagnie de Montrambert et la Béraudière la maladie se développe précisément dans les puits qui présentent ces deux caractères :

A Saint-Dominique, les deux quartiers visités sont humides. Les températures de retour d'air sont respectivement de 29° et de 23°. La température maxima du chantier est de 31°.

Au puits Ferrouillat on trouve au retour d'air 29° et 25°. Les températures maxima de chantier sont de 31° et 30°.

Au puits Marseille, retour d'air 25°.

Chantiers (maxima), 30°.

Au puits Devillaine, retour d'air 26°.

Chantiers (maxima), 29°.

A la Compagnie des mines de Roche-la-Molière et de Firminy, mêmes constatations.

Au puits Lachaux, les retours d'air des deux quartiers atteignent respectivement 27 à 29° et 20°. Les températures maxima de chantiers ont 35°, 40° et 20°.

Et ce qui vient corroborer cette remarque, c'est qu'un puits de la même Compagnie, tout voisin du précédent, le puits Adrienne, ne présente qu'un seul malade faiblement infecté sur 16 examinés et que les températures de l'exploitation sont pour le retour d'air de 17° et pour les chantiers (maxima) de 20°.

Même observation encore à Monterrad, les températures de retour d'air sont : 24 à 27°, — 21, 18, 20°, — 19 et 20°.

Celles des chantiers : 27 à 28°, — 23 à 20°, — 23°.

Tous ces puits et toutes les couches qu'ils desservent sont humides (1).

Par contre, à la Compagnie des Houillères de Saint-Etienne, toutes les couches humides mais froides, chaudes mais sèches restent parfaitement indemnes. S'il y a des puits chauds et humides qui comme le puits Saint-Louis restent indemnes, c'est que le germe de l'ankylostome n'y a pas encore été déposé.

Il est facile de concevoir alors que des mesures s'imposent : mesures prophylactiques et mesures d'assainissement.

Les mesures de prophylaxie et d'assainissement apparaissent comme assez simples, quoique coûteuses :

Il importe en effet : 1° de protéger les mines qui ne sont pas contaminées.

2° D'assainir les fosses dans lesquelles des malades sont signalés et en attendant l'assainissement complet d'éviter la contamination des travailleurs encore sains.

1° La protection des mines non contaminées peut être

(1) V. pour plus de détails, Dr A. Roussel, *op. cit.*, p. 52 et suiv.

facilement assurée si l'on prend les précautions qui, en Allemagne, ont déjà donné d'excellents résultats (1). Il est nécessaire avant tout d'empêcher l'introduction dans la mine d'ouvriers porteurs de vers. C'est pourquoi après avoir acquis, par des examens microscopiques, la conviction que tous les ouvriers actuellement présents dans la mine sont en bonne santé, les directeurs de travaux souterrains ne devront pas accepter de travailleurs nouveaux sans les avoir fait examiner par les médecins au point de vue de l'ankylostome. Il serait nécessaire pour cela que chaque Compagnie possédât des laboratoires munis du matériel nécessaire pour la recherche des œufs d'ankylostome et dirigés par des médecins possédant l'instruction technique spéciale.

Mais, à part la Compagnie d'Anzin, qui a commencé les recherches avant même la nomination de la commission d'enquête, nous ne croyons pas qu'aucune autre Compagnie ait rien fait encore dans ce sens.

Tout mineur trouvé porteur de vers ne devrait pas être employé aux travaux du fond tant qu'il ne serait pas guéri et ne se présenterait pas muni d'un certificat médical attestant la guérison.

2° L'assainissement des fosses contaminées demande plus de soins encore. Il faut à la fois découvrir les malades et les guérir.

(1) Ordonnance générale de police du 13 juillet 1903. Texte dans la circulaire 2632 du Comité central des houillères, 21 février 1904 et dans les documents annexés au livre de MM. Calmette et Breton, *op. cit.*, p. 203. Cette ordonnance est analysée dans l'intéressante brochure de M. Edouard Fuster, *Les étapes de la lutte contre l'ankylostomiase en Allemagne*. Paris, 1905. Brochure annexée également à l'ouvrage de MM. Calmette et Breton.

Il faut ensuite débarrasser la mine de ses germes dangereux.

La première partie de ce programme est délicate et coûteuse. La Belgique et surtout l'Allemagne en ont fait l'expérience. La recherche des malades astreint les ouvriers à des visites et à des examens qui leur font perdre du temps et qui risquent de diminuer leur salaire.

Le traitement de la maladie écarte les malades de la mine pendant un temps variable, qu'il est difficile d'apprécier à l'avance, car la cure ne réussit pas toujours du premier coup. Il faut pouvoir les hospitaliser, créer des sanatoriums et leur accorder un salaire ou demi-salaire qui assure la subsistance des familles.

Tout cela entraîne de gros frais et par qui les faire payer ? Si le nombre des malades était considérable en France, les caisses de secours seraient vite épuisées. Les ressources personnelles des ouvriers seraient insuffisantes et nul ne songerait à les contraindre à payer le traitement d'une maladie contractée au service des Compagnies. Il faut donc en arriver à demander des ressources à l'exploitant lui-même, au moins pour les ouvriers à son service à l'époque où la maladie est constatée.

La principale difficulté est donc d'ordre financier.

La deuxième partie du programme n'est pas moins coûteuse. Sur la méthode à suivre, tout le monde est à peu près d'accord aujourd'hui. Il faut tout d'abord protéger le personnel resté sain. Il faut ensuite désinfecter la mine.

a) Pour protéger le personnel resté sain, il faut éviter le dépôt des matières fécales dans la mine, à même le sol ou le remblai. A même le sol cela se comprend. A même le remblai cela est nécessaire, car les remblais sont appelés à être traversés par des infiltrations d'eau qui peuvent entraîner

les œufs d'ankylostome dans les galeries ou les chantiers.

La première mesure doit donc consister dans l'établissement de water-closets à la surface, assez nombreux pour permettre à tous les ouvriers d'un *trait* de se délester avant de descendre dans la mine.

Il faudrait ensuite établir des tinettes mobiles au fond de la mine et corrélativement interdire, sous des peines sévères, aux ouvriers de déposer les déjections dans les galeries, chantiers ou remblais.

Cette partie du programme ne va pas sans soulever des difficultés. L'établissement des tinettes mobiles est facile dans la Loire, dans la Saône-et Loire et dans la région de Carmaux où les couches sont épaisses et larges et permettent à l'ouvrier de circuler facilement et sans perte de temps dans les galeries. Mais dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais où l'épaisseur moyenne des couches est de 0 m. 90 et où des galeries n'ont dans certains endroits pas plus de 0 m. 40 à 0 m. 50 de hauteur, il sera bien malaisé d'imposer au travailleur un parcours long et pénible avant d'atteindre les tinettes. Il ne sera pas facile non plus d'installer celles-ci ou de les transporter et le problème n'est pas résolu.

Enfin il serait nécessaire d'aménager des bains-douches, des vestiaires et des lavabos pour éviter que l'ouvrier ne rapporte chez lui la poussière de charbon dont son corps et ses vêtements sont souillés.

De ces mesures quelques-unes sont en application, dès maintenant et sans qu'il y ait eu besoin de réglementation législative.

Des water-closets de surface ont été créés, mais ils sont en nombre insuffisant et souvent dédaignés par les travailleurs : l'éducation de l'ouvrier n'est pas encore faite à ce point de vue.

Des Compagnies du Nord (Anzin) par exemple ou de la Loire (Compagnie de la Loire, Montrambert et la Béraudière entre autres) ont créé ou créent actuellement des bains-douches très intelligemment installés et qui permettent au mineur de se nettoyer à la sortie de la mine sans perdre de temps et de changer de vêtements sur place.

Ces bains-douches se donnent dans de grandes salles chauffées et aménagées à cet effet. L'ouvrier en arrivant au travail change de vêtements et place les vêtements qu'il quitte dans un panier de fil de fer qui est monté à hauteur de plafond par un jeu de poulies. En sortant du travail, il se déshabille, passe à la douche chaude (d'une durée approximative de 4 à 5 minutes) reprend ses vêtements de ville et met à la place ses habits de travail. Le panier est remonté.

La difficulté, d'ordre pécuniaire encore, consiste à créer des établissements de bains assez vastes pour que la douche puisse se donner à tous les ouvriers d'une cordée de remonte, pendant que la cage redescend chercher les mineurs restés au fond. Le mineur qui sort du puits « s'enfuit » pour ainsi dire, dès qu'il a touché le sol. La plupart du temps, il quitte le carreau par une course effrénée et que seuls peuvent comprendre ceux qui l'ont vu. Il ne *veut* pas et ne *doit* pas attendre, car il est en général très échauffé par son travail. Il faut donc que les douches puissent se succéder sans interruption et sans stationnement pour l'ouvrier.

M. Devun, contrôleur général des mines de la Loire, à l'obligeance et à l'amabilité duquel nous devons ces renseignements, nous disait que ces installations sont fort coûteuses. Leur prix varie, suivant leur importance, entre 60.000 francs et 120 à 140.000 francs et ces charges grèvent lourdement le budget des Compagnies. Dans notre pays où

certaines mines sont dites « malades », il y a des exploitations qui les supporteraient difficilement.

Mais ces mesures ne se sont point encore généralisées.

b) Pour désinfecter la mine, on rencontre aussi bien des difficultés. Nous avons vu plus haut que l'œuf de l'ankylostome évolue facilement dans les milieux chauds, aérés (car il a besoin d'oxygène) et humides.

Il serait difficile d'imposer à nos mines les mesures que réclament certains médecins, mesures telles que le badigeonnage à la chaux des bois de mines. La chaux exerce, il est vrai, une action destructive sur le germe de l'ankylostome, mais cette solution ne paraît pas être d'une utilité bien grande et d'une application pratique bien facile.

Le seul mode de désinfection admissible, c'est l'assèchement du sol ; les œufs d'ankylostomes sont détruits par la sécheresse. Si l'on joint cette mesure à celles qui ont pour but d'empêcher la défécation dans la mine, il y a des chances pour qu'au bout de peu de temps tout danger disparaisse.

En résumé on peut conclure que la mine, bien loin de présenter toutes les conditions d'hygiène nécessaires à un état sanitaire satisfaisant, constitue au contraire un milieu malsain à raison des poussières, de l'humidité, des variations de température, des dégagements de gaz, de la privation de lumière solaire et de la présence réelle ou possible de l'ankylostome.

B. — *Sécurité.*

Si la mine apparaît comme un milieu antihygiénique, permet-elle au moins aux ouvriers de travailler dans des conditions d'absolue sécurité ?

Des événements récents et qui sont encore présents à tous les esprits, pourraient nous dispenser d'étudier plus

avant la question. Mais la réponse brutale des faits ne suffirait pas à donner une idée exacte des risques d'accidents auxquels sont exposés les ouvriers du fond.

Des catastrophes comme celle de Courrières, sont, en effet, de nos jours extrêmement rares, mais elles suffisent, pour le public, à dramatiser pour longtemps, le séjour dans la mine.

Ce point de vue est aussi faux que pourrait l'être celui de l'ingénieur ou de l'exploitant qui prétendrait que le travail du fonds ne présente aucun danger ou n'offre qu'un nombre de risques égal à celui qui est encouru par les travailleurs de la surface.

A l'heure actuelle un certain nombre de dispositions sont en vigueur qui ont pour but d'amener une diminution du nombre des accidents. Elles visent les travaux à ciel ouvert (clôtures et parapets), les puits et galeries débouchant au jour et puits intérieurs (dispositions générales, échelles, circulation par les câbles) ; les plans inclinés ; le roulage en galerie ; les machines d'extraction et les câbles ; l'aérage et l'éclairage ; le travail au chantier ; les plans et registres ; les explosifs ; les dispositions spéciales aux mines à grisou (aérage et dispositions générales, éclairage, explosifs, etc.) (1).

Mais cette surabondance de prescriptions et de règlements dont l'observation tend à faire diminuer la fréquence des accidents, prouve jusqu'à quel point le travail du fonds est considéré comme dangereux. Les exploitants et le législateur prescrivent un véritable luxe de précautions ; mais

(1) V. O. Keller, Diminution des risques d'accidents dans les houillères françaises depuis 1833, dans les *Annales des mines*. Mémoires, 1902, 1, 10^e série, p. 565.

c'est pour répondre à une *constance des risques* qui se tra-duit tous les ans par le retour automatique de l'accident.

S'il faut donc prendre en considération les accidents dus au grisou et qui sont pour ainsi dire classiques, encore est-il nécessaire de ne pas perdre de vue dans les statistiques les accidents fréquents, mais peu visibles, ceux qui blessent ou tuent sûrement, mais sans bruit. Ce n'est donc pas parce que jusqu'en 1906 les catastrophes de grisou auront presque disparu, qu'il faudra conclure que la mine est inoffensive. C'est parce qu'on les rencontrera moins souvent que l'on pourra dire que la réglementation efficace était nécessaire et que l'élément danger doit entrer pour une part considérable dans les appréciations que l'on sera appelé à fournir sur l'attitude, les salaires, ou les conditions d'existence du mineur.

Il est facile de s'en rendre compte par l'examen des statistiques parues en cette matière. Il y a lieu pour procéder à cette étude de faire deux parts des chiffres fournis par la statistique de l'industrie minérale. L'une est antérieure à 1901 et ne comporte que les accidents ayant entraîné soit la mort, soit une incapacité de travail supérieure à 20 jours. L'autre est postérieure à 1901 et comprend tous les accidents ayant provoqué une incapacité de travail de plus de 4 jours.

Ce changement dans la façon d'établir les statistiques officielles entraîne une sensible augmentation dans le chiffre des accidents pour les années postérieures à 1901. Il faut donc en tenir compte.

Il faut aussi tenir compte de ce fait que pour la période antérieure à 1901, nous ne ferons pas figurer dans nos chiffres les accidents n'ayant entraîné que des blessures, car les statistiques ne visent que les accidents ayant entraîné la

mort ou des *blessures graves* sans préciser autrement cette dernière expression.

De l'aveu même de M. O. Keller (1), les statistiques n'ont tenu compte que des blessures ayant provoqué des chômages prolongés, sans qu'il y ait eu à cet égard de règle bien établie (en moyenne 20 jours de chômage).

Vers 1889, on pouvait dire que les victimes se classaient pour 10.000 ouvriers de la façon suivante :

Tués	17	17
Invalides (incapacité permanente de travail).	9	1748
Blessés ayant chômé plus de 6 mois . . .	11	
— 3 à 6 mois . .	23	
— 21 j. à 3 mois.	313	
Blessés légèrement ayant chômé de 5 à 20 jours	1.007	
Blessés très légèrement ayant chômé 4 jours au plus.	385	

Il y avait donc 1.748 blessés pour 10.000 ouvriers, soit plus de 100 blessés pour un tué.

Pour cette période-là, nous ne nous occuperons que du nombre des tués.

L'étude des statistiques jusqu'en 1900 inclusivement nous permet de conclure à une sérieuse diminution des accidents mortels. Voici en effet le tableau de la moyenne des tués pour 10.000 ouvriers mineurs depuis 1833 jusqu'à 1901 :

(1) O. Keller, *op. cit.*, p. 567.

Années	Moyennes	Années	Moyennes	Années	Moyennes
—	—	1850	38.5	1861	43.2
—	—	—	—	1862	22.6
1833	44.7	1853	38.4	1863	26.6
1834	37.6	1854	42.4	1864	24.3
1835	30.8	1855	38.1	1865	32.0
1836	37.8	1856	33.9	1866	26.2
1837	35.9	1857	30.2	1867	36.2
1838	41.9	1858	28.9	1868	25.6
1839	50.0	1859	—	1869	32.6
1840	47.2	1860	27.3	1870	28.7
Moyennes.	40.7	6	34.7	5	29.8
1871	30.7	1881	16.4	1891	16.7
1872	23.2	1882	14.2	1892	9.5
1873	22.2	1883	15.2	1893	9.3
1874	20.3	1884	15.6	1894	8.5
1875	20.6	1885	16.8	1895	11.9
1876	36.6	1886	13.0	1896	13.0
1877	21.6	1887	17.3	1897	10.7
1878	14.4	1888	17.7	1898	10.7
1879	16.0	1889	30.1	1899	13.5
1880	17.5	1890	25.8	1900	14.2
Moyennes.	22.3	4	18.2	7	11.8

On remarquera que le nombre des accidents décroît d'une façon à peu près constante malgré des sauts brusques à certaines époques. On remarquera aussi que la différence énorme (9) entre les années 1890 et 1891 s'accroît bien davantage encore à partir de cette époque.

La moyenne de chaque décade décroît d'une façon à peu près constante 6, 5, 7, 4, 7, et cependant la production n'a cessé de s'accroître avec le nombre des ouvriers.

Elle a été en chiffres ronds :

pour 1833, de	2.058.000 tonnes avec	15.400 ouvriers
— 1840, —	3.003.000	— 27.800 —
— 1850, —	4.340.000	— 32.900 —

pour 1860, de 8.304.000	tonnes avec 59.200 ouvriers
— 1870, — 13.330.000	— 82.700 —
— 1880, — 19.362.000	— 107.200 —
— 1890, — 26.083.000	— 121.600 —
— 1900, — 33 404 000	— 162.100 —

C'est donc, il faut bien le reconnaître, que de très grands progrès ont été réalisés dans l'art d'exploiter les mines.

Mais il importe de constater que ces progrès sont dus à l'intervention de l'administration qui a élaboré un projet de règlement type dont les principales dispositions ont trait à l'aérage, à l'emploi d'explosifs de sûreté pour le tirage des coups de mines, à la diffusion des lampes de sûreté, à la surveillance, aux mille et un détails de sécurité qui sont à prévoir et dont pas un ne saurait être omis sans danger(1).

Cette intervention s'est manifestée encore par la loi de 1890 sur les délégués mineurs, et sans compter les autres précautions imposées ou recommandées, il semble bien que celle-ci ait exercé son influence sur la diminution du nombre des accidents.

Mais quels que soient les progrès qui restent à accomplir, il est juste de constater que des progrès se sont réalisés. Il faut aussi remarquer que malgré ce fait la situation du personnel souterrain reste dangereuse.

Pour la période qui nous occupe (1833 à 1901) les statistiques nous démontrent en effet que le personnel du fond est bien plus exposé que celui de la surface, que si l'éboulement est la source régulière de l'accident, c'est le grisou qui provoque les variations de moyenne.

Voici par exemple un tableau (2) donnant la proportion des ouvriers du fond tués, dressé d'après les causes des accidents ; les chiffres sont établis pour 10.000 ouvriers.

(1) V. O. Keller, *op. cit.*, *passim*.

(2) Emprunté à l'article de M. O. Keller, *op. cit.*, p. 573.

ANNÉES ET PÉRIODES	Proportion des ouvriers du fond tués par 10.000 ouvriers du fond									
	Nombre annuel moyen des ouvriers du fond	Nombre annuel moyen des ouvriers tués	Eboule- ments	Grisou	Coup de mines	Puits		Exploita- tion des voies ferrées - souterrai- nes	Causes di- verses au fond	Totaux
						Rupture de câbles chaines engins, etc.	Chutes depuis la surface, etc.			
1850-1853-1857 (3 ans).	32.254	154	21.99	6.81	1.75	3.62	9.52	—	4.01	47.70
1853-1865-1870 (7 ans).	58.008	?	14.75	9.15	0.95	3.48	5.77	—	?	—
1871 à 1880...	73.798	?	10.40	6.92	0.97	2.16	4.59	—	?	—
1881 à 1890...	77.255	183	7.25	8.33	0.42	0.77	2.37	1.86	2.69	23.69
1891 à 1900...	101.011	143.6	5.81	0.88	0.56	0.29	2.23	2.26	2.19	14.22

Il est permis d'en conclure à une décroissance générale des accidents. Le nombre des éboulements a considérablement diminué : cela indique que les chantiers sont mieux boisés.

Le nombre des accidents de grisou reste à peu près stationnaire de 1850 à 1890, si l'on s'en rapporte aux moyennes décennales : l'examen des moyennes annuelles pour 10.000 ouvriers montre les résultats de graves catastrophes, c'est ainsi que la proportion des tués par grisou qui en 1888 était de 5.3, passe en 1889 à 20.3 et ne s'abaisse qu'à 9,6 en 1890.

Pour 1889 c'est la catastrophe du puits Verpilleux à Saint-Etienne (207 victimes) qui provoque cette brusque augmentation.

A partir de 1890, un changement se produit : sous la pression des populations ouvrières de la Loire et aussi sous celle de l'opinion publique, les Chambres se décident à organiser en France la surveillance par les délégués mineurs : des mesures sérieuses, mais insuffisantes d'ailleurs, sont prises contre le grisou, et la moyenne des tués par grisou tombe à un chiffre infime 4,9 en 1891, 0 en 1892, 0 en 1893, 0 en 1894. Elle varie ensuite entre 0 et 0.6 jusqu'en 1900.

Les accidents par coups de mine sont relativement rares et se trouvent en diminution à peu près constante jusqu'en 1900.

Les accidents de puits (ruptures de câbles, de chaînes, d'engins, chutes depuis la surface, etc.) ont diminué considérablement, mais leur moyenne reste cependant assez élevée.

Pour cette période le nombre des accidents de fond s'abaisse en général dans une proportion de 3 à 1.

Pour la période qui s'étend de 1901 à nos jours, nous nous occuperons du détail de chaque année. Ces statistiques comprennent tous les blessés dont l'incapacité de travail a été supérieure à 5 jours.

Remarquons tout d'abord que le nombre des ouvriers travaillant aux mines, tant pour la surface qu'au fond a suivi une progression constante.

On compte dans les mines de charbon en :

1901	{	117.300	ouvriers du fond.	{	Total 163.800
		46.500	» de la surface.		
1902	{	118.743	» du fond.	{	Total 164.810
		46.067	» de la surface.		
1903	{	120.941	» du fond.	{	Total 167.213
		46.272	» de la surface.		
1904	{	123.201	» du fond.	{	Total 171.792
		48.591	» de la surface.		
1905	{	126.954	» du fond.	{	Total 175.074
		48.120	» de la surface.		
1906	{	129.600	» du fond.	{	Total 178.400
		48.800	» de la surface.		

Pour ces années, le nombre des accidents atteint les chiffres suivants :

ANNÉES	MINES	Nombre d'accidents		VICTIMES				TOTAL	
				Fond		Jour			
		Fond	Jour					Tués	Blessés
				Tués	Blessés	Tués	blessés		
1901	Mines de charbon.	22.090	3.718	164	22.027	34	3.687	198	25.714
	Autres mines.....	1.290	320	24	1.277	5	320	29	1.597
	Totaux....	23.380	4.038	188	23.304	39	4.007	227	27.311
1902	Mines de charbon.	19.276	3.479	151	19.162	29	3.451	180	22.613
	Autres mines.....	1.226	304	16	1.220	1	303	17	1.523
	Totaux....	20.502	3.783	167	20.382	30	3.754	197	24.136

1903	Mines de charbon.	20.337	3.175	144	20.248	26	3.156	170	23.404
	Autres mines.....	1.363	282	11	1.335	4	280	45	1.615
	Totaux....	21.700	3.457	185	21.583	30	3.436	215	25.019
1904	Mines de charbon.	20.664	3.275	153	20.593	31	3.249	184	23.842
	Autres mines.....	1.638	247	36	1.612	5	242	41	1.854
	Totaux. . .	22.302	3.522	189	22.205	36	3.491	225	25.696
1905	Mines de charbon.	21.849	3.692	147	21.768	35	3.660	182	25.428
	Autres mines.....	1.981	358	22	1.969	6	353	28	2.322
	Totaux....	23.830	4.050	169	23.737	41	4.013	210	27.750
1906	Mines de charbon.	25.377	3.960	1.235	25.350	45	3.920	1.280	29.270
	Autres mines.....	2.443	316	45	2.415	6	311	51	2.726
	Totaux....	27.820	4.276	1.280	27.765	51	4.231	1.331	31.996

Remarquons que si le nombre des tués reste sensiblement le même, sauf pour l'année 1906 qui a été marquée par la catastrophe de Courrières, celui des blessés s'accroît sans cesse. il passe de 25.714 en 1901 pour les mines à charbon à 29.270 en 1906, et dans les autres mines, l'augmentation des blessés suit une marche analogue.

Toutes ces blessures n'ont pas la même gravité : il est même curieux de constater que le nombre des blessures graves tend à se fixer autour d'une moyenne qui est la même pour toutes les années pendant que le chiffre des incapacités temporaires résultant d'accidents augmente annuellement. Les chiffres qui sont fournis n'ont pas d'ailleurs une rigueur absolue parce que les suites d'un certain nombre de blessures restent inconnues, ainsi que l'on peut s'en rendre compte par le tableau suivant :

ANNÉES	DÉTAIL DES BLESSÉS DANS LES MINES			
	Total	Incapacité permanente	Incapacité de plus de 4 jours	Suites inconnues
1901	27.311	273	27.038	389
1902	24.136	293	23.190	653
1903	25.019	415	23.951	653
1904	25.696	399	24.721	576
1905	27.750	396	26.625	729
1906	31.996	452	30.820	724

C'est d'ailleurs, et cela vient à l'appui de ce qui est dit plus haut, l'accident individuel qui est le plus fréquent; c'est l'accident occulte ou anonyme qui tue le plus sûrement et c'est précisément celui qui frappe le moins le public, parce qu'il passe inaperçu dans les journaux. Voici par exemple des statistiques pour les années 1901 et suivantes : il en résulte que le nombre des accidents individuels est de (1).

32.861 en 1901 avec 293 tués et 32.576 blessés.

29.504 » 1902 » 285 » 29.219 »

30.498 » 1903 » 306 » 30.192 »

30.777 » 1904 » 308 » 30.469 »

33.228 » 1905 » 278 » 32.956 »

38.070 » 1906 » 1.452 » 37.890 »

alors que les accidents collectifs ayant fait plus de 10 victimes donnent les chiffres suivants :

2 en 1901 avec 12 tués et 27 blessés.

1 » 1902 » 8 » 4 »

0 » 1903 » » » »

1 » 1904 » » 21 »

2 » 1905 » 19 » 13 »

1 » 1906 » 1.099 » 56 »

(1) Carrières comprises.

Enfin, si l'on veut faire abstraction des carrières comprises dans les deux tableaux qui précèdent immédiatement, on voit que la proportion d'ouvriers tués pour 10.000 ouvriers occupés dans les mines reste à peu près constante de 1901 à 1905, mais qu'elle fait un saut brusque en 1906 à raison de la catastrophe de Courrières.

	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Mines autres que celles de charbon.....	17.8	10.7	27.2	23.4	16	24.7
Charbon { Global.....	12.1	10.9	10.2	10.7	10.4	71.7
{ dont Grisou.....	0.9	0.5	0.1	0.2	0.2	61.7

Jusqu'en 1906, la proportion des accidents par grisou est extrêmement faible.

D'ailleurs pour en finir avec les chiffres, la lecture successive et comparative des six tableaux suivants montrera quelles sont les causes d'accidents les plus fréquentes pendant les années 1901, 1902, 1903, 1904, 1905 et 1906, les proportions restant calculées sur 10.000 ouvriers. On voudra bien remarquer que la proportion semble s'élever par rapport au tableau ci-dessus : cela tient à ce que les accidents ne sont comptés que pour les ouvriers du fond, car abstraction faite des années de catastrophe comme 1906, il est permis de dire que le nombre des tués est 3 fois plus considérable dans les travaux du fond que dans ceux du jour.

Proportion des victimes suivant les causes d'accidents (Travaux du fond).

ANNÉES	CAUSES	MINES DE CHARBON			AUTRES MINES			CARRIÈRES SEULES		
		Accidents	Tués	Blessés	Accidents	Tués	Blessés	Accidents	Tués	Blessés
1901	Eboulements	505.1	6.5	499.4	303.2	11.4	294.4	126.9	11.9	118.7
	Grisou	0.7	1.2	1.6	»	»	»	»	»	»
	Puits { Chutes dans les puits	15.6	2.0	14.5	23.7	5.3	18.4	29.7	9.7	21.6
	{ Accidents de câbles. Chutes de bennes	5.5	0.9	5.8	3.5	0.9	2.6	0.7	»	0.7
	Coups de mines	5.7	0.7	6.0	25.5	0.9	29.0	14.1	2.2	12.6
	Voies ferrées souterraines	541.1	1.9	539.6	188.1	4.7	188.1	40.8	»	40.8
	Travaux manuels	509.2	0.2	509.2	313.8	0.9	312.9	409.7	0.7	408.9
1902	Causes diverses (asphyxie entre autres)	299.7	0.6	301.1	276.0	»	276.9	216.0	2.2	214.5
	Totaux	1882.6	14.0	1877.2	1133.8	21.1	1122.3	837.9	26.7	817.8
	Eboulements	490.1	6.3	484.9	290.2	4.6	287.5	165.2	25.0	151.2
	Grisou	0.4	0.7	0.7	»	»	»	»	»	»
	Puits { Chutes dans les puits	2.7	0.4	2.5	2.7	0.9	2.7	2.9	2.2	0.7
	{ Accidents de câbles. Chutes de bennes	15.4	1.2	14.3	19.2	4.6	16.5	11.0	3.6	7.4
	Coups de mines	4.6	0.6	4.3	31.1	2.7	32.9	17.6	»	21.3
1903	Voies ferrées souterraines	451.8	2.4	449.4	264.6	»	264.6	47.0	»	47.0
	Travaux manuels	359.3	0.1	359.2	287.5	»	287.5	313.5	2.2	311.3
	Causes diverses (asphyxie entre autres)	299.0	1.0	298.4	227.0	1.8	225.2	243.7	1.5	243.7
	Totaux	1623.3	12.7	1613.7	1122.3	14.6	1116.9	800.9	34.5	782.6
	Eboulements	528.8	6.0	577.9	356.5	17.3	310.9	179.2	12.7	170.7
	Grisou	0.4	0.2	1.0	»	»	»	»	»	»
	Puits { Chutes dans les puits	22.8	3.0	21.2	46.9	6.1	44.2	22.6	3.5	25.5
1903	{ Accidents de câbles. Chutes de bennes	2.1	0.2	2.1	1.7	1.7	»	2.8	1.4	2.8
	Coups de mines	5.5	0.1	5.9	19.0	0.9	21.6	11.3	1.4	14.2
	Voies ferrées souterraines	483.3	1.8	481.9	254.6	3.5	252.0	34.7	0.7	34.0
	Travaux manuels	264.8	»	264.8	273.6	»	273.6	381.8	1.4	381.8
	Causes diverses (asphyxie entre autres)	319.9	0.5	319.5	258.1	6.1	254.6	259.3	2.8	259.3
	Totaux	1681.6	11.8	1667.8	1180.2	35.6	1156.9	891.7	23.9	888.3

Proportion des victimes suivant les causes d'accidents (Travaux du fond) (suite).

ANNÉES	CAUSES	MINES DE CHARBON			AUTRES MINES			CARRIÈRES SEULES		
		Accidents		Blessés	Accidents		Tués	Blessés	Accidents	
		Tués	Blessés		Tués	Blessés			Tués	Blessés
1904	Eboulements	621.7	5.8	616.7	423.4	18.0	406.8		207.1	19.0
	Grisou	0.5	0.2	0.3	»	»	»		»	»
	Puits { Chutes dans les puits	20.5	1.6	19.8	26.2	4.1	22.1		42.8	2.1
	Accidents de câbles, Chutes de benues.....	0.3	»	1.9	»	»	»		4.2	2.1
	Coups de mines	5.8	1.4	6.2	31.9	4.9	33.6		12.6	0.7
	Voies ferrées souterraines.....	475.9	2.6	474.0	284.8	1.6	283.2		23.4	»
	Travaux manuels	264.9	»	264.9	268.5	»	268.5		310.4	»
	Causes diverses (asphyxie entre autres)	287.5	0.8	288.7	306.1	0.8	305.3		287.2	4.2
Totaux		1677.1	12.4	1672.5	1340.6	29.4	1319.5		887.7	28.1
1905	Eboulements	577.0	6.8	571.4	400.9	9.2	393.2		223.4	18.1
	Grisou	0.7	0.4	1.1	»	»	»		»	»
	Puits { Chutes dans les puits	23.2	1.6	22.8	16.9	2.3	14.6		44.7	0.7
	Accidents de câbles, Chutes de benues.....	1.9	»	1.9	0.8	»	0.8		5.6	14.7
	Coups de mines	4.8	0.5	5.4	40.7	3.1	43.8		8.4	1.4
	Voies ferrées souterraines.....	504.9	4.5	507.6	319.5	0.8	318.7		53.0	1.4
	Travaux manuels	305.9	0.1	305.9	453.2	»	453.2		381.2	0.7
	Causes diverses (asphyxie entre autres)	298.7	0.7	298.5	289.5	1.5	288.0		255.6	1.4
Totaux		1721.1	11.6	1714.6	1521.5	16.9	1512.3		971.9	38.4
1906	Eboulements	673.3	5.0	670.0	497.7	16.4	484.0		251.1	13.4
	Grisou	0.6	85.0	5.0	»	»	»		»	»
	Puits { Chutes dans les puits	12.8	1.7	11.7	27.2	2.7	24.5		51.4	3.7
	Accidents de câbles, Chutes de benues.....	0.7	0.1	0.6	4.8	»	5.5		0.7	0.7
	Coups de mines	4.1	0.5	4.6	105.4	6.1	106.1		21.6	2.3
	Voies ferrées souterraines.....	546.7	2.6	544.4	225.7	2.7	223.7		77.4	0.7
	Travaux manuels	447.4	»	447.4	421.4	0.7	421.4		476.8	0.7
	Causes diverses (asphyxie entre autres)	302.2	0.4	302.0	378.7	2.0	376.7		244.4	3.0
Totaux		1957.8	95.3	1955.7	1660.9	30.6	1641.9		1123.4	24.5

L'examen de ces tableaux permet de faire un choix parmi les causes d'accidents et de ne retenir, pour les classer, que celles qui sont spéciales au travail souterrain ou qui, existant dans les travaux de surface, sont aggravées par le lieu où l'ouvrier est appelé à agir.

On peut écarter ainsi tous « les accidents classés sous la rubrique causes autres » encore que cette désignation englobe un certain nombre de cas d'asphyxie.

On peut éliminer aussi la moitié des accidents de travaux manuels, car il est permis de croire que l'obscurité, la gêne résultant de l'étroitesse des galeries ou des chantiers entre dans la production de ces accidents pour un chiffre que l'on peut évaluer à 50 0/0. Mais il reste encore par ordre d'importance, les *éboulements*, les *accidents de voies ferrées*, négligeables dans les travaux de surface infiniment plus dangereux dans les travaux du fond, les *chutes dans les puits*, les *coups de mines*, le *grisou* et les *ruptures de câbles* ou les *accidents de cages*. Et, malgré les déductions faites, le nombre de ces accidents atteint encore les 13 ou 15 seizièmes du chiffre total des accidents souterrains.

Qu'est-ce à dire, sinon que, comme nous le faisons précédemment remarquer pour les questions d'hygiène, l'obscurité, la nature et les conditions du travail déterminent une ambiance spéciale particulièrement favorable aux accidents ?

Concluons donc sur ce point que si l'on compare la situation actuelle à celle qui existait il y a 50 ou 60 ans, on reste surpris des progrès qui ont été accomplis dans l'art d'exploiter les mines, et par conséquent dans l'art d'assurer la sécurité du personnel. On constate au moins jusqu'à 1903 une diminution du nombre des accidents due à la surveillance plus active de la mine par les ingénieurs, à la surveil-

lance plus étroite de la mine par les délégués mineurs. Mais la mine reste malgré tout un milieu dangereux et c'est là notre conclusion ; elle reste un milieu capricieux, soumis à de brusques dégagements de gaz provoqués par des conditions atmosphériques encore mal connues. C'est un milieu qui ne pardonne aucune négligence, aucune imprudence et auquel les ingénieurs ont trop souvent le sort de faire crédit.

Les progrès réalisés sont dus à une réglementation étroite de la part de l'Etat. Cette intervention se justifie donc aisément ; mais, bien qu'elle ait donné des résultats appréciables, les éléments sécurité et hygiène sont à prendre en considération toutes les fois que l'on voudra s'occuper de la situation du mineur. Ils offrent encore assez d'intérêt pour qu'ils ne soient pas comptés comme quantité négligeable et ils doivent jouer un rôle dans toutes les questions qui ont trait à la durée du travail, aux salaires, ou aux retraites.

CHAPITRE II

CONDITIONS ET DURÉE DU TRAVAIL.

Deux points méritent d'être successivement étudiés dans ce chapitre :

- 1° La question du personnel occupé et de la production.
- 2° Celle des conditions et de la durée du travail.

SECTION I. — Du personnel occupé et de la production.

Avant d'examiner la question des conditions et de la durée du travail dans les mines, il est nécessaire de savoir, nous plaçant à un point de vue symétrique de celui auquel nous nous trouvions dans la première partie de ce volume, quel est le personnel occupé aux travaux miniers.

Il faut connaître aussi tout ce qui concerne la quantité de combustible produite, la consommation annuelle de notre pays et la quantité de houille, d'anthracite ou de coke qu'il exporte. Ces diverses données sont indispensables, puisque la plupart des problèmes qui restent à étudier maintenant, sont liés aux questions de production et de consommation.

Le chiffre du personnel employé va sans cesse en augmentant. Ce mouvement ascensionnel se produit depuis fort longtemps ; il est constant et *bien antérieur à l'année 1905*, date de la loi fixant à 8 heures la durée de la journée de travail au fond.

Il a été successivement dans les mines de combustibles :

en 1890	de	121.600	ouvriers de toute catégorie.
1891	—	131.800	—
1892	—	133.000	—
1893	—	132.700	—
1894	—	134.600	—
1895	—	137.300	—
1896	—	140.200	—
1897	—	143.400	—
1898	—	148.600	—
1899	—	153.900	—
1900	—	162.079	—
1901	—	163.800	—
1902	—	164.800	—
1903	—	167.300	—
1904	—	171.600	—
1905	—	175.100	—
1906	—	178.400	—

Il n'est pas prêt de s'arrêter, étant donnés les besoins sans cesse croissants de notre industrie et le champ d'exploitation que les découvertes de couches nouvelles dans le Pas-de-Calais et dans la Lorraine ont ouvert à l'activité humaine.

Si l'on répartit le personnel employé en personnel du fond et personnel de la surface, si l'on tient compte du sexe et de l'âge des travailleurs, on obtient le tableau suivant :

		1890		1891		1892		1893	
			Totaux		Totaux		Totaux		Totaux
Hommes	{ Intr.	81.600	108.100	88.600	117.600	89.900	119.100	83.800	111.700
	{ Extr.	26.500		29.000		29.200		27.900	
Femmes	{ Extr.	3.800	3.800	4.000	4.000	3.800	3.800	4.200	4.200
16 à 18 ans.....	{ Intr.	—	—	—	—	—	—	5.500	8.300
	{ Extr.	—	—	—	—	—	—	2.800	
13 à 16 ans.....	{ Intr.	5.300	9.700	5.300	10.200	5.000	10.100	4.400	8.500
	{ Extr.	4.400		4.900		5.100		4.100	
Totaux.....			121.600		131.800		133.000		132.700

		1894		1895		1896		1897	
			Totaux		Totaux		Totaux		Totaux
Hommes	{ Intr.	86.400	114.000	87.000	115.500	89.300	118.000	90.400	120.100
	{ Extr.	27.600		28.500		28.700		29.700	
Femmes.....	{ Extr.	3.700	3.700	5.000	5.000	5.200	5.200	5.000	
16 à 18 ans.....	{ Intr.	5.500	8.000	5.700	8.000	5.700	8.000	6.200	8.700
	{ Extr.	2.500		2.300		2.300		2.500	
13 à 16 ans.....	{ Intr.	4.500	8.900	4.700	8.800	4.900	9.000	5.100	9.600
	{ Extr.	4.400		4.100		4.100		4.500	
Totaux.....			134.600		137.300		140.200		143.400

		1898		1899		1900		1901	
			Totaux		Totaux		Totaux		Totaux
Hommes	{ Intr.	93.400	123.900	98.000	128.700	103.200	135.700	103.900	137.500
	{ Extr.	30.500		30.700		32.500		33.600	
Femmes.....	{ Extr.	5.500	5.500	5.600	5.600	5.700	5.700	5.800	5.800
16 à 11 ans	{ Intr.	6.600	9.100	6.600	9.300	7.200	10.200	7.200	10.000
	{ Extr.	2.500		2.700		3.000		2.800	
13 à 16 ans.....	{ Intr.	5.400	10.100	5.600	10.300	6.000	10.500	6.200	10.500
	{ Extr.	4.700		4.700		4.500		4.300	
Totaux.....			148.600		153.900		162.100		163.800

		1902		1903		1904		1905		1906	
			Totaux		Totaux		Totaux		Totaux		Totaux
Hommes.....	{ Intr.	105.600	139.700	107.000	142.000	109.000	145.100	112.300	148.100	114.000	150.400
	{ Extr.	34.100		35.000		36.100		35.800		36.400	
Femmes.....	{ Extr.	4.700	4.700	5.700	5.700	6.100	6.100	6.400	6.400	3.400	3.400
16 à 18 ans.....	{ Intr.	7.000	9.700	7.200	9.300	7.200	9.400	7.200	9.200	7.800	11.000
	{ Extr.	2.700		2.100		2.200		2.000		3.200	
13 à 16 ans.....	{ Intr.	6.100	10.700	6.800	10.300	6.800	11.000	7.500	11.400	7.800	13.600
	{ Extr.	4.600		3.500		4.200		3.900		5.800	
Totaux ...			164.800		167.300		171.600		175.100		178.400

Pour les années antérieures à 1893, cette statistique compte parmi les ouvriers adultes tous les travailleurs de 16 à 18 ans. Il est donc assez difficile jusqu'en 1893 de se rendre un compte exact du chiffre véritable des travailleurs adultes : il est possible de voir cependant que ce chiffre qui était de 119.100 en 1892, s'abaisse à 111.700 en 1893, déduction faite de 8.300 jeunes gens de 16 à 18 ans. En 1896, la même déduction ayant été opérée, il est déjà de 118.000 et il atteint 150.400 en 1906.

Les deux autres catégories (femmes et jeunes gens de 16 à 18 ans) s'accroissent beaucoup moins rapidement ; le nombre des femmes employées à la surface des mines était de 3.800 en 1890. Il passe à 6.400 en 1905 (1). Celui des jeunes ouvriers qui était de 8.300 en 1893, atteint 9.200 en 1905.

Enfin, le nombre des enfants employés s'accroît relativement peu, il passe de 9.700 en 1890 à 13.600 en 1906. Il est intéressant cependant de constater que si le nombre des enfants employés aux travaux extérieurs reste à peu près invariablement le même (4.400 en 1890, 5.800 en 1906), celui des enfants occupés au fond présente une notable augmentation (5.300 en 1890, 7.500 en 1905, 7.800 en 1906). Ce mouvement ascensionnel suit la progression du nombre des travailleurs adultes du fond. On comptait, en effet, 81.600 en 1890 ; il y en avait 114.000 en 1906 : c'est-à-dire qu'on employait en France à l'abatage et aux manipulations souterraines du charbon 33.000 ouvriers de plus qu'en 1890, soit environ 1/3 en plus. L'augmentation du nombre des ouvriers de surface a suivi une marche parallèle.

Cette marche ascensionnelle du chiffre des travailleurs

(1) Ce chiffre n'est plus que de 3.400 d'après la statistique de 1906.

est provoquée par la consommation toujours croissante de combustible minéral et par les nécessités de l'industrie. La France brûlait 36.653.000 tonnes de combustibles par an en 1890, elle en a consommé 48.669.000 en 1905. L'importation étrangère qui était d'environ 11.000.000 de tonnes en 1890 oscille entre 14 et 15.000.000 de tonnes de 1901 à 1905.

Il est bon d'ailleurs de remarquer que si nous importons nous exportons aussi ; les quantités exportées après avoir varié entre 700 et 800.000 tonnes atteignent presque aujourd'hui 2.000.000 de tonnes (1.858.000 tonnes en 1905).

Ces chiffres indiquent que le nombre des chantiers a dû être multiplié et que, comme on nous le faisait remarquer dans le Pas-de-Calais, les exploitants « ont tapé dans le tas » sans se préoccuper de l'avenir ; c'est plutôt par le développement des exploitations déjà existantes que par l'exploitation de concessions nouvelles que s'est accrue la production.

Le tableau suivant donne une idée des variations subies par la production de combustibles depuis 1890. Il indique aussi le pourcentage des variations subies chaque année par rapport à l'année précédente.

DÉPARTEMENTS	ANNÉES	Production par années (tonnes)	Différence par rapport à année précédente (tonnes)	Variations 0/0
Pas- de-Calais	1890	9.007.000	+ 463.000	+ 5.4
	1891	8.621.000	— 456.000	— 5
	1892	9.802.000	+ 1.181.000	+ 13.7
	1893	9.179.000	— 622.000	— 6.3
	1894	10.633.000	+ 1.454.000	+ 15.9
	1895	11.110.000	+ 477.000	+ 4.5
	1896	11.871.000	+ 761.000	+ 6.8
	1897	12.807.000	+ 936.000	+ 7.9
	1898	13.588.000	+ 781.000	+ 6.1
	1899	14.201.000	+ 613.000	+ 4.3
	1900	14.595.000	+ 394.000	+ 2.8
	1901	14.354.000	— 241.000	— 1.6
	1902	13.185.000	— 1.169.000	— 8.1
	1903	16.192.000	+ 3.007.000	+ 22.8
	1904	15.812.000	— 380.000	— 2.4
	1905	16.985.000	+ 1.173.000	+ 7.4
	1906	15.390.000	— 1.595.000	— 9.4
Loire	1890	3.537.000	+ 212.000	+ 6.4
	1891	3.760.000	+ 223.000	+ 6.3
	1892	3.494.000	— 266.000	— 7.1
	1893	3.468.000	— 26.000	— 0.7
	1894	3.322.000	— 146.000	— 4.2
	1895	3.443.000	+ 121.000	+ 3.6
	1896	3.535.000	+ 92.000	+ 2.7
	1897	3.707.000	+ 172.000	+ 4.9
	1898	3.864.000	+ 157.000	+ 4.2
	1899	3.811.000	— 53.000	— 1.3
	1900	3.951.000	+ 140.000	+ 3.7
	1901	3.797.000	— 154.000	— 3.9
	1902	3.045.000	— 752.000	— 19.8
	1903	3.630.000	+ 585.000	+ 19.3
	1904	3.532.000	— 98.000	— 2.8
	1905	3.678.000	+ 146.000	+ 4.1
	1906	3.804.000	+ 126.000	+ 3.3
Nord	1890	5.135.000	+ 416.000	+ 8.8
	1891	4.865.000	— 270.000	— 5.3
	1892	4.637.000	— 228.000	— 4.7
	1893	4.707.000	+ 70.000	+ 1.5
	1894	4.983.000	+ 276.000	+ 5.9
	1895	5.010.000	+ 27.000	+ 0.6
	1896	5.202.000	+ 192.000	+ 3.8
	1897	5.524.000	+ 322.000	+ 6.2
	1898	5.699.000	+ 175.000	+ 3.2
	1899	5.660.000	— 39.000	— 0.7
	1900	5.669.000	+ 9.000	+ 0.2
	1901	5.336.000	— 333.000	— 5.9
	1902	5.077.000	— 259.000	— 4.8
	1903	5.889.000	+ 812.000	+ 16.0
	1904	5.906.000	+ 17.000	+ 0.3
	1905	6.189.000	+ 283.000	+ 4.8
	1906	5.759.000	— 430.000	— 6.9

DÉPARTEMENTS	ANNÉES	Production par année (tonnes)	Différence par rapport à année précédente (tonnes)	Variations 0/0
Gard	1890	2.024.000	+ 36.000	+ 1.9
	1891	2.162.000	+ 138.000	+ 6.8
	1892	2.037.000	— 125.000	— 5.8
	1893	1.988.000	— 49.000	— 2.4
	1894	2.036.000	+ 48.000	+ 2.4
	1895	1.961.000	— 75.000	— 3.7
	1896	1.858.000	— 103.000	— 5.2
	1897	1.951.000	+ 35.000	+ 1.8
	1898	2.096.000	+ 145.000	+ 7.4
	1899	1.802.000	— 294.000	— 16.3
	1900	2.008.000	+ 206.000	+ 11.4
	1901	1.976.000	— 32.000	— 1.6
	1902	1.905.000	— 71.000	— 3.6
	1903	1.932.000	+ 27.000	+ 1.4
	1904	1.786.000	— 146.000	— 8.2
	1905	1.936.000	+ 150.000	+ 8.4
	1906	1.996.000	+ 60.000	+ 3.1
Saône-et-Loire	1890	1.707.000	+ 207.000	+ 13.8
	1891	1.781.009	+ 74.000	+ 4.3
	1892	1.756.000	— 25.000	— 1.4
	1893	1.747.000	— 9.000	— 0.5
	1894	1.828.000	+ 81.000	+ 4.6
	1895	1.840.000	+ 12.000	+ 0.6
	1896	1.916.000	+ 76.000	+ 4.1
	1897	1.864.000	— 52.000	— 2.7
	1898	1.939.000	+ 75.000	+ 4
	1899	1.970.000	+ 31.000	+ 1.6
	1900	1.776.000	— 194.000	— 9.5
	1901	1.347.000	— 429.000	— 24.2
	1902	1.705.000	+ 358.000	+ 26.6
	1903	1.802.000	+ 97.000	+ 5.7
	1904	1.824.000	+ 22.000	+ 1.2
	1905	1.798.000	— 26.000	— 1.4
	1906	1.874.000	+ 76.000	+ 4.2
Tarn	1890			
	1891			
	1892			
	1893			
	1894			
	1895			
	1896			
	1897			
	1898			
	1899			
	1900			
	1901	808.000	— 56.000	— 6.9
	1902	566.000	— 239.000	— 29.7
	1903	768.000	+ 202.000	+ 35.7
	1904	724.000	+ 44.000	— 6.1
	1905	720.000	— 4.000	— 0.6
	1906	747.000	+ 27.000	+ 3.8

DÉPARTEMENTS	ANNÉES	Production par année (tonnes)	Différence par rapport à année précédente (tonnes)	Variations o/o
Bouches-du- Rhône	1903	578.000	+ 47.000	+ 8.9
	1904	554.000	— 24.000	— 4.3
	1905	589.000	+ 35.000	+ 6.3
	1906	614.000	+ 25.000	+ 4.2
Aveyron	1890	935.000	+ 86.000	+ 10.1
	1891	1.007.000	+ 72.000	+ 7.7
	1892	924.000	— 83.000	— 2.3
	1893	903.000	— 21.000	— 2.3
	1894	963.000	+ 60.000	+ 6.6
	1895	939.000	— 24.000	— 2.5
	1896	1.002.000	+ 63.000	+ 6.7
	1897	1.022.000	+ 20.000	+ 2.0
	1898	1.088.000	+ 66.000	+ 6.4
	1899	1.095.000	+ 7.000	+ 0.6
	1900	1.037.000	— 58.000	— 5.3
	1901	1.044.000	+ 7.000	+ 0.7
	1902	1.021.000	— 23.000	— 2.2
	1903	1.059.000	+ 38.000	+ 3.7
	1904	1.064.000	+ 5.000	+ 0.5
	1905	1.082.000	+ 18.000	+ 1.7
	1906	1.039.000	— 43.000	— 4.0
Allier	1890	959.000	+ 136.000	+ 16.5
	1891	978.000	+ 19.000	+ 2
	1892	955.000	— 23.000	— 2.3
	1893	934.000	— 21.000	— 2.2
	1894	917.000	— 17.000	— 1.8
	1895	919.000	+ 2.000	+ 0.2
	1896	932.000	+ 13.000	+ 1.4
	1897	937.000	+ 5.000	+ 0.5
	1898	913.000	— 24.000	— 2.5
	1899	903.000	— 10.000	— 1.1
	1900	864.000	— 39.000	— 4.3
	1901	805.000	— 59.000	— 6.8
	1902	730.000	— 75.000	— 9.6
	1903	741.000	+ 11.000	+ 1.5
	1904	684.000	— 57.000	— 8.3
	1905	614.000	— 70.000	— 10.2
	1906	592.000	— 22.000	— 3.6
Puy-de- Dôme	1903	539.000	+ 77.000	+ 16.7
	1904	535.000	— 4.000	— 0.7
	1905	568.000	+ 33.000	+ 6.2
	1906	580.000	+ 12.900	+ 2.1

Le nombre de journées de travail a été le suivant pour chacune de ces années :

1890	35.263.000, soit 290 journées par ouvrier	
1891	37.987.000, — 288	—
1892	38.411.000, — 288	—
1893	36.689.000, — 276	—
1894	38.373.000, — 285	—
1895	38.898.000, — 283	—
1896	40.287.000, — 287	—
1897	41.319.000, — 288	—
1898	43.140.000, — 290	—
1899	44.258.000, — 288	—
1900	46.353.000, — 286	—
1901	47.468.000, — 290	—
1902 (Grève générale).	44.745.000, — 271	—
1903	49.441.000, — 296	—
1904	49.559.000, — 289	—
1905	50 626.000, — 289	—
1906 (Grève)	49.005.000 — 275	—

En même temps que s'accroissait le nombre des ouvriers, le nombre de journées de travail restant d'ailleurs sensiblement le même en moyenne par tête d'ouvrier, la production augmentait dans d'intéressantes proportions.

Nous avons donné plus haut le chiffre de la production depuis 1833. De 2.058.000 tonnes en 1833, la production est passée à 26.083.000 tonnes en 1890 à 33.404.000 tonnes en 1900. Elle n'a cessé de s'accroître depuis, sauf en 1901, année de ralentissement industriel, lendemain de fête puisque l'exposition s'était fermée en 1900, et en 1902, année de grève générale des mineurs.

Elle a été en 1901 de	32.325.000 tonnes
1902 (année de grève)	29.997.000 —
1903	34.906.000 —
1904.	34.168.000 —
1905.	35.928.000 —
1906 (année de grève).	34.196.000 —

Certes, la consommation s'accroissait en même temps.

De 36.653.000 en 1890, elle est passée en 1900 à :

1901	46.773.000 tonnes
1902	44.810.000 —
1903	48.180.000 —
1904	47.030.000 —
1905	48.667.000 —
1906	51.782.000 —

Les importations principalement anglaises, allemandes et belges, ont suivi la même progression : elles étaient en 1890 de 11.603.000 tonnes.

Nous les retrouvons en 1900 à 16.177.000 tonnes.

Mais à partir de 1901 elles passent à 15.441.000 en légère diminution :

1902	15.132.000 tonnes
1903	14.802.000 —
1904	14.562.000 —
1905	14.007.000 —

Elles remontent en 1906 à 18.742.000 tonnes, à raison de la grève.

Pendant ce même laps de temps, nos exportations, bien que relativement minimales, vont sans cesse en augmentant :

En 1900	927.000 tonnes
1901	719.000 —
1902	843.000 —
1903	959.000 —
1904	1.207.000 —
1905	1.858.000 —

(Année de grève et de grosses consommations nationales).

1906	1.448.000 tonnes
----------------	------------------

Ces deux mouvements inverses sont dignes d'être constatés si l'on songe que la consommation s'accroît sans cesse.

Mais il est nécessaire de remarquer encore que la production moyenne annuelle par tête d'ouvriers est à peu près restée la même depuis 1890. A cette date elle était de 300 tonnes pour les ouvriers du fond et de 215 pour l'ensemble du personnel.

En 1900 elle est de :

287 tonnes pour les ouvriers du fond et de 206 pour l'ensemble du personnel.

1901,	275	—	—	—	197	—
1902,	253	—	—	—	182	—
1903,	289	—	—	—	209	—
1904,	277	—	—	—	199	—
1905,	283	—	—	—	205	—
1906,	264	—	—	—	192	—

La production journalière et personnelle accuse en 1893 (date à laquelle elle apparaît pour la première fois dans les statistiques de l'industrie minérale), 1.002 kil. pour les ouvriers du fond et 761 pour l'ensemble du personnel.

En 1900, 1.009 kil. pour les ouvriers du fond et 721 pour l'ensemble du personnel.

1901,	956	—	—	—	681	—
1902,	951	—	—	—	706	—
1903,	986	—	—	—	670	—
1904,	967	—	—	—	689	—
1905,	997	—	—	—	710	—
1906,	988	—	—	—	698	—

Elle avait atteint le chiffre maximum en 1898 avec 1.060 kil. pour les ouvriers du fond et 750 kil. pour tous les ouvriers sans distinction de spécialité.

Si l'on tient compte de ce fait que cette production journalière a été sans cesse en s'accroissant de 1893 à 1898 et même 1900, qu'après avoir subi un recul en 1901 et en 1902 pour les motifs ci-dessus signalés, elle s'est remise à

croître, on pourra en conclure, croyons-nous, que jusqu'à présent la législation spéciale du travail dans les mines n'a pas exercé plus d'influence sur la production qu'elle n'en a exercé sur le chiffre du personnel.

SECTION II. — Conditions et durée du travail.

L'organisation du travail dans la mine comporte deux phases : la production et l'extraction.

C'est ce qui explique l'existence de la hiérarchie du personnel que nous avons indiquée au commencement de cet ouvrage. Elle repose, telle que le comprennent aujourd'hui les Compagnies, sur un principe, très critiquable, d'ailleurs, mais que la plupart des exploitants considèrent comme intangible. c'est que : le mineur proprement dit (ou piqueur) en arrivant le matin à sa taille doit trouver le chantier propre et complètement déblayé. Lorsqu'à la fin de la journée, les rouleurs remontent, il ne doit plus y avoir au fond de la mine de charbon abattu.

En France le travail du fond est organisé à trois postes : un *poste au charbon*, un *poste à terre*, un *poste de réparation*.

Le premier est le plus important : c'est celui pendant lequel on produit le combustible. Il va de 5 heures du matin à 1 heure de l'après-midi.

Le deuxième commence vers 2 heures ou 2 heures 1/2 et dure jusqu'à 10 heures du soir, il est utilisé pour consolider les boisages placés le matin par les mineurs au cours de leur travail, pour remblayer les vieux travaux, pour élargir et mettre en état de viabilité certaines galeries, etc.

Le poste de réparation est, quant au nombre des ouvriers qui y participent, le moins important de tous : il comprend

des travailleurs appartenant aux différents corps d'état utilisés au jour : maçons, charpentiers, forgerons, etc. Il est chargé de réparer les puits, de visiter les câbles, d'assurer en un mot l'entretien des moyens d'accès de la mine.

Le poste au charbon est le plus nombreux. Dès que l'ouvrier arrive au fond, il amène à pied d'œuvre les bois qui lui seront nécessaires au cours de son travail. Le chantier est livré à une équipe de quatre hommes : l'un d'entre eux commande les trois autres. Parmi ceux-ci, deux sont des ouvriers, le quatrième est un aide et les salaires vont en décroissant du chef à l'aide. Le gros effort des ouvriers s'accomplit de 5 heures à 8 heures du matin : il s'agit de détacher de la paroi le plus gros bloc de charbon possible en le coupant par le pied (1). Ce travail est en général terminé vers 8 heures ou 8 heures 1/2 et à ce moment l'ouvrier prend un repos de 20 à 30 minutes. Il en profite pour manger ce qu'on appelle « le pain » dans le Centre, « le briquet » (2), dans la région du Pas-de-Calais ou du Nord.

Le travail est repris vers 8 heures 1/2 ou 8 heures 40 et dure sans arrêt jusqu'à l'heure de la montée.

Il faut remarquer que la production est limitée par les précautions qu'il est nécessaire de prendre pour assurer la sécurité : pour éviter les éboulements, l'ouvrier est obligé de boiser à mesure qu'il avance : il doit aller chercher les bois dans des dépôts déterminés, et placés à une certaine distance du chantier. Cette question des bois tient une place importante parmi les causes de conflits qui éclatent dans les mines. Les ouvriers se plaignent que les Compagnies établissent leurs dépôts trop loin des chantiers, ce qui les oblige à des trajets trop longs, occasionne des pertes de

(1) C'est ce travail qui constitue le havage.

(2) Le briquet est un énorme sandwich au fromage ou à la viande.

temps et ralentit la production. Ils se plaignaient aussi en 1905, lorsque nous nous trouvions dans le Pas-de-Calais, que ces bois étaient en nombre insuffisant, au moins au début de la journée ; comme chaque ouvrier prend en se rendant au travail le bois dont il a besoin, cette pénurie obligeait les ouvriers à descendre le plus tôt possible pour s'assurer la possession des bois nécessaires à leur sécurité. Les derniers arrivés n'étaient pas servis ou l'étaient mal et force leur était d'attendre pour pouvoir travailler sans danger.

Cette partie du travail, le boisage, doit être surveillée de très près par les ingénieurs et les porions. Elle risque, en effet, d'amener de graves accidents : l'ouvrier néglige parfois les précautions les plus élémentaires pour produire davantage et s'assurer un gain plus élevé.

Le travail dans la plupart des mines du Nord et du Pas-de-Calais est pénible à raison du peu d'épaisseur et de la dureté des couches. L'ouvrier travaille couché ou accroupi, n'ayant pour lancer son outil qu'un champ extrêmement restreint. La dépense de force est plus considérable que dans la région de Saint-Etienne, par exemple, où les couches sont épaisses, mais par contre, la température y est plus supportable.

Les mineurs ne sont pas les seuls exposés aux inconvénients que nous signalons ici.

Les rouleurs mènent une existence peu enviable : ils doivent conduire les vagonnets jusqu'au puits d'extraction et sont exposés eux aussi à des chances d'accident assez nombreuses. Les conditions de travail ne sont pas les mêmes pour eux que pour les mineurs proprement dits. En principe, ils gagnent moins, et dans la hiérarchie ouvrière ils apparaissent comme placés à un degré inférieur. Mais,

en outre, ils ne sont pas assimilés aux mineurs, en ce sens, qu'à raison de l'organisation habituelle du travail dans les mines, ils commencent leur journée plus tard que les ouvriers de l'abattage et la finissent plus tard aussi.

Les exploitants partent de ce principe qu'à la fin de la journée les chantiers doivent se trouver complètement débarrassés du charbon qui les encombre : les rouleurs doivent donc descendre le matin un peu plus tard que les piqueurs, car il faut que ceux-ci aient eu le temps d'abattre du charbon. Par contre ils remontent plus tard et fournissent une journée de travail plus longue. En effet, la houille foisonne, c'est-à-dire qu'une fois détachée de la paroi elle acquiert un volume plus considérable que celui qu'elle occupait auparavant et il faut plus de temps pour l'enlever que pour l'abattre.

Dans nombre d'exploitations visitées par nous, cette organisation apparaît comme intangible : exploiter autrement ne semble pas possible. Et cependant, il y a des mines dans lesquelles le travail est organisé tout autrement, sans que la production ait à en souffrir le moins du monde. A Bruay, par exemple, tous les ouvriers descendent en même temps, prennent leur repos à la même heure, remontent à la même heure. On laisse sur place, le soir, la houille qui reste à enlever, et le travail se continue sans arrêt, sans à-coup le matin. Nous n'avons pas entendu dire que cette façon de procéder présentât de gros inconvénients. La production n'en souffre pas puisque Bruay est l'une des exploitations les plus florissantes du Pas-de-Calais. Les ouvriers en sont satisfaits ; les grèves n'y éclatent guère que par répercussion, c'est-à-dire par esprit de solidarité ou par contrainte. Il serait à souhaiter que ce système se généralisât : il permettrait d'éviter bien des causes de conflits entre patrons et ouvriers.

Dès que le poste au charbon est terminé, l'ouvrier remonte, rentre chez lui, procède à sa toilette et vers 3 heures peut se livrer aux occupations qui l'intéressent.

Le poste à terre, moins nombreux que le précédent, est plus difficile à recruter. L'ouvrier n'aime pas descendre aussi tard dans la journée, pour remonter ensuite au milieu de la nuit. Aussi l'un des moyens employés pour maintenir la discipline dans le personnel, consiste-t-il à faire passer les ouvriers qui ne donnent pas satisfaction à l'exploitant, du poste du matin au poste de l'après-midi.

Il n'y a lieu de présenter aucune observation sur le poste de réparations. Aussi bien les ouvriers qui le composent ne sont-ils pas des mineurs proprement dits.

Que faut-il penser de la durée du travail ? C'est de beaucoup la question la plus actuelle en matière de mines. Nous avons montré que la loi du 29 juin 1905 était intervenue pour réduire la durée de la journée de travail. Avant le vote de cette loi, la durée de séjour de l'ouvrier dans le fond de la mine était supérieure à 9 heures. Cela résulte de l'examen de l'enquête parlementaire de 1902 et des recherches auxquelles nous nous sommes personnellement livré. Mais la durée du travail effectif n'atteignait pas ce nombre d'heures, car il fallait tenir compte du temps de repos et du trajet à accomplir pour arriver jusqu'au chantier et en revenir.

Dans les réponses qu'elles adressèrent à la Commission des mines en 1907, les Compagnies ou du moins la plupart d'entre elles, déclarent que la durée de trajet, des plus variables, d'ailleurs, et rarement inférieure à 45 minutes, ne doit pas être comptée dans le calcul des heures de travail.

Mais il serait imprudent d'adopter sans examen une telle opinion : 1° D'abord, les réponses des Compagnies sont la plupart du temps contredites par celles des syndicats.

2° Ensuite les Compagnies ne tiennent pas compte des difficultés de trajet qui, dans le Nord et le Pas-de-Calais sont réelles et nombreuses.

Dans ces régions, le trajet, tel que nous l'avons fait et qu'il est fait chaque matin par les ouvriers, constitue un véritable travail. A partir d'un point, souvent fort éloigné du chantier, l'ouvrier est obligé de charger sur son dos les bois qui vont étayer son chantier et de les transporter jusqu'à pied-d'œuvre. Or si l'on tient compte de ce fait que dans les régions du Nord les galeries n'ont pas la hauteur d'un homme debout, qu'il est parfois nécessaire de passer par des cheminées verticales que l'ouvrier escalade à la façon des ramoneurs, qu'il lui arrive de descendre des plans inclinés et que ce dernier exercice est au moins aussi pénible que le précédent, on comprendra qu'il serait faux et injuste de considérer ce trajet comme une simple promenade.

Quoi qu'il en soit, dès avant 1905, la durée du travail effectif, c'est-à-dire du temps pendant lequel le mineur maniait son pic ou sa pioche, était inférieure à 8 heures au dire des Compagnies, égale à 8 heures ou à 8 h. 1/2 au dire des ouvriers.

Les herscheurs et les galibots sont encore retenus beaucoup plus longtemps au fond : l'extraction du charbon dure jusqu'à 1 h. 1/2 ; à partir de ce moment les cages remontent les mineurs jusqu'à 2 heures. Puis à partir de 2 heures ou 2 h. 1/4 on recommence l'enlèvement de la houille et ce travail dure jusqu'à 4 heures ou 4 h. 1/2. Cette anomalie est d'autant plus frappante que, comme on le verra plus loin, les ouvriers qui en sont chargés sont moins payés que les mineurs.

La réforme accomplie par la loi du 29 juin 1905 risquerait d'être mal comprise : elle ne concerne en effet que les

catégories d'ouvriers dont la durée de présence est la plus courte au fond de la mine. Mais il faut tenir compte :

1° De ce fait que la besogne de ces ouvriers est la plus rude.

2° De ce que la loi a eu pour objet d'empêcher les longues coupes, hors des cas assez mal délimités d'ailleurs par le texte de la loi.

3° De ce que le personnel des herscheurs ou rouleurs est fonction du personnel des mineurs et qu'abrégé la durée du travail pour les uns semble équivaloir à diminuer la durée de présence pour les autres.

4° De ce fait que les mineurs ont accepté cette loi comme une pierre d'attente grâce à laquelle il sera possible d'arriver pour tout le monde à la journée de huit heures.

Nous avons d'ailleurs déjà signalé qu'une proposition de loi avait été votée en 1907 pour mettre un terme à cette situation.

En fait, la loi a soulevé dans le sein du Parlement les plus vives discussions. On a fait entendre avant son vote les plaintes les plus vives. La discussion du nouveau projet Basly du 11 juin 1906 a donné lieu à la réédition des arguments qui avaient été présentés pour ou contre le projet lors de la discussion de la loi.

L'un des arguments principaux invoqués par les adversaires de toute intervention législative consiste à montrer que la production houillère française est insuffisante, que le vote d'une loi ramenant à 8 heures la durée du travail dans les mines équivaldrait à une diminution de production de 6 à 10 0/0 suivant les Compagnies (1). Limiter la durée de la journée, c'est limiter la production, c'est agir

(1) Chambre des députés. Séance du 5 juillet 1907. Discours de M. Aynard, député du Rhône.

contre les intérêts de tous les citoyens pour satisfaire aux désirs d'un petit nombre d'ouvriers. Il est nécessaire, dit-on, que les rouleurs travaillent plus longtemps que les ouvriers mineurs. Supprimer la différence qui existe entre les deux catégories d'ouvriers c'est augmenter le prix de revient, diminuer le nombre des ouvriers productifs, car étant donnée la pénurie de la main-d'œuvre, il faudra bien former un personnel de rouleurs au détriment du personnel destiné à l'abatage si l'on veut que la journée du rouleur soit égale en durée à celle du mineur. Ce sera aussi nous obliger à subir les prix de l'étranger et à faire peser sur le consommateur un impôt déguisé d'au moins 300 000.000 de francs. Et comme dernier argument, on montre qu'en 1906, la production houillère française a fléchi dans de fortes proportions.

Il est permis de répondre à cela que la diminution signalée à la Chambre pour la production houillère en 1906 ne concerne que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Elle peut être attribuée en grande partie à la catastrophe de Courrières qui a diminué la main-d'œuvre dans des proportions considérables (1.092 à 1.100 victimes en chiffres ronds) et à la grève qui l'a suivie ; par contre dans les régions où ne se sont produits ni grèves ni catastrophes la production a augmenté.

Saint-Etienne	est en augmentation de	150.000 T.
Blanzv	—	80.000 T.
Commentry et St-Eloi	—	160.000 T.
Le Gard	—	70.000 T.

Marles, où il n'y a presque pas eu de grèves, a augmenté sa production de 21 000 tonnes et Bruay, où la grève n'a pas éclaté, a produit 65.000 tonnes de plus qu'en 1905.

Il faut donc considérer la diminution de 1906 comme purement accidentelle. Nous ne pouvons d'ailleurs connaître les

effets de la loi de 1905. L'année 1906 qui aurait pu servir de terme de comparaison a été troublée par une catastrophe et par une grève. Les résultats de l'année 1907 ne sont pas encore publiés. Et enfin la loi n'a pas encore atteint le dernier palier qu'elle a prévu.

Tout ce qui a été dit sur la diminution de production par la réduction de la journée de travail ne repose en réalité sur rien de précis. Tout cela est affaire d'appréciation personnelle et seules des statistiques pourraient donner de sérieux arguments pour ou contre le régime nouvellement établi.

Si dans l'enquête parlementaire certains exploitants paraissaient très inquiets de cette réduction, il en est que nous avons interrogés et qui semblaient moins pessimistes.

D'ailleurs la loi du 29 juin 1905, pas plus que la proposition Basly du 12 juin 1906, n'ont eu en vue la diminution de production : elles ont toutes deux visé les longues coupes et c'est parce que les mesures prises en 1905 étaient insuffisantes à cet égard, qu'une nouvelle proposition de loi a été déposée sur le bureau de la Chambre. Mais ce n'est pas la longue coupe qui assure la production régulière de la mine : la longue coupe est et doit être une mesure exceptionnelle. La mise en mouvement et l'arrêt de tout le personnel aux mêmes heures, voilà ce qui est réclamé et nous ne croyons pas que cela soit un mal. Les mines de Bruay (il faut bien en revenir toujours à elles, puisqu'elles sont seules en France organisées de cette façon), les mines de Bruay, disons-nous, se sont volontairement imposé ce régime et cependant la situation de la Compagnie est très prospère.

La longue coupe n'est pas en réalité un moyen de production normal : les ouvriers s'en rendent parfaitement compte. C'est un travail *extra* : il serait absurde de la représenter comme destinée à amasser du stock sur le carreau de la mine pour le plaisir d'en avoir. Il est trop évident pour

que nous y insistions que l'intérêt du producteur n'est pas de conserver sur le carreau un produit qui risque de s'abîmer s'il n'est pas immédiatement consommé. Mais que les Compagnies viennent dire qu'elles ne font du stock que pour parer à une demande extraordinaire ou que pour éviter le chômage de leurs ouvriers, cela apparaît comme excessif. Les nombreux ouvriers que nous avons interrogés à ce sujet se sont montrés unanimes à dire que la production du stock résultant des longues coupes n'était pas l'effet d'une mévente quelconque, mais précédait les grèves.

Simple coïncidence ou précaution de la part des Compagnies, nous ne pouvons rien affirmer, mais nous ne saurions admettre non plus que tous les ouvriers enquêtés se soient trompés ou aient menti.

Des moyens proposés pour parer à l'éventualité d'une diminution dans la production de la houille, aucun n'apparaît comme pratiquement réalisable.

On a proposé l'organisation du travail au moyen de deux postes au charbon successifs. Mais, pour qui connaît nos régions minières, cette création de deux postes producteurs apparaît comme une utopie ou en tous cas comme frappée d'un vice rédhibitoire.

La sécurité exige d'abord qu'il n'y ait qu'un poste abatteur. Cela tient à la façon dont le salaire est payé. Nous aurons l'occasion de voir plus loin que le salaire des mineurs est à la tâche. Plus ils produisent plus ils sont payés. Si l'on fait travailler successivement deux postes, le premier produira beaucoup et *négligera de se boiser* pour augmenter son tonnage journalier. Le deuxième sera forcé de parer à ce danger immédiat et ne pourra se mettre au travail que lorsque les chances d'accident auront disparu. Ce poste, obligé de faire un travail de boisage supplémentaire, parviendra, sans doute, à assurer sa sécurité, mais

il produira moins et gagnera moins. Cette situation créera des difficultés sans issue.

D'autre part, si l'on admettait le double poste, la mine n'aurait pas le temps de se reposer, c'est-à-dire que les parois continuellement entamées laisseraient échapper une quantité de gaz plus considérable : l'aérage serait plus difficile et les chances d'accident augmenteraient.

Elles augmenteraient non seulement du chef du grisou, c'est une éventualité à laquelle on pourrait remédier par une augmentation de l'aérage, mais il faudrait redouter surtout les éboulements. Il ne suffit pas en effet d'extraire la houille, encore faut-il remblayer les cavités que le mineur a creusées. Comment pourrait-on le faire sans augmenter outre mesure le roulage et sans diminuer en même temps l'entretien des voies ? Si le courant de charbon qui circule dans les galeries est continu, le temps manquera pour installer ou réparer les moyens de transport souterrains. Les plans inclinés et les dispositifs spéciaux qui servent à la traction de la houille exigent des soins constants qu'il serait impossible de leur donner si le travail d'extraction devenait continuél (1).

Enfin, la question de main-d'œuvre intervient aussi. Les producteurs se plaignent de ne point avoir assez d'ouvriers pour travailler à un seul poste. Leurs plaintes sont, pour le moment, justifiées, et des accidents comme ceux de Courrières ne sont pas faits pour mettre un terme à cette situation fâcheuse. A l'heure actuelle, il ne serait pas aisé de trouver le nombre d'hommes nécessaires à une exploitation organisée en double poste. Cela, d'ailleurs, ne constitue pas un empêchement absolu, car la population d'un certain

(1) Procès-verbal de la Commission des mines. Rép. écr., T. I, p. 84 et suiv.

nombre de centres houillers (surtout dans le Nord et le Pas-de-Calais) s'accroît très rapidement par augmentation de natalité.

Mais, il faut compter avec les habitudes de la population ouvrière. Le mineur aime travailler le matin ; le recrutement du deuxième poste, bien que comportant moins de personnel, est toujours difficile. Il est peu probable que l'on arrive à modifier cette hostilité de l'ouvrier pour le travail de l'après-midi.

Donc, de l'aveu de tout le monde, ingénieurs et ouvriers, ce doublement de poste n'apparaît pas comme une solution réalisable.

Dans ces conditions, ne pourrait-on, pour augmenter la production, se servir de machines pour l'abatage ? A cet égard l'Amérique offre un exemple remarquable ; l'emploi des hâveuses mécaniques y a donné d'excellents résultats.

Malheureusement ce procédé d'exploitation ne saurait être utilisé chez nous.

L'emploi de machines exige des conditions de terrain que l'on ne rencontre que très rarement en France : épaisseur suffisante de la couche, solidité des parois de la couche, parois sur lesquelles l'instrument prend son point d'appui.

Or dans le Nord et le Pas-de-Calais les veines sont très minces, l'épaisseur moyenne est de 0,90 à 1 mètre. Les veines de 2 mètres sont très rares et il est fréquent de rencontrer des couches de 0,40 à 0,45 de hauteur qui sont exploitées. Il est matériellement impossible de se servir de machines dans ces terrains. Dans d'autres régions (comme celle du Centre et surtout de Saint-Etienne) les parois de la couche ne sont pas assez solides pour permettre l'emploi de moyens mécaniques.

On emploie d'ailleurs avec succès des perforeuses pour

percer des galeries et des trous de mine, mais dans la pierre les conditions de résistance et de solidité sont différentes.

Peut-on espérer que le rendement individuel de l'ouvrier augmentera ? Nous ne le pensons pas. Le travail actuel est déjà très « serré ». Il faut « *taper dur* » pour arriver à produire un salaire raisonnable et il ne semble pas possible de demander à l'ouvrier un effort plus considérable. Il faut se rappeler que le gros du travail, l'ouvrage pénible se fait entre 5 et 8 heures 1/2 du matin, c'est l'heure intéressante, celle où tout le monde travaille avec âpreté. Mais vers 9 heures cette ardeur diminue, et l'on constate alors dans la mine ce fait bien souvent remarqué dans la plupart des industries, c'est que la production de fin de journée est moins considérable que celle du commencement de la journée de travail.

Et c'est peut-être un peu là-dessus qu'il est permis de compter, pour espérer que la diminution de production prévue ne se réalisera pas, ou ne se réalisera qu'en partie seulement.

Ce serait d'ailleurs une erreur de croire qu'avec la diminution de durée de la journée, tout sera perte pour les Compagnies ; elles bénéficieront bien, elles aussi, de cette modification par une diminution de certains frais généraux (éclairage, chauffage des ateliers du jour, etc.). Ceci sera presque insignifiant. Mais il y aura aussi diminution des chances d'accidents, car l'ouvrier plus reposé sera plus prudent et cela est à prendre en considération.

Nous ne parlons là que du rendement individuel tel qu'il peut exister avec les conditions actuelles du travail. Mais si certaines de ces conditions étaient modifiées, peut-être les Compagnies parviendraient-elles à parer à l'éventualité d'une diminution de production.

Il faudrait, selon nous, faciliter le cheminement dans la

mine aussi bien pour le va et vient des ouvriers que pour l'extraction de la houille.

S'il existe un nombre considérable de mines qu'il est facile de parcourir, il en est trop d'autres dans lesquelles les voies d'accès sont basses et difficiles. Les Compagnies ne recourent pas volontiers les galeries basses pour en augmenter la hauteur, car cela accroît en même temps leurs frais généraux. Mais elles perdent ainsi en travail ce qu'elles récupèrent en argent non dépensé et la balance ne leur est pas favorable. N'avons-nous pas tous lu dans les journaux, au moment de la catastrophe de Courrières, que l'un des principaux obstacles à la protection de la mine et au sauvetage des victimes a résidé dans les faibles dimensions des galeries, ce qui paralysait les efforts des sauveteurs ? Et que penser des autres mines si l'on songe que Courrières passait pour un modèle, s'il faut en croire du moins le témoignage de satisfaction que se décernait l'administration de cette Compagnie lors de l'enquête parlementaire de 1902 (procès verbal cité).

Et si ce peu d'élévation constitue un obstacle au travail, comment croire qu'il ne fait pas perdre un temps précieux à l'ouvrier qui se rend à son travail ou qui en revient, et à ceux qui sont chargés de conduire des trains de houille ?

Il y a là un point à examiner et si ce n'est une solution, ce pourrait être du moins un palliatif peu coûteux à une solution que certains veulent voir mauvaise.

CHAPITRE III

CONTRAT DE TRAVAIL. — SALAIRES. — CONFLITS.

A l'importante question de la durée et des conditions du travail, succèdent toutes les questions qui concernent le contrat de travail, les salaires, les conflits, voire même les groupements patronaux ou ouvriers.

Il y a lieu de les classer en deux groupes : celles qui n'ont rien de très spécial aux ouvriers mineurs et auxquelles il n'y a lieu que de consacrer quelques lignes, celles au contraire, qui, particulières aux mineurs, présentent des aspects curieux ou qui soulèvent des contestations importantes.

Les questions dont nous ne nous occuperons que superficiellement sont celles du contrat de travail (embauchage et débauchage), des conflits et des groupements. De celles-ci nous n'aurons que peu de chose à dire.

Par contre, il y aura lieu de s'attarder plus longtemps au problème du salaire qui domine de beaucoup toutes les autres questions.

Il est inutile d'examiner en détail le contrat de travail. Il est régi par les règles établies en pareille matière par le Code civil et les usages. Deux points cependant présentent quelque intérêt : l'embauchage et l'évolution de la notion de ce contrat.

En ce qui concerne l'embauchage, disons qu'il est relativement facile et très souvent local : on n'improvise pas un mineur ; le travail du fond est un métier qui exige une certaine habitude, un apprentissage.

L'embauchage se fait donc de préférence parmi les enfants de mineurs. Nous avons vu déjà comment ceux-ci s'habituèrent graduellement à leurs occupations. Mais à l'heure actuelle ce mode de recrutement est insuffisant.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais où les familles de mineurs sont nombreuses, le problème de la main-d'œuvre trouvera une solution facile, quand plus tard les enfants seront devenus des hommes : pour le moment, comme d'ailleurs dans les autres régions moins prolifiques, il faut, pour atténuer l'insuffisance du personnel local, accepter la main-d'œuvre qui vient s'offrir. Ce mode de recrutement présente des inconvénients, voire même des dangers. Il nous a valu, au moins dans le Nord et le Pas-de-Calais, l'introduction de l'ankylostome dans les mines. Averties par cette expérience les Compagnies soumettent les nouveaux ouvriers, avant de les admettre dans les travaux à un très sérieux examen médical. Ce système se généralise de plus en plus pour éviter la diffusion et pour provoquer la disparition de ce fléau.

D'ordinaire l'ingénieur de fosses est chargé de l'embauchage. L'ouvrier qu'il accepte est envoyé au médecin. Si celui-ci reconnaît qu'il remplit les conditions sanitaires exigées, il contresigne le bulletin d'embauchage. L'ouvrier est alors appelé à fournir certaines pièces (acte de naissance, acte de mariage) dont la production est rendue nécessaire par la loi sur les retraites.

Abstraction faite du mode de recrutement des ouvriers, le contrat de travail dans les mines est remarquable par l'évolution qu'il subit. Il tend à devenir *collectif*. Les différentes conventions passées depuis 1889 avec les mineurs en sont une preuve. Sans entrer dans leur détail, il importe de constater dès maintenant que si l'embauchage est encore

individuel, le contrat revêt la forme collective : les Fédérations de syndicat traitent avec des groupements de patrons pour le relèvement des salaires ou pour la plupart des différends qui sont soulevés.

Telle mesure adoptée l'est d'une façon générale pour tous les mineurs pour des catégories d'ouvriers ou pour tous les ouvriers, et cette évolution est assez importante pour qu'elle mérite d'être signalée en tête de ce chapitre.

*
* *

Les conflits sont, comme dans toutes les autres industries, individuels ou collectifs. Individuels ils tiennent à une foule de causes que nous ne pouvons songer même à énumérer, mais qui se traduisent par le *renvoi*. La rupture du contrat du travail est régie par les mêmes principes que partout ailleurs. S'il y a des contestations, elles sont tranchées par les juridictions de droit commun. Les mineurs n'ont point de tribunaux de prud'hommes, bien qu'une proposition de loi récente (1) ait été déposée pour en obtenir la création.

Collectifs, les conflits ont pour cause les conditions mêmes du travail et du salaire. Ils se caractérisent dans certaines régions (Nord et Pas-de-Calais) par ce fait qu'ils sont en général provoqués par les jeunes ouvriers et subis par les anciens.

Un simple avertissement suffit, d'ordinaire, pour empêcher le mineur de se rendre à son travail. Les mineurs passent le matin dans chaque coron prévenir qu'il n'y a pas

(1) V. proposition de loi du 12 juin 1906 déposée par M. Basly sur le bureau de la Chambre, *J. off.*, 1906, *Doc. parl.*, 1906, n° 33, p. 487. Rapport Bouveri, 11 juillet 1906, *Doc. parl.*, n° 258, p. 920.

« coupe » et la plupart du temps la grève éclate sourdement, simplement, sans violence au début.

Pas plus qu'ailleurs, nous ne rencontrons en matière de grève minière d'institution d'arbitrage préalablement organisée. Au cours de la grève, sont provoquées des interventions parlementaires, gouvernementales ou administratives qui, pour un temps, mettent fin au conflit.

Quels que soient les motifs de ces grèves, quelle que soit la justice ou parfois l'injustice de leur cause, beaucoup d'entre elles ont pour origine première le remarquable défaut de confiance des ouvriers vis-à-vis des employeurs. Ces défiances sont provoquées par des questions confessionnelles et politiques : l'ouvrier craint, par dessus tout que l'on porte atteinte à sa liberté de conscience ou de pensée. Tels travailleurs, dans la Saône-et-Loire notamment, se défient d'une direction protestante et l'on en trouve des traces dans les procès-verbaux de l'enquête parlementaire de 1902 ; tels autres accusent des directions catholiques de favoriser ceux de leurs camarades qui envoient leurs enfants au catéchisme ou qui suivent les offices religieux ; tels autres enfin n'attribuent leur passage d'un chantier facile à un chantier plus pénible qu'à leur présence dans un syndicat rouge. Il est certain qu'il y a eu beaucoup d'abus ; il ne nous semble cependant pas qu'à l'heure actuelle ces questions puissent exercer une très grosse influence sur le sort de l'ouvrier. Mais si les causes de défiance ne sont que rarement justifiées par des faits, la défiance subsiste : elle seule doit être rendue responsable de bien des conflits.

*
* *

Le mouvement syndical s'est produit dans les mines

comme dans les autres branches de l'industrie. C'est dans les quatre grands bassins houillers de la France qu'il s'est manifesté avec le plus d'intensité. Nous trouvons dans le Nord 17.444 syndiqués (4 syndicats), dans le Pas-de-Calais 35.250 (3 syndicats), dans la Saône-et-Loire 7.383, dans le Puy-de-Dôme 1.554, dans la Loire 7.000, dans le Tarn 2.017, dans le Gard 1.430.

Il ne faudrait pas cependant s'exagérer l'importance de leur action. Certains ont pu regretter que la politique ait envahi les syndicats du Nord et du Pas de-Calais (1). Il était difficile qu'il en fût autrement. La grève est un moyen extrême qui ne doit être employé que dans des circonstances exceptionnelles et, quoi qu'on en ait pu dire, les populations des Flandres ont trop le souci de leurs intérêts pour se permettre de les compromettre par des conflits intempestifs. Si les syndicats de cette région se sont occupés de politique, c'est qu'ils désiraient avoir au Parlement des représentants capables d'exercer une surveillance permanente sur les mesures législatives nécessaires à la défense des revendications qu'ils présentaient. Il est bien certain que le seul moyen pacifique d'obtenir l'intervention de l'Etat, de provoquer les réformes que nous avons exposées dans la première partie de ce travail, était d'envoyer des mineurs siéger à la Chambre des députés. MM. Basly et Lamendin, qui ont participé à la confection de la plupart des lois minières, M. Bouveri qui dans les discussions, apportait les résultats de ses expériences personnelles, étaient qualifiés pour parler au nom des ouvriers, parce qu'il avaient vécu au milieu d'eux, et connaissaient mieux que personne le bien ou le mal fondé de leurs réclamations.

(1) Delcourt, *op. cit.*, p. 165 et s.

Ce serait, d'ailleurs, avoir une idée très fausse de ces syndicats, que des les croire uniquement occupés de politique. La politique a été pour eux un moyen de se faire entendre et d'aboutir à la défense de leurs intérêts : ils n'ont pas eu pour objet l'action d'un parti déterminé.

Il ne faut pas non plus, en lisant les chiffres cités plus haut, s'illusionner sur la puissance de ces organisations. Elles bénéficient dans le Nord et le Pas-de-Calais, d'un calme et d'une méthode qui tiennent plus au tempérament local qu'à une idée préconçue : leur influence est incontestable, mais leur puissance d'action est limitée par le peu d'abondance de leurs ressources. Nous avons entendu dans le Pas-de-Calais, MM. Beugnet et Evrard se plaindre de cette pénurie d'argent qui diminue le rayonnement des syndicats et déplorer l'indiscipline des mineurs qui provoquent et déclarent la grève contre l'avis des syndicats et en temps inopportun.

Si les tendances politiques étaient, d'ailleurs, celles que M. Delcourt prête aux syndicats miniers de la région du Nord et que l'on serait tenté d'attribuer aux autres syndicats, on comprendrait mal les difficultés que soulève à l'heure actuelle la Confédération générale du travail pour admettre dans son sein la grande Fédération minière. A lire le compte rendu de la première séance du Congrès national des mineurs (qui se tint en mai 1908 à Montceau), on a l'impression que la Confédération générale du travail redoute l'influence que pourrait exercer sur ses destinées et moyens d'action, l'appoint d'un nombre aussi considérable de travailleurs. C'est donc que cette influence serait contraire au succès des idées anarchistes que la Confédération générale du travail s'est fait un devoir de répandre dans le pays. C'est surtout parce que la Confédération générale du travail, en

présence de cette organisation puissante, ne pourrait continuer la campagne de « bluff » qu'elle a menée jusqu'à présent.

Nous ne voyons donc, pour notre part, aucun grief à dresser contre les syndicats miniers, s'ils ont, dans quelque mesure, participé à une action politique. Celle-ci n'avait pour objet que la défense des intérêts ouvriers, et cette défense est précisément le but que se proposent d'atteindre tous les syndicats à quelque parti qu'ils appartiennent.

A côté des syndicats ouvriers se trouvent quelques syndicats patronaux dits syndicats jaunes. Ils ne semblent pas jouir d'une influence bien considérable : au dire des ingénieurs que nous avons interrogés à leur sujet, ils constitueraient, dans le règlement des questions de travail, un élément plus gênant que les syndicats rouges, élément que l'on pourrait presque considérer comme perturbateur ; les Compagnies finissent, au moins dans le Nord de la France et quand il n'y a pas de grève, par être en rapports corrects avec les syndicats rouges : elles savent quelles sont leurs prétentions et n'ont pas à les ménager. Il en va différemment des syndicats jaunes qui sont plus gênants, car tout en se déclarant satisfaits de leur sort, ils réclament des égards, ils demandent autant et plus que les syndicats rouges quitte à mettre l'administration en délicatesse avec ces derniers.

Rouges ou jaunes ces groupement constituent un élément de cohésion et de discipline entre les ouvriers. Mais l'effet moral de leur influence est très contestable, leur attitude dans les récentes menaces de grève dans la Loire (janvier 1908) en est une preuve : un conflit a failli éclater entre les Compagnies et leur personnel à propos de l'application de la loi de 1905 sur la durée du travail ; le deuxième palier

de la loi devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1908 ; il semblait qu'en présence du texte adopté au Parlement aucune difficulté ne fût possible soit sur la durée du travail, soit sur l'échelle décroissante à appliquer pour parvenir à la journée de 8 heures. Cependant, contrairement à la loi votée, les syndicats ont demandé et obtenu la suppression du deuxième palier en essayant de créer une confusion sur la façon de décompter la durée de la journée.

Quelles que soient les souffrances endurées par les ouvriers et ces souffrances sont réelles, nous ne pouvons que regretter de pareils procédés. Il y a là une absence de bonne foi qui risque d'aliéner aux mineurs la sympathie de bien des gens et de faire souhaiter la substitution à l'emploi de la houille, d'autres éléments de force dont l'utilisation pourrait bien rendre moins efficaces les réclamations des ouvriers en leur enlevant une partie de leur importance.

*
* *

Abordons maintenant la question qui fait l'objet principal de ce chapitre, celle des salaires :

1^o De quels éléments se compose le salaire ?

2^o Quelle a été leur évolution et quel chiffre atteignent-ils d'après les statistiques les plus récentes ? Quelles sont les causes de leurs variations ?

3^o Quelles sont les principales difficultés qui s'élèvent à leur propos ?

Voilà les trois chefs sous lesquels on peut grouper la plupart des questions qui les concernent.

SECTION I. — Des éléments du salaire.

De même que le personnel du fond se subdivise en deux catégories, de même les salaires affectent deux formes : tous les ouvriers extracteurs sont payés à la *journée*, tous les ouvriers producteurs sont payés à la *tâche*.

Des salaires à la *journée* il y a peu de chose à dire. Les éléments qui servent à les établir sont les mêmes que ceux qui aident à l'établissement du prix de journée à la surface : âge de l'ouvrier, durée de ses services, nature des travaux, loi de l'offre et de la demande sont autant de causes qui tendent à limiter leur taux dans un sens ou dans l'autre.

Toute différente est la situation pour le salaire à la *tâche*. Il importe de remarquer tout d'abord que cette sorte de salaire est un vestige ou plutôt une atténuation de l'ancien contrat d'entreprise dont l'emploi était autrefois généralisé.

Il n'était pas rare en effet autrefois de voir mettre aux enchères les différents chantiers d'une mine, enchères publiques qui comportaient parfois des engagements écrits de l'entrepreneur, des clauses de dédit en cas d'abandon du travail.

Aujourd'hui, tout cela s'est modifié, la mode de l'exploitation minière a revêtu une forme quasi-administrative. De l'ancienne entreprise que reste-t-il ? Des vestiges : le groupement en équipes des ouvriers qui travaillent sous la direction de l'un d'entre eux qu'ils reconnaissent pour chef de chantier ; l'établissement d'un coefficient différent pour chaque ouvrier, coefficient qui sert à maintenir la proportionnalité des salaires entre les hommes d'une même équipe en tenant compte, à forfait pour ainsi dire, de leur âge, de leur expérience et de leur habileté (les coefficients s'expriment par les chiffres 10-9-8).

Mais ces ouvriers ne sont plus ceux d'un entrepreneur ; ils sont les ouvriers de la Compagnie de mine acceptés par elle et payés par elle.

Ceci ne veut pas dire que l'exploitation « à l'entreprise » ait complètement disparu. Dans certaines Compagnies comme à Anzin, les tailles font l'objet d'une adjudication

au rabais, d'une soumission. La Compagnie indique quelles sont les tailles à repasser, et au sujet desquelles elle est disposée à recevoir des offres. Mais l'ingénieur chargé de les recevoir tient compte en fait d'une double limite : une limite minima au-dessous de laquelle les offres n'assureraient plus la vie des ouvriers et ne peuvent être par conséquent considérées comme sérieuses ; une limite maxima au-dessus de laquelle le prix de revient trop élevé de la houille ne permettrait pas à la Compagnie une exploitation rémunératrice. Il accepte l'offre qui se rapproche le plus de la limite minima.

Dans cette hypothèse l'entreprise peut être concédée pour plusieurs mois : en principe les prix ne devraient subir aucun changement pendant la durée du travail. En réalité, d'après le rapport de M. l'ingénieur des mines d'Anzin à la Commission parlementaire, les prix sont améliorés lorsque la taille devient mauvaise.

En fait, cette forme d'entreprise est exceptionnelle aujourd'hui. Dans la plupart des cas, les ouvriers embauchés par la Compagnie sont groupés en équipes. L'équipe est composée de 2 à 5 hommes hiérarchisés entre eux par une échelle décroissante de salaires ; l'équipe de 5 hommes comprend en général deux ouvriers proprement dits, payés à 10, c'est-à-dire possédant le coefficient 10, un aide à 9 (coefficient 9), un aide à 8 (coefficient 8) et un chargeur payé à la journée. Pour chaque équipe les prix de tâche sont débattus tous les 15 jours entre l'ingénieur de fosse ou le porion et le chef de chantier à tant l'unité de mesure.

Cette unité est variable : elle était assez fréquemment autrefois le *mètre carré*. On payait non point d'après le cube des matières enlevées, mais d'après les surfaces défilées. On rencontre encore ce mode de fixation du prix de tâche

dans quelques exploitations du Pas-de-Calais. On le trouve par exemple à Nœux où le prix est établi au mètre carré, mais en tenant compte de l'épaisseur de la veine ; tant que l'épaisseur ne varie pas, le prix reste le même. Il est revu tous les quinze jours.

C'est un système que l'on conserve dans les exploitations où la malpropreté du charbon ne permet pas d'établir le prix de tâche d'après le cube ou le poids.

Entre autres inconvénients, il a celui d'obliger l'exploitant à surveiller d'assez près l'ouvrier pour l'empêcher de mettre du charbon dans les remblais.

La plupart du temps l'unité de base pour le mineur au charbon c'est la *benne*, dont le prix est très variable suivant les régions.

Le salaire de l'ouvrier représente un certain nombre de *bennes*, sans qu'on ait à se préoccuper du volume ou du poids de la houille enlevée. Nous verrons que cette situation n'est pas sans inconvénient.

Les éléments qui entrent dans la composition du prix de la benne sont nombreux. Le premier et l'un des plus importants concerne l'abatage ou pour mieux dire l'état du terrain exploité. C'est lui que les ingénieurs et les mineurs prennent surtout en considération pour passer leur marché : c'est la densité et la consistance de la houille qui servent surtout à l'évaluation de cet élément du salaire. Si le sol est dur l'ouvrier n'arrive pas « à faire sa journée » et le prix augmente. Si le charbon est tendre, l'ouvrier gagnerait trop parce qu'il produit trop vite, le prix de base diminue. Autre considération de terrain : si le plafond est solide, le boisage est plus espacé, le travail doit se payer moins cher ; si le plafond est mouvant (à Saint-Etienne), le piqueur est obligé d'avancer moins vite pour se garer des

éboulements, il perd plus de temps et de peine à boiser, il faut le payer davantage. Mais, en outre, il faut l'indemniser du chargement sur le wagonnet, et de ce qu'on appelle le « boutage » c'est-à-dire du temps employé à pousser, à « bouter » la benne jusqu'à la voie principale où elle sera accrochée à d'autres et de là portée au jour.

Le prix de la benne n'est habituellement formé que de ces éléments. D'une façon normale il n'en comporte pas d'autres. Tout ce qui présente un caractère accidentel se paie à part : les boisages de sécurité, par exemple, ou les boisages d'entretien font l'objet de prix spéciaux.

Pour le mineur au rocher, l'unité d'évaluation est le *mètre courant* (mètre d'avancement). Mais là encore les éléments sont nombreux et comprennent : l'abatage du rocher auquel on peut appliquer les mêmes considérations que pour l'abatage de la houille, la mise en place du remblai produit par les fragments de roche, le boisage, là où il est nécessaire, et enfin l'explosif. Ce dernier élément paraît assez bizarre à première vue, car il implique que c'est l'ouvrier qui achète et fournit sa dynamite. Mais il n'y a là qu'une mesure théorique, une mesure d'ordre qui permet un contrôle des explosifs consommés, le prix de ceux-ci incombant en réalité et en dernière analyse aux Compagnies.

Ce sont dans les deux cas les éléments matériels du salaire, mais ce ne sont pas les seuls. A côté de ceux-là, il y a des éléments moraux, qui expliquent les différences de salaires entre les ouvriers de catégories différentes ou de Compagnies différentes : l'habileté de l'ouvrier, l'abondance ou la rareté de la main-d'œuvre qui, quoi qu'on en dise, exerce son influence sur les prix, le désir plus ou moins grand de l'ouvrier de produire beaucoup.

Ce dernier point est, nous le verrons plus loin, en par-

courant les statistiques, un élément très important. On constate, en effet, ce phénomène extrêmement remarquable que le minimum de salaire réclamé par certains mineurs *existe en fait* par la volonté de l'exploitant et par celle de l'ouvrier au moins pour les travaux payés à la tâche. Pour ces travaux les Compagnies n'abaissent pas le prix de tâche au-dessous d'une limite qui est celle du minimum de vie de l'ouvrier. Dans le Pas-de-Calais et dans le Centre, le prix de la benne qui peut atteindre 0 fr. 75 à 0 fr. 80 au maximum ne descend pas au-dessous de 0 fr. 50 à 0 fr. 55 parce qu'au-dessous de ce prix l'ouvrier ne gagnerait plus sa vie et n'accepterait pas de travailler à perte.

Mais le phénomène le plus curieux, c'est celui de la limitation du salaire par l'ouvrier lui-même. Ce minimum de salaire qu'il réclame depuis si longtemps, il ne s'aperçoit pas qu'il l'établit tout seul et que, s'il est faible, il ne tient souvent qu'à lui de l'augmenter.

L'examen des statistiques démontre en effet que plus l'ouvrier est payé moins il produit, que la production si mieux l'on aime est en raison inverse du salaire. Il est assez difficile de démêler les causes de ce fait. Certains auteurs (1) l'attribuent d'une façon à peu près générale à la « limitation » par l'ouvrier de son effort au point voulu pour obtenir le salaire qui lui permet de satisfaire à ses besoins. Ceci, donné sans explication, impliquerait que le mineur aurait une tendance générale à appliquer une sorte de principe de moindre effort. L'enquête personnelle à laquelle nous nous sommes livré ne nous permet pas d'adopter une conclusion aussi générale. Il faut, croyons-nous, pénétrer plus profondément l'intention du travailleur. Il est

(1) Delcourt, *De la condition des ouvriers dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais*, Paris, Giard et Brière, 1906, p. 94 et 95.

probable que certains ouvriers limitent leur travail et par conséquent leur salaire au minimum indispensable pour assurer leur vie. Mais la plupart agissent ainsi, nous ont-ils dit, parce qu'ils savent bien *qu'ils ne gagneraient pas davantage en produisant plus*. Ce prix de benne, élastique en lui-même, qui s'élève ou s'abaisse suivant la consistance du charbon, varierait d'après eux, en raison inverse de la production individuelle. Produiraient-ils beaucoup que le prix de la benne serait abaissé parce qu'il semblerait alors qu'ils sont tombés sur la partie tendre de la veine. Ce qui serait le résultat d'un *effort plus grand*, risquerait d'être interprété par la Compagnie, comme l'effet du hasard, qui met le producteur tantôt en présence de houille molle, tantôt en présence de houille dure. Ce prix de la benne ne serait peut-être pas abaissé pendant la quinzaine en cours, mais il serait certainement diminué pendant la quinzaine suivante, et plus grand serait l'effort, plus considérable serait la diminution jusqu'à ce qu'elle atteigne enfin cette limite minima au-dessous de laquelle l'ingénieur ne peut plus abaisser les prix.

Chose curieuse et bien digne d'être signalée, ces deux adversaires que constituent le capital et le travail s'accusent réciproquement ici de mauvaise foi et se défient, en tous cas, l'un de l'autre. « Vous êtes des paresseux », disent les exploitants aux travailleurs. » « Vous êtes des hypocrites, ripostent les ouvriers. » Et le conflit s'exacerbe de part et d'autre.

Ce sentiment de défiance des patrons et des ouvriers les uns vis-à-vis des autres constitue la caractéristique des rapports qui existent entre eux. Nous le retrouverons plus loin quand nous parlerons des caisses de secours. Il exerce sur les salaires une influence indéniable.

Il faut encore, au moins pour certaines régions, faire entrer en ligne de compte ce qu'on appelle la *prime*. Ce terme doit être pris dans un sens très spécial ; il s'agit ici d'un tant pour cent calculé sur un salaire de base et qui est payé à tous les ouvriers du fond dans certaines régions (Nord, Pas-de-Calais, Saône-et-Loire et Loire). Mais il ne s'agit en aucune façon de supplément de paye volontairement consentis par les Compagnies pour des suppléments de travail ou d'avantages particuliers accordés par elles à certaines catégories d'ouvriers.

Les primes dont nous nous occupons n'ont été obtenues qu'après de longues discussions ou qu'après des grèves. Ceci explique qu'elles soient inégales suivant les régions, elles ont existé beaucoup plus tôt dans le Pas-de-Calais et le Nord que partout ailleurs. Elles apparaissent aux ouvriers comme des essais de participation aux bénéfices sans participation corrélative aux pertes. Elles ont été réclamées à des époques où le charbon se vendait cher, mais elles ont persisté quand les années mauvaises sont survenues.

Dans le Pas-de-Calais (1), elles ont pris naissance au lendemain de la grève de 1889, en octobre 1889, par une augmentation de 10 0/0 et en août 1890 par une nouvelle augmentation de 10 0/0. Mais des difficultés se firent jour à propos du salaire de base ; celui-ci vint à baisser, une nouvelle grève éclata le 30 octobre 1891. Elle se termina par la promesse donnée par les Compagnies de prendre pour base des salaires de tous les ouvriers du fond les salaires de la période de 12 mois qui avait précédé la grève de 1889 en y ajoutant les deux primes de 10 0/0 dont nous

(1) Pour plus de détails, voy. *Les conventions d'Arras. Comité central des houillères de France*, Paris, 55, rue de Châteaudun, 1906.

venons de parler. Cet engagement devait être maintenu le plus longtemps possible.

Cette base est celle dont nous parlions précédemment, c'est ce minimum de fait au-dessous duquel la Compagnie ne descend pas parce qu'elle le considère comme un minimum de vie (Premières conventions d'Arras, 1891).

En 1893, nouvelle grève, les ouvriers se plaignaient d'une baisse de salaires, et demandaient que le syndicat reçût chaque quinzaine, à titre de contrôle, un double du carnet de paye et que le salaire minimum de journée fût fixé à 5 fr. 50 plus les 20 0/0 de prime, plus une nouvelle prime de 10 0/0.

La grève échoua, mais en 1898 de nouvelles revendications se firent jour : les ouvriers prétendaient que la baisse du taux de base rendait complètement illusoire la prime de 20 0/0. Le 20 septembre 1898, une deuxième convention, dite d'Arras, fut conclue entre les patrons et les ouvriers : il fut convenu que les bases de la convention de 1891 seraient appliquées intégralement dès cette époque. Les Compagnies s'engageaient en outre à veiller à la juste répartition des salaires et des chantiers.

L'accord ne dura pas longtemps. Dès février 1899 un Congrès ouvrier réclamait une nouvelle augmentation pour permettre au travailleur de bénéficier de la hausse des charbons. M. Basly proposait de ne pas modifier le prix de base, mais de porter de 20 à 45 0/0 la prime payée. Une troisième Convention intervint à Arras le 14 avril 1899 : la prime de 20 0/0 fut portée à 25 0/0. Mais cette augmentation de 5 0/0 devait cesser de plein droit quand la situation commerciale se modifierait en baisse, le reste de la prime devait être maintenu le plus longtemps possible.

De nouvelles réclamations se firent entendre en septem-

bre 1899. Les ouvriers estimaient, en tenant compte de la quantité de la houille produite par eux, que le salaire de 1899 était en réalité inférieur à celui de 1891. Le 25 octobre 1899, une quatrième Convention d'Arras fut signée : la prime fut portée à 30 0/0 pour tous les ouvriers du fonds. Les bassins du Nord qui ne payaient sous forme de prime que 5 0/0 s'engageaient à payer 10. Cette augmentation devait partir du 1^{er} avril 1900 et rester sans changement jusqu'au 1^{er} avril 1901.

Le 31 octobre 1900, nouvelle convention : les ouvriers obtinrent le maintien des 30 0/0 qui ne devraient plus être payés à partir d'avril 1901 ; on élevait encore de 10 0/0 les primes du Pas de-Calais et du Nord (40 0/0 pour le Pas-de-Calais, 20 0/0 pour le Nord).

Cette nouvelle augmentation devait prendre fin, ainsi d'ailleurs que la prime de 5 0/0 accordée en octobre 1899, le 31 mars 1902. En fait cette surprime fut payée jusqu'au 31 mai 1902. A cette date les Compagnies réduisirent la prime à 25 0/0, mais le 9 juin elles la ramenèrent à 30 0/0 et continuèrent à la payer. La grève de 1902 échoua et se termina par la sentence arbitrale du 5 novembre 1902 qui refusa aux ouvriers le relèvement des primes.

A la suite de l'accident de Courrières (mars 1906) éclata une nouvelle grève au cours de laquelle les ouvriers firent entendre à propos du salaire de nouvelles réclamations ; ils demandèrent notamment que le salaire pris pour base du calcul de la prime fût augmenté et porté à 4 fr. 80 pour toutes les Compagnies. Sur ce salaire de nouvelles primes de 15 0/0 devaient être établies après fusionnement avec la base de la prime alors payée 30 0/0. Ces réclamations ne furent pas complètement admises.

Le principe du salaire minimum fut repoussé par les Compagnies et l'accord se fit sur les bases suivantes :

Pour le Pas-de-Calais, incorporation à la base d'une majoration de 20 0/0, paiement d'une prime de 17 0/0 calculée sur le nouveau salaire.

Pour le Nord où l'incorporation des 20 0/0 était déjà faite, les Compagnies donnèrent une prime de 20 0/0. Cette convention restera en vigueur, en ce qui concerne le salaire de base, jusqu'au 1^{er} juillet 1908.

C'est donc sous ce régime que se trouvent en ce moment les mines du Nord et du Pas-de-Calais.

Les mines du Centre et de la Loire et quelques mines du Midi ont des primes d'importance moindre (9 0/0 en général).

Pour la Loire, cette question de prime n'avait jamais été envisagée avant 1900 ; quand il y avait des réclamations les Compagnies augmentaient purement et simplement le salaire.

A la suite de la grève de 1899-1900, la sentence arbitrale qui intervint alors décida que du 6 janvier 1900 au 30 juin 1901, les salaires des ouvriers mineurs seraient majorés de 9 0/0 avec maximum de 0 fr. 50 et minimum de 0 fr. 30 par jour. Cette prime fut maintenue au-delà de la date fixée jusqu'au 31 juillet 1902. A ce moment le mauvais état des marchés contraignit les exploitants à réduire la prime à 3 0/0. Cette diminution provoqua la grève de 1902 terminée le 26 novembre par l'arbitrage de M. Ballot-Beaupré choisi comme tiers arbitre par M. Cholat, délégué des Compagnies et M. Briand, délégué des ouvriers. Cet arbitrage établissait une prime de 5 0/0 jusqu'au 30 juin 1903, de 4 0/0 du 1^{er} juillet au 31 décembre 1903, de 3 0/0 du 1^{er} janvier 1904 au 31 décembre 1904. La prime fut ensuite réduite à 1 1/2 0/0 et maintenue jusqu'en mai 1906.

A cette date, plusieurs entrevues eurent lieu entre les délégués des ouvriers et les directeurs des Compagnies en

présence de M. Mascle, préfet de la Loire. La prime fut, non pas relevée, mais modifiée. De proportionnelle qu'elle était, elle devint fixe : 0 fr. 30 pour les ouvriers du fond, 0 fr. 20 pour les ouvriers du jour, par journée de travail. Cette convention vient à échéance le 30 juin 1908.

Des difficultés sont à craindre pour ce moment-là, d'autant plus qu'à cette question, viendra probablement s'ajouter celle de la durée de la journée de travail. Il y a tout lieu de croire, d'après les renseignements qui nous sont fournis, qu'avant l'expiration de la convention les pourparlers seront repris pour éviter une grève, préjudiciable aux intérêts de tous.

Le système de la prime ne peut pas être considéré comme une participation aux bénéfices, bien que les ouvriers aient invoqué à certains moments la hausse du prix des charbons pour obtenir des Compagnies l'établissement ou l'augmentation de la prime. Ce n'est pas non plus une sorte d'échelle mobile. Dans ces deux cas, en effet, la prime aurait une tendance à varier ou à disparaître pendant les années mauvaises ou simplement médiocres. Or nous savons qu'elle est établie d'une manière uniforme, pour une durée déterminée, et qu'une partie de cette prime a fini par être incorporée dans le salaire de base : il y a tendance vers un accroissement du salaire, il ne peut être question d'échelle mobile ou de participation.

Enfin, pour être complet, disons que quelques auteurs considèrent comme un élément du salaire, les quantités de charbon qui sont gratuitement livrées tous les mois par les Compagnies aux ouvriers. Nous estimons que l'examen de ce dernier point ne serait pas à sa place dans ce chapitre et qu'il doit être étudié au chapitre des institutions patronales.

SECTION II. — Quelle a été l'évolution des salaires et quel chiffre atteignent-ils d'après les statistiques les plus récentes ? — Quelles sont les causes de leurs variations ?

Ce que nous venons de dire à propos des éléments du salaire, et surtout de la prime, montre que la tendance de celui-ci, est la hausse malgré des fluctuations inévitables, tenant soit au nombre variable des journées de travail, soit à la production des ouvriers. Cette tendance s'affirme surtout dans les 20 dernières années. Il suffit pour s'en convaincre de jeter les yeux sur les tableaux (1) empruntés à la *Statistique de l'Industrie minière* que nous présentons ci-dessous. Ils concernent les différents bassins houillers de France et groupent des indications intéressantes : d'abord (sauf les deux premiers) le nombre des journées de travail pour le fond et pour le jour, ensuite le chiffre du salaire annuel par ouvrier du fond et du jour, le salaire journalier d'après la même distinction, la production annuelle par ouvrier du fond et par ouvrier sans distinction de catégorie, enfin les frais de main-d'œuvre par tonne extraite.

Ces tableaux, comme toutes les statistiques, offrent l'inconvénient de ne donner que des chiffres moyens séparés pour l'ouvrier du fond et celui du jour. Mais il faut tenir compte de ce que ces salaires contiennent en eux les chiffres les plus extrêmes, les salaires les plus et les moins élevés ; il ne faudrait donc pas les prendre pour des chiffres absolus. Ils peuvent néanmoins fournir d'utiles indications et permettre de constater ce phénomène que nous avons indiqué plus haut, la limitation du gain par l'ouvrier lui-même qui restreint sa production dès que le salaire augmente.

Prenons par exemple pour le bassin du Nord et du Pas-

(1) Voir plus loin, page 164.

de-Calais le prix moyen de la journée de l'ouvrier du fond et le chiffre de sa production journalière depuis 1893.

En 1893, il reçoit 4^{fr}.69 et produit 1.087 kil. de charbon par jour.

1894	»	4.64	»	1.090	»	»
1895	»	4.54	»	1.100	»	»
1896	»	4.56	»	1.108	»	»
1897	»	4.64	»	1.132	»	»
1898	»	4.80	»	1.134	»	»
1899	»	5.06	»	1.125	»	»
1900	»	5.41	»	1.082	»	»
1901	»	5.64	»	1.024	»	»
1902 (Grève)	»	5.23	»	1.028	»	»
1903	»	5.14	»	1.054	»	»
1904	»	5.10	»	1.023	»	»
1905	»	5.13	»	1.048	»	»
1906 (Grève et catastrophe)	»	5.56	»	1.033	»	»

Ce fait est encore plus sensible pour les mines de la Loire ; le salaire y est resté à peu près stationnaire pendant quelques années ; la production moyenne pendant ce temps varie peu. Puis il passe par des alternatives de hausse et de baisse et chacune d'elles se traduit par un mouvement de la production individuelle en sens opposé.

Ainsi :

En 1893, le salaire du fonds est de 4^{fr}.79 pour une production journalière de 1.032 kil.

1894	»	4.79	»	»	1.041	»
1895	»	4.78	»	»	1.075	»
1896	»	4.76	»	»	1.029	»
1897	»	4.80	»	»	1.067	»
1898	»	4.84	»	»	1.061	»
1899	»	4.91	»	»	1.038	»
1900	»	5.22	»	»	992	»
1901	»	5.26	»	»	907	»
1902 (Grève)	»	5.16	»	»	894	»
1903	»	5.02	»	»	927	»
1904	»	4.88	»	»	943	»
1905	»	4.74	»	»	977	»
1906	»	4.92	»	»	978	»

Moyenne par région, par année et par ouvrier, des salaires, des journées de travail, de la production des principaux bassins, et du prix moyen des combustibles.

RÉGIONS	ANNÉES																
	Nombre de journées de travail par ouvrier		Salaire annuel par ouvrier		Salaire journalier par ouvrier		Production annuelle par ouvrier		Production journalière par ouvrier		Frais de la main-d'œuvre par tonne produite fr.		Prix moyen de la tonne sur le carreau francs.		Prix moyen de la tonne sur le lieu de consommation francs.		
	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	du jour	du fond	du jour			
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.			
Valenciennes (Nord et Pas-de-Calais).	1890	1378	1008	4.72	3.21	325	252	5.13								21.00	
	1891	1331	1007	4.83	3.28	288	223	5.65									
	1892	1391	1024	4.88	3.30	296	229	5.72									
	1893	264	287	4.69	3.27	287	220	5.31	1087	818							
	1894	279	305	4.64	3.21	304	238	5.15	1090	837					12.33		
	1895	279	308	4.54	3.18	307	238	5.06	1100	831						20.89	
	1896	283	307	4.56	3.19	314	242	5.03	1108	840					11.73		
	1897	284	300	4.64	3.23	322	247	5.01	1132	858							
	1898	286	300	4.80	3.39	324	250	5.17	1134	863					11.19	19.79	
	1899	284	301	5.06	3.57	319	247	5.48	1125	860							
	1900	286	306	5.41	3.75	308	240	6.05	1082	830					10.63	19.65	
	1901	290	311	5.64	3.94	297	229	6.73	1024	778					10.31	19.12	
1902	261	1366	5.23	3.69	269	207	6.29	1028	770								
1903	296	312	5.14	3.66	312	240	5.97	1054	800					10.42	20.38		
1904	287	298	1076	5.10	3.57	294	224	6.13	1023	772							
1905	282	305	1447	5.13	3.64	296	227	6.00	1048	791							
1906	256	294	1422	5.56	3.83	264	204	6.65	1033	770				11.94	22.54		
Saint-Etienne	1890	1392	996	4.91	3.47	318	225	5.81									
	1891	1409	1007	4.72	3.25	298	201	6.37						13.25	21.61		
	1892	1428	973	4.76	3.26	303	198	6.41									
	1893	296	286	4.79	3.23	306	199	5.31	1032	680				12.40	20.38		
	1894	296	284	4.79	3.30	308	200	6.29	1041	679							
	1895	292	284	4.78	3.27	314	202	6.09	1075	698				11.49	20.03		
	1896	309	1004	4.76	3.28	318	207	6.32	1029	672							
	1897	304	971	4.80	3.32	324	210	6.12	1067	704				11.22	19.73		

Saint-Etienne
(suite).

1898	306	291	1483	995	4.84	3.42	325	212	1061	705	6.19	1895	11.01	19.66
1899	302	293	1485	997	4.91	3.40	314	206	1038	690	6.39	1896	10.84	19.44
1900	302	289	1478	1094	5.22	3.78	300	199	992	669	7.10	1896	10.85	18.73
1901	330	317	1682	1197	5.26	3.78	290	192	907	602	7.90	1897	11.22	19.46
1902	267	277	1378	1059	5.16	3.82	239	157	894	580	8.09	1898	7.04	
1903	303	314	1521	1138	5.02	3.66	281	187	927	611	7.46	1899		
1904	299	306	1460	1093	4.88	3.61	282	186	943	617	7.18	1900		
1905	306	310	1451	1091	4.74	3.52	290	196	977	636	6.78	1901		
1906	317	319	1558	1150	4.92	3.60	310	201	978	632	7.04	1902		

Alais.

1890		1330	1027	4.68	3.15	252	170				7.23	1899	12.41	22.89
1891		1411	1006	4.84	3.01	250	170				7.56	1900	14.95	26.57
1892	293	1393	984	4.75	3.02	238	160				7.86	1901	15.69	25.59
1893	279	1319	950	4.72	3.02	234	159	838		547	7.55	1902	14.55	23.72
1894	285	1336	992	4.69	3.03	238	163	835		545	7.54	1903	14.01	22.72
1895	280	1309	957	4.68	3.01	235	159	841		546	7.50	1904	13.30	21.83
1896	270	1260	960	4.65	3.05	229	156	846		550	7.42	1905	12.92	21.49
1897	294	1358	930	4.63	3.07	265	175	902		591	6.92	1906	13.70	23.46
1898	289	1322	927	4.57	3.01	256	172	884		582	6.93			
1899	274	1261	999	4.61	3.10	235	163	860		566	7.23			
1900	267	1295	869	4.85	3.22	236	158	886		589	7.32			
1901	271	1342	1019	4.96	3.40	226	155	835		554	7.50			
1902	277	1351	1011	4.87	3.37	228	155	820		544	8.02			
1903	283	1370	963	4.84	3.37	234	155	827		546	7.94			
1904	280	1348	977	4.81	3.31	216	149	768		531	8.30			
1905	268	1285	1146	4.79	3.38	228	163	850		564	7.65			
1906	250	1221	1101	4.88	3.42	218	155	871		572	7.65			

Le Creuzot et
Blanzy.

1890		1365	1072	4.49	3.56	318	190				6.31			
1891		1310	1094	4.50	3.56	311	183				6.67			
1892	287	1293	1093	4.51	3.56	290	174				6.98			
1893	270	1292	1046	4.78	3.56	295	174	1093		623	6.83			
1894	275	1339	1142	4.87	3.70	309	185	1123		642	6.80			
1895	276	1344	1058	4.88	3.70	310	181	1125		645	6.78			
1896	294	1291	1071	4.39	3.71	312	180	1060		618	6.64			
1897	292	1305	1079	4.47	3.58	316	180	1085		607	6.72			
1898	304	1371	1033	4.46	3.39	337	187	1096		625	6.54			
1899	279	1261	971	4.52	3.45	277	155	993		553	7.32			
1900	289	1383	990	4.78	3.58	261	151	902		632	8.06			

RÉGIONS	ANNÉES	Nombre de jour- nées de travail par ouvrier		Salaire annuel par ouvrier		Salaire journalier par ouvrier		Production an- nuelle par ouvrier		Production jour- nalière par ouvrier		Frais de la main- d'œuvre par tonne produit fr.
		du fond	du jour	francs.	francs.	du fond	du jour	francs.	francs.	du fond	sans dis- fonction kilogs.	
Le Creusot et Blanzv (<i>suite</i>)	1901	243	204	1181	757	4.85	3.71	234	135	932	597	7.41
	1902	280	303	1328	1162	4.74	3.84	286	180	1022	626	7.02
	1903	289	309	1402	1180	4.85	3.82	309	198	1069	666	6.71
	1904	294	298	1467	1150	4.99	3.86	343	199	1164	673	6.70
	1905	283	299	1401	1139	4.96	3.81	337	203	1190	701	6.40
	1906	280	299	1402	1115	5.01	3.73	339	209	1212	726	6.19
	Aubin, Carmaux Albi.	1890			1273	636	4.31	2.77	292	186		
1891				1288	681	4.27	2.81	279	184			5.87
1892		267	223	1189	751	4.45	3.36	234	155			6.73
1893		298	264	1354	775	4.54	2.94	268	164		576	6.89
1894		292	273	1315	821	4.51	3.01	277	172	901		6.56
1895		288	270	1279	813	4.44	3.01	274	173	949	603	6.40
1896		277	250	1209	751	4.35	3.02	268	174	964	615	6.04
1897		269	273	1171	820	4.35	3.01	271	181	1005	668	5.84
1898		282	263	1210	782	4.29	2.98	279	183	990	664	5.81
1899		301	259	1294	777	4.30	3.00	287	186	955	648	5.92
1900		278	241	1262	785	4.54	3.25	259	163	931	616	6.66
1901		291	281	1378	957	4.74	3.41	273	171	940	594	7.15
1902		261	263	1205	874	4.62	3.32	238	154	912	587	7.08
Commentry.	1903	285	283	1342	954	4.71	3.37	274	179	961	631	6.73
	1904	277	278	1321	943	4.75	3.39	262	165	941	595	7.14
	1905	281	295	1353	993	4.81	3.37	273	173	970	607	7.04
	1906	288	277	1405	965	4.89	3.48	272	170	944	598	7.31
	1890			1099	850	3.92	2.94	315	216			4.73
Commentry.	1891			1102	748	3.93	2.61	296	197			4.98
	1892	280	289	1107	802	3.95	2.78	289	202			5.02
	1893	280	291	1042	863	3.72	.97	280	192	1002	709	5.04
	1894	296	294	1107	835	3.74	2.84	276	187	931	633	5.45

Commentary (suite).	1900	305	300	1303	1033	4.28	3.41	274	186	898	614	6.52
	1901	300	308	1325	1089	4.42	3.54	253	175	842	577	7.17
	1902	289	303	1269	1066	4.39	3.52	234	162	810	553	7.44
	1903	298	305	1514	1071	4.41	3.49	240	168	805	558	7.40
	1904	301	306	1318	1067	4.37	3.49	228	160	755	529	7.77
	1905	301	312	1324	1051	4.39	3.37	230	166	764	545	7.5
	1906	285		1268	978	4.41	3.32	213	156	747	542	7.57
	1890			1053	924	4.38	3.37	234	166			6.11
	1891			1171	994	4.42	3.48	246	178			5.91
	1892	237	269	1414	871	4.70	3.24	233	168			6.24
Lignites de Fuveau.	1893	233	257	1109	792	4.75	3.08	235	171	1006	716	5.98
	1894	236	259	1125	819	4.77	3.16	226	161	959	662	6.45
	1895	222	250	1014	768	4.57	3.07	214	153	964	667	6.16
	1896	220	257	994	814	4.52	3.17	212	156	963	678	6.07
	1897	240	278	1079	855	4.50	3.08	238	173	995	690	5.89
	1898	252	279	1098	949	4.36	3.40	280	200	1113	771	5.28
	1899	257	285	1152	1022	4.49	3.59	300	214	1168	810	5.20
	1900	266	284	1241	946	4.66	3.33	301	221	1169	810	5.23
	1901	263	272	1220	972	4.65	3.58	280	199	1065	751	5.7
	1902	242	278	1105	1001	4.57	3.60	251	185	1036	736	5.83
Ensemble des bassins de France.	1903	259	283	1220	914	4.71	3.23	296	216	1143	809	5.29
	1904	263	259	1191	909	4.53	3.51	282	201	1074	767	5.53
	1905	263	261	1227	913	4.67	3.50	294	210	1120	800	5.42
	1906	272	260	1241	877	4.59	3.39	300	232	1222	869	4.80
	1890			1314	936	4.57	3.16	300	215			5.62
	1891			1305	948	4.62	3.14	277	197			6.09
	1892	284	299	1329	954	4.68	3.19	276	197			6.21
	1893	272	287	1247	904	4.59	3.15	274	193	1002	761	5.93
	1894	280	298	1278	939	4.57	3.15	285	204	1015	714	5.80
	1895	279	294	1258	923	4.52	3.14	288	204	1031	720	5.69
	1896	284	296	1274	941	4.99	3.18	292	208	1029	725	5.66
	1897	286	293	1300	935	4.54	3.19	303	215	1059	745	5.56
	1898	290	292	1342	949	4.63	3.25	305	217	1060	750	5.64
	1899	286	292	1372	979	4.80	3.35	298	213	1043	742	5.91
	1900	285	290	1454	1022	5.11	3.53	287	206	1009	721	6.46
	1901	288	294	1521	1081	5.28	3.68	275	197	956	681	7.08
	1902	266	287	1326	1023	4.99	3.57	253	182	951	670	6.89
	1903	263	302	1453	1060	4.96	3.51	289	209	986	706	6.05
	1904	287	293	1412	1034	4.93	3.53	277	199	967	689	6.56
	1905	284	303	1401	1064	4.94	3.51	283	205	997	710	6.38
	1906	267	295	1393	1072	5.22	3.64	264	192	988	698	6.81

Dans les régions où ne se produit pas ce phénomène, la production individuelle reste stationnaire malgré l'augmentation du salaire, ou n'augmente pas en proportion des salaires payés. Il y a là une limitation curieuse qui peut s'interpréter de façons différentes suivant que l'on considère les pays à production stationnaire où ceux dans lesquels la production individuelle est en raison inverse du salaire payé. Dans les premiers il y a tout lieu de croire que le non accroissement tient à ce que l'ouvrier ne peut pas fournir un effort plus considérable.

Dans les autres, l'ouvrier refuse l'effort qu'on lui demande et qu'il pourrait donner puisqu'il limite sa production et par conséquent son gain. Il y a donc là, comme nous le faisons remarquer plus haut, un *minimum de salaire de fait* établi par la volonté du travailleur.

Et cette limitation de la production individuelle se traduit, en raison d'une demande de houille constamment croissante, par une augmentation du personnel employé. Le lecteur peut le constater par la lecture du tableau suivant :

ANNÉES	Production exprimée en milliers de tonnes	Personnel employé.	Différence de production		Augmentation de personnel
			milliers de tonnes		
			en plus	en moins	
1893	25.651	132.700	—	—	—
1894	27.417	134.600	1.766	—	1.900
1895	28.020	137.300	603	—	2.700
1896	29.190	140.200	1.170	—	2 900
1897	30.798	143.400	1.608	—	7.200
1898	32.356	148.600	1.558	—	5.200
1899	32 863	153.900	507	—	5.600
1900	33.404	162.100	541	—	8.200
1901	32.225	163.800	—	1.179	1.700
1902	29.997 (Grève)	164.800	—	1.228	1.000
1903	34.906	167.300	4.909	—	2 500
1904	34.618	171 600	—	228	4.300
1905	35.928	175.100	1.310	—	3.500
1906	34.196	178.400	—	1.732	3.300

Une telle augmentation se manifeste encore par l'accroissement du nombre des journées de travail et par celui des chiffres des salaires payés. Voici par exemple, depuis 1890, le nombre des journées de travail effectuées par années pour une quantité de jours ouvrables déterminée, les sommes annuellement payées, l'indication du salaire journalier global (sans distinction de catégorie d'ouvriers) et celle du salaire annuel.

ANNÉES	Nombre de journées de travail	Jours pendant lesquels on a travaillé	Salaires payés	Salaires payés	
				par jour global	par an
1890	35.263.000	290	146.682.000	4.16	1.206
1891	37.987.000	288	158.493.000	4.17	1.203
1892	38.411.000	288	162.673.000	4.24	1.221
1893	36.689.000	276	152.077.000	4.14	1.146 (Grève)
1894	38.373.000	285	158.974.000	4.14	1.181
1895	38.898.000	283	159.492.000	4.10	1.161
1896	40.287.000	287	165.127.000	4.10	1.178
1897	41.319.000	288	171.198.000	4.14	1.194
1898	43.140.000	290	182.435.000	4.23	1.228
1899	44.258.000	288	194.026.000	4.38	1.261
1900	46.353.000	286	215.878.000	4.66	1.333
1901	47.468.000	290	228.734.000	4.82	1.396
1902	44.745.000	271	204.598.000	4.57	1.241 (Grève)
1903	49.441.000	296	228.088.000	4.55	1.347
1904	49.559.000	289	224.255.000	4.53	1.309
1905	50.626.000	289	229.091.000	4.53	1.309
1906	49.005.000	275	232.933.000	4.75	1.306

Ce tableau comme les précédents montre que la moyenne des salaires est en hausse.

M. Simiand indique dans son ouvrage sur le salaire des mineurs (1). les moyennes de salaire dans la Loire, le Nord et le Pas-de-Calais depuis 1847 jusqu'en 1902. Pour la Loire les salaires moyens sont passés de 2 fr. 67 à 4 fr. 68, pour

(1) F. Simiand, *Le salaire des ouvriers mineurs*. Paris, Cornély, 1907. Tableau qui suit la page 112).

le Nord de 1 fr. 93 à 4 fr. 86, pour le Pas-de-Calais de 1 fr. 30 à 4 fr. 84. L'augmentation semble considérable ; en réalité, comme il s'agit de chiffres de statistiques, elle ne possède pas toute l'importance qu'on pourrait lui attribuer ; la possédât-elle que l'on ne saurait qu'approuver un pareil changement qui a transformé un salaire notoirement insuffisant pour vivre en un salaire normal.

Aussi bien la réalité des faits quand on les examine pour chaque catégorie de travailleurs, est-elle différente des indications que nous fournissent les statistiques globales.

Nous allons, pour nous rendre compte de la situation actuelle du mineur, examiner les salaires des ouvriers classés par catégories dans chacune des principales régions minières de la France. Nous empruntons les chiffres suivants à l'enquête parlementaire de 1902.

Voici pour le Nord les salaires payés dans les mines de l'Escarpelle :

OUVRIERS DU FOND

[illegible]

Variations des Salaires du fond (Mines de l'Escarpelle).

ANNÉES	Salaires de l'ouvrier	Salaire du mineur	Nombre de jours de travail	OBSERVATIONS
1883	4.22	4.91	305	
1884	3.96	4.60	304	
1885	3.62	4.02	277	
1886	3.56	3.81	297	
1887	3.63	4.04	283	
1888	3.63	4.07	304	
1889	3.83	4.35	313	Le 16 octobre 1899 les salaires des ouvriers du fond sont augmentés de 10 0/0.
1890	4.47	5.30	325	Le 16 août 1890 les salaires des ouvriers du fond sont de nouveau augmentés de 10 0/0.
1891	4.61	5.49	290	
1892	4.67	5.51	296	
1893	4.61	5.52	249	Grève générale du bassin.
1894	4.60	5.44	294	
1895	4.53	5.36	297	
1896	4.51	5.30	301	
1897	4.57	5.39	301	
1898	4.53	5.40	300	
1899	4.84	5.79	300	A partir du 16 avril 1899 les ouvriers du fond reçoivent une prime de 5 0/0 sur leur salaire.
1900	5.22	6.24	300	A partir du 1 ^{er} avril 1900 la prime est portée à 10 0/0. A partir du 1 ^{er} octobre 1900 cette prime est portée à 20 0/0.
1901	5.61	6.72	298	
1902 (Grève)	5.32	6.26	255	A partir du 1 ^{er} juin 1902 la prime des ouvriers du fond est réduite à 10 0/0.

Dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, le plus grand nombre des salaires varie donc entre 5 et 6 francs, prime de 30 0/0 comprise

Dans le Centre (Saône-et-Loire et Loire) les salaires sont un peu moins élevés. Voici par exemple les chiffres fournis par le Comité des mines de la Loire lors de l'enquête parlementaire de 1902.

Ils donnent pour les ouvriers du fond :

Gouverneurs (c'est-à-dire porion ou maître mineur). .	6.76
Piqueurs (mineurs à la veine).	6.36
Boiseurs.	5.48
Roulage	4.43
Manœuvres ou remblayeurs	4.39
Mineurs	5.45

La proportionnalité des salaires pour cent est la suivante :
sur 100 francs de salaires distribués aux ouvriers du fond on paye.

	Moyenne
Aux gouverneurs	3.8
» piqueurs	17.83
» boiseurs	22.80
» roulage.	24.26
» mineurs	13.35
» remblayeurs et divers	17.96
Total	100. —

La progression des salaires pour cette région a été la suivante :

Années	Prix moyen de la journée Intérieur
1882.	4.63
1883.	4.66
1884.	4.66
1885.	4.65
1886.	4.66
1887.	4.66
1888.	4.73
1889.	4.75
1890.	4.79
1891.	4.82
1892.	4.84
1893.	4.85

1894.	4.62
1895.	4.86
1896.	4.86
1897.	4.87
1898.	4.90
1899.	4.93
1900.	5.17
1901.	5.16

Mais il ne s'agit encore là que de moyennes qui ne donnent pas une exacte physionomie de la situation.

Les indications fournies par les mines de Monchanin sont plus précises. On paye :

	Maxima	Minima	Moyens	Variations des salaires depuis 20 ans
Aux mineurs. . . .	6.65	4.40	4.75	+ 14.46
» boiseurs	4.25	4.25	4.25	+ 14.86
» manœuvres . . .	4.15	3.75	3.55	+ 9.23
» grands rouleurs	3.50	3.50	3.59	+ 16.66
» petits rouleurs.	3.25	2.50	2.85	+ 19.15

Le salaire apparaît dans le Centre comme un peu inférieur à celui qui est payé dans la région du Nord. Cette impression est confirmée par l'examen des salaires payés dans le Midi de la France.

Voici les salaires des mines de la Grand'Combe :

	Nombre	Minimum	Maximum	Moyen
Mineurs partageants	838	4,50	7,80	5,75
» au chantier	598	3,25	4,00	3,75
Manœuvres au chantier	485	4,50	5,75	5,00
» rouleurs, receveurs.	334	5,00	5,50	5,25
Boiseurs et maçons	167	4,00	4,50	4,25
Portiers, coureurs, rallumeurs, divers.	125	3,00	3,50	3,35
Mineurs au rocher	139	5,00	8,00	6,00
Total	2.686			

Les variations des salaires moyens de 1882 à 1901 sont indiqués par les chiffres suivants :

ANNÉES	Mineurs partageants	Moyenne générale du fond
1882	5.600	4.740
1883	5.618	4.796
1884	5.490	4.695
1885	4.609	4.231
1886	4.770	4.343
1887	4.745	4.325
1888	4.888	4.434
1889	5.268	4.639
1890	5.885	4.961
1891	6.276	5.315
1892	5.711	5.045
1893	5.607	5.025
1894	5.656	5.102
1895	5.727	5.186
1896	5.497	5.106
1897	5.766	5.082
1898	5.696	4.799
1899	5.658	4.808
1900	5.770	4.918
1901	5.810	4.990

Dans la région d'Albi la situation est à peu près la même :

	Élevé	Bas	Moyenne
Piqueurs	6.56	4.42	5.42
Aides	5.89	3.47	4.67
Boiseurs	6.18	4.99	5.47
Aides	5.09	3.46	4.24
Mineurs	6.22	5.03	5.40
Aides	5.68	3.92	4.68
Rouleurs			3.37
Receveurs			3.84

Les documents que nous signalons donnent une idée de l'augmentation subie pour les salaires dans la région d'Albi :

CORPS D'ÉTAT	1896	1901	1902	Différence entre 1896 et 1902	Augmen- tation p. 0/0.
Mineurs.	5.010	5.559	5.400	0.390	8
Piqueurs.	5.023	5.465	5.421	0.398	8
Boiseurs.	4.913	5.380	5.476	0.563	11
Aides mineurs.	3.484	4.630	4.680	1.196	33
— piqueurs.	3.377	4.505	4.679	1.302	39
— boiseurs.	3.148	3.879	4.240	1.092	33
Rouleurs et remblayeurs.	2.738	3.236	3.372	0.634	24
Receveur de l'intérieur.	3.410	3.881	3.846	0.436	13
Manœuvres.	2.782	3.103	3.246	0.544	20
Gamins.	1.897	2.164	3.235	0.338	19
Cantonniers.	2.968	3.368	3.460	0.492	16
Garde-freins.	3.617	3.600	3.636	0.019	

Malheureusement, ces documents fournis par la Compagnie sont insuffisants pour donner une idée exacte des variations intermédiaires et de la régularité ou de l'irrégularité des mouvements de hausse.

Remarquons en passant que ce sont les salaires des aides mineurs, piqueurs et boiseurs qui ont subi la plus forte augmentation (1 fr. 20 à 1 fr. 30). Les autres se sont élevés de 0 fr. 30 à 0 fr. 50. Mais si l'on compare les salaires de 1896 et ceux de 1901, on voit bien vite que ces augmentations qui, au premier abord semblent considérables, ont eu pour résultat de porter le salaire d'un taux trop inférieur et par conséquent anormal, à un taux moyen normal.

Enfin, pour en terminer avec ces statistiques, et pour donner des indications sur chacune des régions de nos pays, voici d'après l'enquête parlementaire sur quelle base étaient payés à Décazeville, en 1902, les ouvriers de l'intérieur.

CATÉGORIES	Nombre	SALAIRES		
		Minimum	Maximum	Moyen
Piqueurs au charbon.	375	4 »	6.50	5.40
Aides piqueurs.	374	3.25	4.50	4.28
Bouteux.	12	3.75	4.25	4.22
Boiseurs.	176	4.50	5.50	4.97
Aides boiseurs.	154	3.00	4.00	3.62
Conducteurs.	79	3.25	4.50	4.03
Cantonniers.	50	3.75	4.50	3.92
Remblayeurs.	32	3.00	4.00	3.65
Encageurs.	11	3.50	4.50	4.03
Receveurs.	34	3.25	4.00	3.93
Freinteurs.	20	2.75	3.85	3.80
Machinistes et chauffeurs.	12	3.75	4.50	4.19
Maçons.	26	3.75	4.25	4.24
Manœuvres.	1	3.00	4.25	3.60
Porteurs d'eau.	4	2.50	3.00	2.87
Lampistes.	1	2.75	3.50	2.95
Total de l'intérieur.	1.361	2.50	6.50	4.53

De 1884 à 1902 les salaires ont varié de la façon suivante :

EXERCICES	Abatage de l'intérieur	Abatage de l'extérieur	Ensemble de l'intérieur	Ensemble de l'extérieur	Ensemble de la houillère
1884-1885	4.07	3.84	3.85	3.50	3.78
1885-1886	4.16	3.73	3.90	3.21	3.75
1886-1887	4.41	3.93	4.03	3.44	3.92
1887-1888	4.19	3.78	3.99	3.50	3.91
1888-1889	4.24	3.61	4.00	3.47	3.97
1889-1890	4.32	3.56	4.13	3.61	4.05
1890-1891	4.31	3.70	4.13	3.75	4.06
1891-1892	4.34	3.63	4.13	3.71	4.06
1892-1893	4.49	3.81	4.23	3.60	4.09
1893-1894	4.50	3.84	4.30	3.61	4.09
1894-1895	4.43	3.67	4.27	3.52	4.04
1895-1896	4.27	3.41	4.09	3.40	3.90
1896-1897	4.23	3.18	4.09	3.36	3.87
1897-1898	4.27	3.08	4.11	3.25	3.87
1898-1899	4.28	2.98	4.10	3.19	3.81
1899-1900	4.45	3.23	4.27	3.27	3.98
1900-1901	4.70	3.41	4.45	3.45	4.11
1901-1902	4.80	3.43	4.52	3.48	4.17

Les différents tableaux rapportés ci-dessus permettent de

constater que dans toutes les régions minières de la France le salaire est en hausse.

Les Compagnies paient en salaires environ pour 7.000.000 de francs de plus en 1900 qu'en 1890. Il est vrai qu'à cette époque la production est plus considérable et exige plus de main-d'œuvre, mais pour une production égale, le taux du salaire s'est élevé.

Non point que ce mouvement s'accomplisse sans arrêt et avec une parfaite régularité. On peut constater par la lecture des chiffres que nous apportons ici qu'il y a des périodes de recul pendant lesquelles le taux du salaire descend brusquement pour remonter ensuite pendant plusieurs années et se fixer plus haut qu'avant la baisse.

Il est difficile de déterminer les causes de ces oscillations. Il y a des causes particulières à chaque Compagnie et de celles-ci nous n'avons pas à nous occuper. Mais il est permis de rechercher s'il n'existe pas des causes générales.

La première qui se présente à l'esprit est celle qui tient à la loi de l'offre et de la demande. On est tenté de dire que le salaire est en raison inverse de l'offre ou de la demande de main-d'œuvre : beaucoup de bras, peu de salaires ; peu de bras, beaucoup de salaires. Mais cette explication est inexacte. Nous avons montré au début de ce travail que dans le Nord et le Pas-de-Calais la main-d'œuvre est très recherchée. Pourtant les salaires y sont assez sensiblement égaux à ceux des autres régions. S'ils sont à certains égards légèrement plus élevés, cela tient à ce que l'ouvrier du Nord a plus de besoins que celui du Midi. Son intérieur est tenu avec plus de goût, plus de coquetterie ; sa nourriture est plus abondante et il faut bien le dire sa boisson aussi. D'ailleurs les ouvriers spécialistes dont nous nous occupons ici (ceux du fonds) sont en nombre relativement restreint et

ne peuvent pas être improvisés. La profession de mineur est donc à l'abri des fluctuations brusques du fait même de la longueur de l'apprentissage, au moins pourtant pour tout ce qui concerne les travaux payés à la tâche.

Les exploitations anciennes ont un personnel formé et un personnel en formation : vienne une période de travail plus intense, le supplément de bras nécessaire sera puisé dans le personnel en formation qui gravira un peu plus rapidement l'échelon supérieur dans la hiérarchie des travailleurs.

L'adjonction de ces ouvriers nouveaux ou d'ouvriers étrangers à la mine ne risque pas de faire baisser le salaire des ouvriers plus expérimentés : le chef d'équipe a intérêt à choisir pour compagnons, de bons travailleurs qui abattront beaucoup et donneront un bon rendement. Les mauvais travailleurs s'éliminent d'eux-mêmes et vont chercher fortune dans les exploitations plus récentes, mais il ne semble pas que leur présence puisse exercer aucune influence sur le taux général du salaire, car la légère augmentation que leur auront promise ces exploitations pour les attirer, sera compensée par leur productivité moindre. Le résultat sera le même.

Et d'ailleurs la demande de bras restant à peu près constante, puisque la production et la consommation de la houille ont augmenté, les variations en baisse ne s'expliquent pas, si l'on invoque le principe économique de l'offre et de la demande.

D'autres causes doivent donc être recherchées.

On peut en trouver une dans la limitation volontaire que le mineur fait subir à son salaire. Nous avons vu déjà que la productivité diminue quand le prix de tâche augmente.

C'est donc la volonté du mineur qui joue ici un rôle, en

apparence modérateur sur le taux moyen de la journée de travail, car si le prix de revient de la tonne augmente quand l'ouvrier gagne plus, celui de la journée reste à peu près égal à ce qu'il était auparavant parce que le mineur diminue sa production journalière. Il y a certainement là un motif de stabilisation du salaire.

L'entente entre les ouvriers produit aussi un effet indéniable dans le sens de la hausse. Nous ne partageons pas à ce point de vue l'opinion de certains auteurs (1) pour lesquels cette entente serait sans influence appréciable. Le lecteur n'a qu'à se reporter aux pages que nous avons consacrées à l'histoire des conventions d'Arras pour se convaincre du contraire. Les primes payées dans le Nord et le Pas-de-Calais ont été arrachées aux patrons, pour la plupart, après des luttes très vives. De ce qu'un certain nombre de grèves aboutissent à des échecs, ne découle pas nécessairement la conséquence que l'action concertée des ouvriers soit sans effet sur les salaires. Il suffit d'une grève heureuse pour que l'augmentation soit acquise. Il en a été ainsi pour le Nord et le Pas-de-Calais, où l'attitude des travailleurs a provoqué l'incorporation au salaire qui servait de base pour le calcul de la prime d'une partie de cette prime elle-même. Et comme on a maintenu malgré cette modification le paiement d'une prime *calculée sur la nouvelle base*, le résultat acquis a été doublement favorable aux mineurs.

Enfin la vente du charbon joue un rôle considérable dans l'établissement du salaire. Si l'on se reporte aux tableaux ci-dessus, on constate que le taux du prix moyen de la jour-

(1) R. Delcourt, *op. cit.*, p. 93.

née augmente ou diminue parallèlement au prix de vente de la houille.

Pour les mines de l'Escarpelle par exemple, dont nous avons déjà parlé, le prix de vente de la houille de 1883 à 1887 passe de 10 fr. 50 à 8 francs. A partir de 1887 il s'élève jusqu'en 1891 à 12 fr. 50, il redescend en 1893 à 10 fr. 50, se maintient pendant quelques années autour de ce prix puis remonte à plus de 16 francs de 1896 à 1901. Or le salaire du mineur s'abaisse de 1883 à 1886, il subit une très légère hausse en 1887 (4 fr. 04), monte de 1887 à 1893 (5 fr. 52), puis, à partir de cette date, baisse jusqu'en 1898 (5 fr. 40) et se trouve porté en 1901 à 6 fr. 72.

Les salaires des mines de Lens suivent la même courbe aux mêmes époques : baisse du salaire de 1883 à 1887, augmentation de 1887 à 1891, nouvelle baisse de 1891 à 1893, puis augmentation constante de 1893 à 1901.

A la Grand'Combe, dans le Gard, le salaire s'accroît aussi, mais dans des proportions moindres, en même temps qu'augmente le prix de vente de la houille.

Et ce que nous signalons pour le Nord et le Midi, nous pouvons encore le constater pour les mines d'Albi avec une régularité à peu près parfaite. Les prix de vente nous font défaut pour les mines du Centre et pour Decazeville ; nul doute que le phénomène s'y soit produit avec les mêmes aspects.

Ni la hausse, ni la baisse ne sont d'ailleurs proportionnelles aux prix de vente ; elles suivent un mouvement parallèle et il pourrait, au premier abord, sembler logique de prendre ce fait pour un résultat, non pour une cause : habituellement le prix de vente d'une marchandise est établi d'après son prix de revient. Ici c'est l'inverse ; le taux du salaire se détermine par le prix de vente des charbons

et ceci s'explique aisément : la France n'est pas chez elle maîtresse du marché des houilles ; elle consomme plus qu'elle ne produit et nos exploitations minières ne peuvent pas imposer leurs prix : elles subissent ceux qui viennent de l'étranger. De là résulte les différents mouvements que nous venons de signaler ; c'est parce que le prix de vente est inférieur que les Compagnies chercheront à abaisser les salaires ; c'est parce qu'ils auront subi une augmentation que les ouvriers réclameront un salaire plus élevé. Et ces deux tendances inverses expliquent l'absence de proportionnalité entre les variations du salaire et celles du prix des charbons. La baisse ne peut être indéfinie puisqu'il y a une limite qui est le coût d'entretien de la machine humaine. La hausse est nécessairement bornée par l'intérêt même de l'exploitant qui en profite. Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que les variations des salaires ont pour principales causes les fluctuations du prix de vente des charbons.

Reste à déterminer maintenant quelles sont en matière de salaires les principales causes de conflits entre patrons et ouvriers et ceci formera l'objet de la troisième section de ce chapitre.

SECTION III. — Des principales causes de conflits qui peuvent s'élever à propos des salaires.

Les causes de conflits qui peuvent s'élever à propos des salaires sont nombreuses. Elles ont été indiquées dans les revendications que les ouvriers ont fait valoir lors de la grève générale de 1902 et lors de la grève de 1906.

Ces causes se groupent naturellement en causes spéciales de conflit ou causes concrètes et en causes générales.

Sous le premier chef il faut ranger tout ce qui a trait au

mode actuel d'exploitation des mines, tout ce qui peut être considéré comme la conséquence de ce mode d'exploitation.

Sous le deuxième chef il convient de classer toutes les questions d'ordre général qui ont été soulevées en matière de mines, mais qui auraient pu se poser et se posent dans d'autres industries.

A. — *Causes de conflits spéciales aux mines.* — Ces causes sont relativement nombreuses, mais elles n'offrent pas toutes la même importance. Les unes résultent de l'état d'esprit même du mineur ou de sa défiance réelle et pour ainsi dire instinctive contre le patron. Les autres reposent sur des faits.

Parmi les premières il en est que l'on rencontre fréquemment dans la bouche des délégués ou des ouvriers entendus lors de l'enquête de 1902 ; c'est seulement à raison de leur fréquence qu'elles méritent d'être citées, car elles ont trait la plupart du temps à des questions d'intérêt ou d'estimation personnelles.

C'est ainsi que beaucoup de mineurs se plaignent d'être mis à l'amende ou d'être renvoyés pour de prétendues infractions au règlement. Le passage des ouvriers par les plans inclinés notamment a donné lieu à un grand nombre de réclamations : d'après les dépositions contenues à l'enquête, certains maîtres mineurs (ou porions) se feraient un malin plaisir de harceler ceux des ouvriers qui sont connus pour leurs opinions socialistes ou pour leur active participation aux travaux de syndicats rouges et leur rancune se traduirait par des vexations, des amendes et des mises à pied.

Ce sont là des plaintes que nous avons entendues souvent, soit au syndicat de Montceau, soit chez les ouvriers des mines de Lens. Il faut accueillir ces déclarations avec

une réserve prudente et n'y ajouter foi que sous bénéfice d'inventaire. Cette restriction ne signifie pas qu'il faille ajouter plus de crédit aux déclarations des directeurs de mines qui affirment que de semblables faits ne se produisent jamais chez eux. La fréquence des plaintes à ce sujet semble indiquer qu'elles ne sont pas dénuées de fondement ; mais en pareille matière il faudrait pouvoir examiner un à un les cas signalés et se demander si avant de renvoyer ou seulement de rappeler à l'ordre un ouvrier, le patron ne s'est pas au préalable renseigné sur sa capacité professionnelle. Mais cet examen minutieux ne saurait rentrer dans le cadre d'un pareil travail.

A côté de semblables réclamations nous en trouvons d'autres, reposant d'ailleurs sur la même idée de défiance, et qui concernent la répartition des salaires et des chantiers. Voici par exemple la déposition d'un délégué mineur de Hérin (1). Il s'agit en l'espèce d'un mineur qui se plaint, non pas du marchandage auquel les tailles sont soumises, mais des procédés employés par la Compagnie pour obtenir le plus fort rabais possible.

« Les prix de tâche pour l'abatage du charbon sont établis pour la plupart d'après un système de marchandage que nous avons toujours combattu.

« Généralement la Compagnie ne met à l'entreprise (pour 50 mètres d'avancement) que les chantiers bien en train, c'est-à-dire débarrassés des crans, des restreintes ou des parties failleuses, de sorte que tous ceux qui ne se prêtent pas à travailler à ce système sont toujours dans les mauvais ouvrages et à des prix dérisoires..

(1) *Procès-verbaux de la Commission des mines*, t. II, Région du Nord, p. 32.

« Voici comment la Compagnie procède pour cette sorte de travail au marchandage : une affiche sur laquelle sont inscrits toutes les tailles à repasser à l'entreprise, est placardée dans le clichage ; l'ouvrier, le chef de brigade va mettre un prix sur une de ces tailles, au bureau de l'ingénieur ; en allant mettre ce prix, on ne peut savoir si d'autres ouvriers ont mis plus ou moins et au bout d'une dizaine de jours d'exposition de l'affiche tentatrice, on écrit en regard de la taille adjugée, le nom de l'ouvrier victorieux, de celui qui a mis le plus de rabais.

« Pour que l'ouvrier soit forcé de passer par là, celui qui n'a réussi ou qui n'a pas été assez chaud pour enlever une taille, on le met, soit au poste de nuit, soit dans un mauvais ouvrage pour qu'à la première affiche de marchandage il frappe plus fort au rabais. »

« Plusieurs travaux secondaires, tels que : rauchage des voies, percement de crans se font à la tâche, mais souvent avec des prix, au mètre d'avancement, très minimes et établis selon le bon vouloir des employés de façon, *si on n'est pas un bien venu*, qu'il faille toujours tendre la main lorsqu'on fait les comptes au bout de la quinzaine. »

Les mêmes observations nous ont été présentées par des ouvriers de Montceau-les-Mines et si ces faits ne comptent pas comme causes déterminantes de grève, ils entretiennent néanmoins dans l'esprit des ouvriers une certaine aigreur qui facilite les mouvements grévistes.

Mais il y a, à côté de ces causes, trop personnelles pour qu'on puisse en tirer des conclusions sérieuses ou générales, des faits qui provoquent à certains moments, une véritable agitation dans le monde des mineurs ; ce sont tous les faits qui tendent à diminuer accidentellement le salaire : la fréquence des amendes, la question des bennes annulées

pour malpropreté ou pour remplissage insuffisant, l'absence pour l'ouvrier de moyens propres à lui permettre de contrôler, de vérifier le salaire qui lui est payé.

Les amendes, au dire des employeurs, ne sont infligées qu'assez rarement. S'il faut en croire les ouvriers, elles sont, au contraire, fréquentes et frappent le travailleur à tout propos et hors de propos.

Deux faits sont certains, malgré ces contradictions : le premier concerne le taux des amendes qui varie entre 0 fr. 50 et 2 francs, le deuxième c'est que le produit des amendes ne profite pas aux Compagnies et sert dans une certaine mesure à alimenter les caisses de secours ; il est donc peu probable que l'employeur cherche à les multiplier puisqu'il n'en tire aucun bénéfice.

La question des bennes nulles est plus délicate et soulève plus de difficultés. Nous avons déjà dit comment le prix de la production journalière était attribué collectivement par équipe aux ouvriers qui la composent et comment se faisait, entre ces travailleurs, la répartition des salaires.

Or, pour pouvoir identifier les bennes lorsqu'elles remontent au jour et les porter au compte des équipes respectives, elles sont munies dans l'intérieur de la mine d'une fiche distinctive qui porte le numéro de l'équipe d'origine. Dès qu'elles arrivent au jour, elles sont moulinées, c'est-à-dire retirées de la cage et attribuées par un marqueur à ceux qui l'ont produite. Le charbon ainsi remonté, n'est pas immédiatement livrable au commerce, car il n'est pas débarrassé des pierres qui peuvent s'y trouver mêlées ; d'autre part le mineur ne peut le produire entièrement pur, il enlève les plus gros morceaux de schiste ou de grès et laisse le reste à concurrence d'une tolérance qu'il ne doit pas dépasser. Mais il est impossible de vérifier le contenu

de chaque benne ; le contrôle va donc se faire sur un certain nombre de wagons pris au hasard. Le marqueur les fait culbuter et trier et pèse la quantité de pierres retirées. Si elle dépasse la tolérance le wagonnet n'entre pas en ligne de compte pour l'établissement du salaire de l'équipe et si le fait se reproduit, les ouvriers encourent une amende. Le prix du charbon culbuté profite à la caisse de secours.

La même sanction est appliquée, lorsque la benne au lieu de renfermer du charbon malpropre n'est pas suffisamment remplie.

Cette question a soulevé et soulève encore de nombreuses réclamations. Les ouvriers se plaignent que les équipes de travailleurs syndiqués, ont leurs bennes culbutées et annulées plus souvent que les autres. Sans aller jusqu'à parler de partialité, il y en a d'autres qui réclament contre une rigueur excessive dans la vérification des wagonnets. D'après eux la tolérance de pierres ou de non remplissage n'est pas assez large ; on ne devrait pas, disent-ils, considérer si le wagon est plus ou moins plein, mais se demander s'il a un poids normal, car pendant le trajet la houille se tasse et la benne est annulée bien qu'ayant été remplie par les mineurs. Il en est de même si elle est renversée en cours de route : il est injuste que l'équipe supporte les conséquences du transport.

Les contestations qui sont nées à ce propos ont été si vives que nous en trouvons l'écho dans la liste de réclamations présentées par les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais avant la grève de 1902.

Elles ont été en grande partie la cause de la grève des mineurs du bassin de la Ruhr en 1904-1905. On peut dire que d'une façon générale elles continuent encore à préoccuper vivement les ouvriers mineurs.

Enfin ceux-ci se plaignent encore de ne pouvoir contrô-

ler les salaires qui leur sont attribués. Dans certaines exploitations, les Compagnies inscrivent le montant du salaire de quinzaine sur un carnet qui est remis à l'ouvrier la veille de la paie. Le carnet est rendu le jour où la paie est touchée. Chaque page est divisée en 12 cases horizontales correspondant aux 12 mois de l'année, chaque mois est divisé en quinzaines. Des colonnes verticales sont destinées à recevoir les indications du nombre de journées de salaire dû, de retenues à déduire et de net à payer.

Un autre système consiste en une fiche de paiement avec talon. La fiche contenant à peu près les mêmes indications que la feuille de carnet est dressée par quinzaine : elle est remise à l'ouvrier munie de son talon la veille de la paie : celui-ci l'examine, la vérifie, présente ses observations s'il y a lieu et reçoit ce qui lui est dû contre remise du talon détaché de la fiche.

Ce système de la fiche est préféré au système du carnet : il a été réclamé en 1902, lors de la grève générale, par une partie des mineurs du Centre, qui n'en avaient pas le bénéfice.

C'est déjà un moyen de contrôle, mais ce n'est pas de celui-là qu'il était question dans les revendications des ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais en 1902 ; nous avons fait remarquer plus haut que la principale cause de variation des salaires résidait dans les variations des prix de vente des charbons : ce sont ces prix que les mineurs désiraient et désirent encore pouvoir contrôler. On voudra bien remarquer, quoiqu'il n'y ait pas encore eu de réclamation dans ce sens, que cette défiance perpétuelle pourrait conduire un jour ou l'autre les mineurs à tenter d'exercer une sorte de contrôle sur l'administration elle-même de la mine. Ceci est assez intéressant et mérite que l'on s'y arrête.

Les revendications suivent une progression constante. Par l'institution des délégués à la sécurité, les ouvriers exercent un contrôle sur la direction des travaux ; ils veulent maintenant la sécurité du salaire et demandent que les éléments statistiques leur permettant un contrôle sérieux et efficace soient mis à leur disposition ; de là à demander l'institution de délégués au contrôle, de là à critiquer l'organisation commerciale ou la répartition et l'emploi des bénéfices, il n'y a qu'un pas. Il est étonnant que cette idée n'ait pas encore été émise. Nous la signalons en passant pour montrer que c'est par cette fissure que se feront peut-être jour plus tard les idées collectivistes.

En tous cas, quelle que puisse être l'évolution que suivront les esprits, cette question d'organisation d'un contrôle a provoqué depuis 1902, lors de la grève de 1906, de nouvelles réclamations et il est impossible de ne pas considérer celles-ci comme un acheminement du travail vers une emprise sur le capital.

Enfin signalons encore parmi ces causes spéciales de contestation celles qui ont trait à la suppression des primes à la production » payées aux porions. Les Compagnies, au moins dans le Nord, emploient en effet un système qui est comparable à celui dont font usage les Compagnies de chemins de fer pour arriver à une dépense moindre de charbon, d'huile et de chiffons pour une production d'énergie constante ou supérieure. On sait en effet que les mécaniciens et chauffeurs touchent des primes appelées dans notre région « économies » et qui sont en raison inverse des quantités de charbon et d'huile dépensées pour accomplir un trajet donné. Dans les mines les porions touchent des primes proportionnées aux économies réalisées dans l'emploi des bois et à l'augmentation de production. Dans les

Compagnies de chemins de fer les économies réalisées profitent à l'employeur et à l'employé ; dans les mines la « prime à la production » profite à la Compagnie et aux porions, mais entretient entre ceux-ci et les ouvriers un état d'esprit extrêmement tendu. C'est à cela que les travailleurs attribuent dans une certaine mesure la parcimonie du boisage qui serait une cause d'insécurité réelle et à laquelle il faudrait attribuer en grande partie les incendies et les dangers qui en sont la conséquence.

B. — *Causes générales.* — Restent à examiner maintenant les causes de conflit dont nous trouvons l'écho dans les réclamations des mineurs, mais que nous rencontrerions aussi bien dans toute industrie autre que celle des mines.

Nous les trouvons indiquées dans l'exposé des prétentions qu'ont soulevées les travailleurs du Nord et du Pas-de-Calais lors de la grève de 1906. Ils réclament :

- 1° Des moyens de rendre impossible les petits salaires.
- 2° Un minimum de salaire.

Ces deux formules peuvent en réalité se ramener à une seule, celle du minimum de salaire, la première étant considérée comme une transition pour arriver à la deuxième.

Quelques ouvriers réclament ce minimum d'une manière absolue et sans aucune condition de durée de travail ou de minimum de production. D'autres au contraire accepteraient qu'on leur imposât un minimum de production en échange duquel ils toucheraient un minimum de salaire. Sur ce point et en principe seulement l'accord ne paraît pas impossible entre les employeurs et les employés,

Il suffit de remarquer tout d'abord, comme nous l'avons signalé plus haut en parlant de l'établissement des salaires, qu'une double limitation minima existe déjà en fait : l'ouvrier limite lui-même sa production et par conséquent le

salaire à la tâche tout en cherchant à augmenter le plus possible le prix de l'unité de base. Les patrons fixent ce prix à un taux minimum au-dessous duquel ils ne peuvent pas descendre, sans quoi ils ne trouveraient plus d'ouvriers.

Mais le minimum proprement dit n'existe pas et si l'accord semble possible en principe, il apparaît comme irréalisable en fait, s'il faut en croire les exploitants. Ils invoquent pour se défendre contre ces prétentions des arguments à peu près identiques à ceux que les mineurs font valoir.

« Donnez-nous le minimum de salaire, disent ceux-ci, même avec le minimum de production ! Nous sommes exposés à travailler dans des terrains de constitution variée, malpropres ou durs ; nous ne sommes pas sûrs de gagner notre vie. »

— « Nous ne pouvons vous accorder cette concession, répondent les patrons, car il est impossible de vous contraindre à un minimum de production. Nous ne saurions le faire qu'en maintenant ou qu'en augmentant les primes à la production payées aux porions. Mais nous savons déjà que cette mesure vous blesse. Que diriez-vous si nous pouvions organiser un service de contrôle si précis qu'il pût vous obliger à ne consacrer au repos que le laps de temps auquel vous avez strictement droit ? Que diriez-vous si nous vous forcions à frapper plus fort ? Que diriez-vous surtout si, acceptant le minimum de salaire combiné avec le minimum de production, nous descendions au-dessous du minimum toutes les fois que vous n'auriez pas assez produit ? Vous seriez les premiers à crier à l'injustice, à l'esclavage ; vous invoqueriez, comme vous le faites aujourd'hui, la difficulté de votre tâche, la dureté ou la malpropreté des terrains, et

les difficultés que nous aurions cru éviter renaîtraient d'elles-mêmes. »

Ce sont là, il faut bien le reconnaître, des arguments extrêmement sérieux d'autant plus intéressants qu'ils viennent fortifier les objections que l'on adresse d'ordinaire au minimum de salaire. On lui reproche volontiers, et non sans raison, d'inciter le travailleur à modérer ses efforts et les observations que nous avons présentées à propos des résultats de l'augmentation des salaires démontrent assez qu'une pareille limitation n'aurait probablement pas de résultats favorables à l'industrie des mines et par répercussion à l'industrie en général.

Quant à empêcher l'existence des petits salaires, il semble bien qu'il s'agisse encore là d'une utopie. D'ailleurs l'expression « petits salaires » est trop vague pour qu'on puisse prendre au sérieux une pareille réclamation. Certes, elle figure parmi celles qu'ont fait valoir les ouvriers mineurs ; elle existe comme cause de conflit. Mais elle ne peut pas recevoir de solution. Il y aura toujours, même en admettant l'idée d'un minimum, des salaires plus petits les uns que les autres. On sera toujours obligé de prendre en considération l'âge, les besoins de l'ouvrier et surtout les services qu'il peut rendre pour établir une hiérarchie entre les prix auxquels sera payé le travail. Que l'on relève le taux de certains salaires, soit, mais qu'ils cessent d'être proportionnés à leur utilité, voilà qui est impossible à établir et l'on ne peut prévoir le moyen de supprimer cette cause de tension dans les rapports entre employeurs et employés.

Peut-être cette revendication est-elle mal formulée par ceux qui la soutiennent et signifie-t-elle que certains gros traitements ne sont pas justifiés par les services rendus par ceux qui en sont les bénéficiaires, que ce défaut de propor-

tionnalité est une injustice et qu'il faudrait réduire les frais généraux en commençant par le haut de la hiérarchie plutôt qu'en diminuant le taux de salaires modestes. Mais cette interprétation ne résulte pas nécessairement des termes employés et fût-elle exacte qu'elle demanderait encore à être précisée pour qu'elle méritât un attentif examen.

CHAPITRE IV

LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE, D'ASSISTANCE ET D'ASSURANCE.

La question des institutions de prévoyance, d'assistance et d'assurance telle qu'elle a été traitée dans la première partie de ce travail ne comportait que l'étude des institutions légales spéciales aux mineurs, abstraction faite de leurs effets. Ce chapitre était nécessairement incomplet puisqu'il n'avait pour objet que l'examen de la législation ; il laissait donc de côté d'abord tous les résultats de cette législation, ensuite toutes les institutions privées, toutes les organisations patronales destinées à améliorer la situation du mineur et à créer autour des puits de mines une population stable et une main-d'œuvre permanente.

Nous étudierons ces questions de fait en nous occupant tout d'abord des institutions patronales proprement dites puis des résultats de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.

A. — *Institutions patronales proprement dites.*

Les institutions patronales dont il faut nous occuper ici sont assez nombreuses, les unes ont directement trait à l'amélioration directe de l'état matériel du mineur, les autres ont pour objet d'assurer son éducation morale ou celle de sa famille.

Les premières consistent en prime d'ancienneté et en gratifications attribuées aux ouvriers, en allocations de char-

bon qui leur sont faites tous les mois, en logements qui, dans certaines régions, leur sont accordés par la Compagnie à d'excellentes conditions de prix.

Les autres ont trait à l'organisation de jeux, à la construction d'écoles et même à la construction d'églises.

Tout ceci mérite d'être repris et développé.

a) *Primes d'ancienneté et gratifications.*

Des recherches que nous avons faites dans les procès-verbaux de la Commission d'enquête parlementaire des mines, il résulte que le système de primes à l'ancienneté et de gratifications n'est employé qu'à titre exceptionnel par certaines Compagnies.

Dans le Nord de la France, l'Escarpelle, Douchy et Carvin seules distribuent des gratifications.

A l'Escarpelle la Compagnie remet aux familles de mineurs 10 francs par enfant qui fait sa première communion ; c'est une petite aide pécuniaire pour subvenir aux frais de vêtements.

Les ouvriers qui reçoivent la médaille d'honneur accordée par le gouvernement à ceux qui ont travaillé 30 ans dans une même exploitation, touchent une gratification de 50 francs de la part de la Compagnie.

A Douchy, après 24 ans de service, l'ouvrier touche ce que l'on appelle des « journées d'ancienneté », c'est-à-dire 3 fr. 50 par quinzaine. En 1904, ces journées représentaient une somme de 31.299 fr. 70.

Des gratifications sont en outre accordées à tout le personnel depuis les employés d'un grade élevé jusqu'aux ouvriers les plus humbles : elles consistent dans la distribution des revenus d'un certain nombre d'actions ou parts d'actions de la Compagnie.

A Carvin est employé un autre système. C'est celui qui consiste à former une sorte de fonds de réserve par un prélèvement de 6 0/0 sur les bénéfices. Les sommes ainsi prélevées servent à l'achat d'actions et de parts d'actions ($\frac{4}{5}$ ou $\frac{1}{10}$) qui sont distribuées aux employés et ouvriers suivant un règlement accepté par l'assemblée générale des actionnaires. On trouvera dans les procès-verbaux de la Commission des mines le détail du règlement de participation concernant les ouvriers (1). Il importe d'en retenir que cette sorte de participation aux bénéfices récompense à la fois l'ancienneté (15 ans de service au moins), l'accroissement de la famille par naissance ou mariage d'une fille, la capacité professionnelle, les actes de courage, l'exactitude dans le travail : chacun de ces éléments est pris en effet en considération et donne droit à un certain nombre de points dont la totalisation permet un classement entre les ouvriers.

Pour les régions du Centre et de la Loire nous n'avons pas trouvé de gratifications spéciales.

Dans la région du Midi deux Compagnies distribuent des gratifications : Bessèges et Carmaux. A Bessèges ces faveurs revêtent trois formes : la plus grosse partie est attribuée aux ouvriers membres de la *Société des amis de l'ordre et de la liberté du travail*. « Cette société, dit M. Marsaut, ingénieur en chef de l'exploitation houillère de Bessèges (2), n'est pas à proprement parler une société, elle n'a pas de statuts, mais c'est plutôt un groupement d'ouvriers constitué par le lien moral d'une aspiration commune à l'ordre, à la tranquillité, et à l'harmonie indispensable au

(1) V. procès-verbaux de la Commission des mines. Région du Nord et du Pas-de-Calais, p. 204 et s. — V. aussi la thèse de M. Delcourt, *op. cit.*, p. 156 et 157 où ces dispositions sont intégralement reproduites.

(2) *Ibid.*, Région du Midi, *Rép. écr.*, t. IV, p. 43.

bien de tous, comprenant que le bon accord des ouvriers avec la Compagnie est autrement utile aux ouvriers que la guerre et la grève. Cette société *recrutée par les ingénieurs* parmi les meilleurs ouvriers, les plus sérieux, les plus rangés et les plus stables comprend environ la moitié du personnel c'est-à-dire presque tout ce qui est réellement attaché à la Compagnie, celui qui est par conséquent le plus intéressé à sa prospérité et à en profiter. Je dois ajouter qu'on ne peut douter que cette société soit faite dans un esprit autre que celui que j'indique puisqu'en fait son origine date de 1852. »

Cette citation, malgré la réserve qui la termine, montre que les gratifications accordées aux ouvriers qui en font partie doivent être considérées comme une mesure d'exception. Peu importe que cette société, qui n'en est pas une, aux dires même de ceux qui l'ont organisée, ait été créée en 1852 ; il s'agissait purement et simplement d'une sorte de syndicat jaune occulte avant la lettre.

Cette organisation a reçu en 1900, 145.590 francs. Remarquons en passant qu'il doit suffire de n'en point faire partie, pour appartenir *a priori* à la catégorie des ouvriers les moins bons, les moins sérieux, les moins rangés, les moins stables, et pour ne jamais toucher de primes (1).

La Compagnie de Bessèges paye en outre à ses employés un treizième mois d'appointement par année.

Enfin nous trouvons pour l'année 1900 une somme de 14.524 fr. 40 consacrée *aux libéralités spéciales du conseil d'administration*.

(1) Si nos lecteurs veulent se renseigner complètement sur cette organisation, qu'ils lisent et comparent les dépositions des délégués mineurs de la Compagnie de Bessèges et celles du président du syndicat, Procès-verbal de la Commission des mines, n° 878, séance du 21 décembre 1902, p. 225 et suiv.).

Il est probable, mais nous sommes réduits à des suppositions puisque les procès-verbaux ne contiennent pas d'explications, qu'il doit s'agir de libéralités distribuées à des amis de l'ordre et de la liberté du travail, employés peut-être auprès de leurs camarades à des besognes de surveillance spéciale.

A Carmaux, nous savons, sans détail, que des primes spéciales rétribuent l'accomplissement de travaux particulièrement difficiles

Ce sont là les seuls éléments qu'il nous a été donné de recueillir sur ce point. On voit donc qu'il faut se garder de généraliser : trois Compagnies dans le Nord de la France, deux dans le Midi accordent des gratifications à leurs ouvriers, encore ne faut-il comprendre que sous bénéfice d'inventaire dans ce nombre la Compagnie des mines de Bessèges qui, par ce système, poursuit un but trop visiblement intéressé.

D'une façon générale on peut dire que la gratification, sauf de très rares exceptions, n'existe pas : ceci s'explique d'ailleurs par ce fait que la plupart des Compagnies payant les primes dont nous avons parlé à propos du salaire considèrent qu'elles n'ont plus rien à accorder gracieusement au-delà.

b) *Allocations de charbon.*

Par contre il n'en faudrait pas dire autant des allocations de charbon. D'une façon *absolument générale*, toutes les Compagnies assurent à leurs ouvriers et employés, totalité ou partie de leur chauffage. Il serait trop long de passer en revue les quantités de houille mises à la disposition du personnel par les différentes exploitations minières. Il suffit d'indiquer que ces quantités sont calculées en tenant

compte des conditions climatiques de la région. Le Midi donne moins que le Nord, mais partout l'ouvrier reçoit de la houille et les distributions sont faites de manière à aider dans la mesure du possible les familles nombreuses. Il y a une échelle croissante suivant que le bénéficiaire est célibataire, marié sans enfant ou marié avec enfants. Les allocations sont même, dans certaines Compagnies, continuées aux veuves d'anciens mineurs.

Il va sans dire que le charbon distribué, n'est pas la plupart du temps du charbon marchand. Il consiste souvent en résidus de lavage (boues) ou en « escaillage », c'est-à-dire en charbon de qualité trop inférieure pour qu'il puisse être vendu. Les Compagnies ramènent de cette façon le coût de leurs dons à un prix très inférieur et empêchent que le bénéficiaire en tire un profit en les vendant.

La qualité de la houille ainsi fournie a provoqué des réclamations. Les mineurs que nous avons interrogés à Montceau se plaignaient de recevoir des débris à peu près impropres au chauffage : peu de flammes, beaucoup de cendres, pas de chaleur. Dans la région du Pas-de-Calais au contraire les ouvriers paraissaient satisfaits. Mais ce sont là des points de détail qui ne soulèvent que des difficultés faciles à solutionner.

c) *Logements ouvriers.*

Enfin, l'institution patronale la plus intéressante est sans contredit celle qui a trait aux logements ouvriers. Toutes les Compagnies ne s'en sont pas occupées avec le même soin et il est facile d'en indiquer la raison : partout où les fosses se sont trouvées rapprochées d'un centre habitable, les Compagnies se sont abstenues d'une manière à peu près complète d'élever des maisons pour leurs ouvriers. Cette ainsi qu'au-

tour de Saint-Etienne on ne trouve pas ces agglomérations de maisons ouvrières que l'on rencontre à peu près partout dans le Nord et que l'on voit fréquemment s'édifier dans la région du Sud-Ouest de notre pays. Le « coron » est né de la nécessité qu'il y avait à fixer dans un pays non peuplé une population ouvrière qui, sans abri à proximité des puits, risquait de rester flottante. Bon nombre d'exploitations minières du Pas-de-Calais et du Nord se sont installées au hasard des gisements et des concessions, la plupart du temps en rase campagne. Il a fallu loger les travailleurs et par suite de véritables villages de mineurs ont été créés par les Compagnies autour des fosses. C'est ainsi que la ville de Lens a gagné en étendue par les soins de la Société des mines de Lens. De vastes quartiers, uniquement composés de corons se sont construits sur l'emplacement même des anciens travaux, militaires qui servirent, il y a des siècles, à la défense et à l'attaque de cette importante cité. Liévin a, pour ainsi dire, été créée de toutes pièces. Bruay, Carvin, comportent un grand nombre de maisons ouvrières. La Compagnie des mines de Béthune s'est aussi mise à l'œuvre et a construit des habitations propres et coquettes. Elle a même pris des mesures sérieuses pour assurer en cas de grève la conservation de ce matériel coûteux, et elle a entouré certains de ces corons de véritables ceintures de grilles donnant à ces agglomérations l'aspect d'enceintes fortifiées !

Les villages qu'il nous a été donné de visiter dans le Pas-de-Calais nous ont permis de suivre l'évolution des idées qui s'est faite en matière de logements ouvriers dans ces régions. Il y a eu à ce sujet trois phases très distinctes :

La première conception a été la conception du coron-caserne. De longues maisons ont été construites le long des voies de communication donnant aux villes ou villages un

aspect de monotonie et de tristesse parfaitement insupportable. Les familles y sont entassées les unes à côté des autres ; les logements y sont en général de quatre pièces (deux pièces en bas, deux pièces à l'étage) et d'un grenier. Par derrière, quelquefois un jardin, le plus souvent une cour minuscule à l'extrémité de laquelle se trouvent placés un débarras et les water-closets.

Mais les inconvénients de ce système se sont rapidement fait jour : ce sont ceux qui résultent de voisinages imposés la plupart du temps par le hasard des circonstances. Ce sont les commérages, les disputes, les querelles.

Aussi la plupart des Compagnies ont-elles un peu plus tard adopté le type de maisons à deux ou quatre ménages. Quand il y a deux familles les maisons sont construites dos à dos de façon à ce que les entrées soient placées sur des chemins parallèles. Quand elles sont faites pour quatre ménages, deux ménages sont voisins et tournent le dos aux deux autres.

Les maisonnettes comportent un étage ; un mur partant du milieu du groupe de maisons sépare courettes et jardinets ; une buanderie par maison est placée dans chaque cour et suivie d'une petite étable et des water-closets.

Enfin d'autres Compagnies ont pris soin de construire des logements individuels, avec cour, jardin et annexes en ayant soin de varier autant que possible l'aspect extérieur des maisons pour rompre la monotonie que nous signalions tout à l'heure. Ces maisons sont les plus modernes.

Ces habitations comportent en général de quatre à cinq pièces : deux au rez-de-chaussée, trois à l'étage. Elles comprennent aussi des greniers la plupart du temps mansardés et une cave.

Le coût de ces maisons est en général assez élevé.

A Bruay par exemple (1) trois types de logements ouvriers sont en présence : le type « maison ouvrière simple dit A *bis* ;

Le type maison ouvrière simple dit B *bis* ;

Le type de maisons ouvrières adossées type double dit E.

Les surfaces couvertes et les prix de revient sont les suivants :

Type A bis simple.

Surface couverte d'une maison . . .	50 mq. 18
— annexe . . .	13 » 44
Prix d'une maison	3.200 fr. 00
— annexe	663 » 50

Type B bis simple.

Surface couverte d'une maison . . .	43 mq. 84
— annexe . . .	11 » 35
Prix d'une maison	3.012 fr. 00
— annexe	455 » 00

Type E doubles maisons adossées.

Surface couverte d'une maison . . .	39 mq. 55
— annexe. . . .	11 » 72
Prix d'une maison	2.747 fr. 50
— annexe	500 » 00

Dans ces chiffres ne sont pas comprises les dépenses pour achat de terrains, chemins, canalisation d'eau, etc.

Il va sans dire que nous n'indiquons là que les types courants, qu'à côté de ceux-ci il y en a d'autres comprenant

(1) Nous devons ces renseignements à l'amabilité de M. le directeur des mines de Bruay, M. Elby, qui nous a gracieusement offert la superbe notice sur « la Compagnie des mines de houille de Bruay, dans laquelle nous puisons les chiffres que nous citons en cette matière.

des maisons plus grandes et pouvant loger des familles nombreuses.

Ces logements ouvriers constituent pour les Compagnies des charges assez lourdes surtout si l'on songe que quelques-unes d'entre elles logent 35 0/0 de leurs ouvriers (Aniche, l'Escarpelle) et que Douchy en loge 85 0/0.

Certaines de ces maisons sont vendues aux ouvriers et payées au moyen de retenues exercées sur les salaires et sensiblement égales au loyer d'une maison de même importance située dans la région exploitée.

La plupart du temps ces maisons sont louées à des prix vraiment inférieurs qui ne permettent pas aux Compagnies d'amortir les frais d'entretien, ni les dépenses faites pour créer des voies d'accès. Les ouvriers paient, en effet, de 5 à 7 fr. par mois suivant les dimensions des locaux baillés. Encore sont-ils autorisés dans certains cas à sous-louer une partie de leurs maisons. Les mansardes sont souvent occupées par des ouvriers non mariés, et dans ces conditions le prix du bail s'abaisse sensiblement.

On trouve aussi, mais en moins grand nombre, des maisons ouvrières dans la région de Montceau et dans le sud-ouest de la France. Leurs dispositions sont à peu près les mêmes que dans le Nord et le Pas-de-Calais.

A côté de ces institutions patronales qui ont trait au bien-être matériel, on en rencontre d'autres qui concernent leur bien-être moral.

C'est surtout dans le nord de la France que les Compagnies se sont appliquées à construire des églises, à créer des écoles, à organiser des jeux de force ou d'adresse destinés à détourner l'ouvrier du cabaret.

Dans les centres importants et de création récente, les Compagnies ont même construit des mairies annexes où

des adjoints viennent remplir les formalités de l'état civil (Courrière, fosse n° 3). A côté de ces institutions des ouvriers pour jeunes filles, des asiles pour enfants ont été ouverts et certaines Compagnies (Lens entre autres) ont organisé des « gouttes de lait », sortes de crèches où les mères de famille viennent se procurer du lait stérilisé pour les enfants en bas-âge. Certaines de ces « gouttes de lait » sont fort bien installées, les mères peuvent y faire examiner leurs enfants par des médecins, les faire peser et surtout leur procurer une nourriture saine.

Il existe même à Lens une école d'enseignement ménager pour les jeunes filles et des jardins scolaires pour les garçons (1). L'une et l'autre attirent un nombreux personnel d'enfants.

Il importe de constater que certaines de ces institutions éveillent chez beaucoup d'ouvriers une insurmontable défiance : la goutte de lait, l'école passe encore, bien que jusqu'à ces dernières années, l'enseignement ait été donné par des congréganistes, et que, autant qu'il nous a été permis d'en juger, le personnel se compose maintenant de religieux revêtus de vêtements civils. Mais les jeux, les sociétés de tir à l'arbalète dans le Pas-de-Calais, de tir au fusil ou à la carabine dans la région de Montceau ne sont pas vus avec la même faveur par tous les mineurs. Beaucoup supposent que ces organisations n'ont pour but que de les enrégimenter, de permettre aux Compagnies de contrôler leurs opinions, d'attenter à leur liberté morale. Beaucoup aussi trouvent « humiliant » d'être dirigés dans leurs plaisirs après avoir été guidés dans leur travail et repoussent

(1) Nous rendons hommage à l'amabilité de M. Reumaux, directeur des mines de Lens, qui nous a fait visiter l'une et l'autre de ces organisations.

des distractions qui exhalent encore un vague parfum de discipline et d'autorité. De telle sorte que cet effort des Compagnies pourrait bien à certains égards, rester stérile. Ces œuvres risquent de ne pas créer l'entente entre les Compagnies et les ouvriers parce que les intentions de ceux qui les fondent sont suspectées par ceux-là mêmes qui sont appelés à en profiter.

Il importe cependant de reconnaître en toute impartialité que le patronat a fait de ce côté-là des tentatives sérieuses, coûteuses, qui méritent d'être signalées.

B. — *Résultats de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs.*

I. — *Caisse de retraites des ouvriers mineurs.*

Les principes de la loi du 29 juin 1894 ont été suffisamment exposés plus haut pour qu'il soit utile d'y revenir ici. Ses effets peuvent être rapidement indiqués.

Les retraites des ouvriers mineurs traversent à l'heure actuelle une période de transition, prévue d'ailleurs, entre les anciennes caisses et les caisses nationales. Les ouvriers peuvent donc pour cette raison se trouver placés dans l'une des situations suivantes :

Ou bien ils se sont affiliés aux caisses de liquidation créées dans les Compagnies et ne reçoivent rien de la caisse des retraites ;

Ou bien ils sont entrés au service des Compagnies antérieurement au 1^{er} juillet 1895, versent à la Caisse nationale des retraites et touchent à la caisse de liquidation une pension complémentaire.

Ou bien ils ont été embauchés depuis le 1^{er} juillet 1895, font des versements à la Caisse nationale et recevront leurs pensions de cette caisse.

Dans quelques Compagnies (l'Escarpelle, mines de Rochebelle, mines de la Loire), ces trois catégories de travailleurs se rencontrent simultanément. Dans d'autres on ne trouve que des ouvriers affiliés à la caisse de liquidation ou à la Caisse nationale des retraites.

D'une façon générale les pensions servies par les caisses de liquidation sont de beaucoup supérieures aux pensions payées par la Caisse nationale. Il s'agit en effet d'une institution qui n'atteint pas encore son plein développement et qui ne peut donner pour le moment les résultats que l'on en attend. De l'aveu même des Compagnies les retraites établies par la loi du 29 juin 1894 seront plus considérables que les pensions de l'organisation ancienne. Mais il faut actuellement parvenir, à traverser sans encombre la période transitoire. Et la faiblesse des sommes payées chaque année par la Caisse nationale aux retraités, semble décourager bon nombre d'ouvriers. Beaucoup se désintéressent de leurs livrets et les abandonnent.

Ils préféreraient un résultat immédiat et ils ne paraissent goûter que médiocrement une loi dont ils n'ont pas à ressentir tout de suite l'influence bienfaisante.

La plupart des mines du Nord et du Pas-de-Calais ; pour remédier à cette situation, ont consenti aux ouvriers français des avantages importants : elles ont décidé que pendant cinq années à partir de 1903, elles majoreraient les pensions de retraites de manière à les porter à 600 francs par an pour les mineurs ayant 30 années de services continus dans la même exploitation et 55 ans d'âge, et à 550 fr. pour les mineurs ayant le même âge et 30 ans de service dans différentes Compagnies.

Signalons, avant d'en terminer sur ce point, les mesures

prises par la Compagnie des mines de la Grand'Combe (1) pour assurer le service des pensions au moyen de la Caisse de liquidation au personnel embauché avant le 1^{er} juillet 1895.

De 1896 à 1901 la Compagnie a versé à l'actif de la Caisse une somme de 1.417.006 fr. 70 prise sur ses réserves. En outre, pendant le même laps de temps elle a prélevé sur ses bénéfices les sommes suivantes :

1896	114.600 fr. 00
1897	472.170 » 80
1898	943.923 » 65
1899	934.921 » 85
1900	1.199.424 » 10
1901	1.265.975 » 00
Total	<u>4.931.015 fr. 40</u>

Pendant ce même nombre d'années, il a été réparti entre les actionnaires une somme globale de 5.610.000 francs.

La proportion pour cent des sommes versées comme fonds de garantie de la caisse des retraites par rapport à celles distribuées aux actionnaires a été la suivante :

En 1896	22.47 0/0
1897	92.58 —
1898	123.38 —
1899	91.60 —
1900	94.07 —
1901	82.74 —

La proportion pour cent des versements de la Compagnie par rapport aux versements du personnel est la suivante pour la même période :

(1) Procès-verbal de la commission des Mines, *Rép. éc.*, t. IV, Région du Midi, p. 67.

1896.	34.75 0/0
1897.	172.12 —
1898.	395.65 —
1899.	408.47 —
1900.	565.33 —
1901.	621.96 —

La moyenne des pensions est de 757 fr. 94 pour les retraités ayant plus de 55 ans d'âge et plus de 25 ans de service. La moyenne des retraites proportionnelles est de 433 fr. 30, celle des femmes retraitées de 189 fr. 30.

Il y a là un sérieux effort qu'il est intéressant de mettre en parallèle avec celui qui a été accompli dans le Nord et le Pas-de-Calais.

II. — *Caisses de secours.*

Il nous est plus facile de fournir des renseignements sur les caisses de secours qui sont à l'heure actuelle en pleine période de fonctionnement. Voici, d'après le dernier volume paru de la statistique de l'industrie minérale (pour l'année 1906), les chiffres qui les concernent :

On comptait en 1906 :

199 sociétés comprenant 204.570 participants, dont 197.505 ouvriers et 7.005 employés. Ceci donne un effectif moyen de 1.027 membres par société.

Ces chiffres sont en augmentation sur ceux de l'année précédente. En effet, on comptait en 1905 :

198 sociétés avec 197.733 participants : 190.731 ouvriers, 7.002 employés.

Au point de vue de l'effectif ces sociétés peuvent se répartir de la façon suivante :

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE, D'ASSISTANCE ET D'ASSURANCE 209

Membres	Sociétés
100 et au-dessus.	31
101 à 200.	23
201 à 300.	29
301 à 500.	28
501 à 700.	14
701 à 1.000.	16
1.001 à 1.500.	20
1.501 à 2.000.	11
2.001 à 3.000.	15
3.001 à 4.000.	2
4.001 à 5.000.	3
5.001 à 7.000.	1
7.001 à 9.000.	3
Plus de 9.000.	3

Ces sociétés se répartissent comme suit entre les différentes industries minières :

Combustibles.	141 sociétés	188.310 membres
Fer.	38 —	10.805 —
Métalliques	13 —	4.339 —
Sel	4 —	563 —
Schistes-bitumes et de sou-		
fre	3 —	553 —
Totaux.	199 sociétés	204.570 membres

Dans l'année 1906 ces caisses ont secouru 147.605 malades (soit une moyenne de 72.2 cas de maladie pour cent). On a compté 2.292.889 jours de maladie, soit 15 jours 5 par malade et 11 jours par sociétaire. Les chiffres étaient respectivement de 17 et 12 pour l'année 1905.

Il importe de remarquer d'ailleurs que le nombre des jours de maladie ayant donné droit à une indemnité pour chômage n'est pas égal au nombre total des journées de maladie : on en compte en effet 2.161.525.

Cela tient à ce que les règlements des sociétés de secours ne sont pas tous les mêmes en ce qui concerne le paiement de ces journées. Les uns le font commencer un, deux, trois ou quatre jours après le début du chômage, quelques-uns paient les journées du dimanche, d'autres ne les paient pas. Tout ceci abaisse le nombre de journées de maladie secourue.

Voici d'ailleurs, par catégories d'ouvriers et pour une période de 10 ans, le nombre des membres participants, des malades et des journées de maladie.

1° Ouvriers du fond.

ANNÉES	Nombre de participants	Nombre de malades	Jours de maladie		
			Nombre total	par ouvrier	par malade
1896	63.916	45.579	630.607	9.86	13.84
1897	75.528	58.087	796.810	10.55	13.72
1898	85.832	64.645	952.321	11.10	14.73
1899	97.929	74.314	1.115.069	11.39	15
1900	125.432	105.701	1.494.180	11.91	14.13
1901	129.842	91.550	1.532.766	11.80	16.74
1902	130.388	90.709	1.604.428	12.30	17.68
1903	132.382	95.064	1.514.382	11.44	15.93
1904	136.189	99.628	1.615.842	11.86	16.22
1905	139.457	108.073	1.753.913	12.58	16.23
1906	145.744	118.601	1.713.271	11.75	14.44
Ensemble.	114.785	86.541	1.336.900	11.64	15.45

2° Ouvriers du jour.

1896	26.598	11.018	201.588	7.58	18.30
1897	31.230	14.158	257.193	8.24	18.17
1898	35.113	18.695	303.436	8.64	16.23
1899	37.385	18.531	312.288	8.35	16.85
1900	46.604	29.524	441.116	9.46	14.94
1901	48.996	24.365	434.039	8.86	17.81
1902	49.540	23.558	451.688	9.12	19.17
1903	49.681	23.882	436.599	8.79	18.28
1904	50.379	24.724	476.863	9.46	19.29
1905	51.340	26.772	524.094	10.21	19.58
1906	51.971	28.334	497.469	9.57	17.55
Ensemble.	42.529	22.142	394.216	9.05	17.80

3^e Femmes.

1896	4.205	3.047	52.647	12.52	17.28
1897	5.006	3.453	60.292	12.04	17.46
1898	5.796	3.955	74.887	12.90	18.93
1899	5.952	4.276	83.448	13.97	19.45
1900	6.840	5.865	107.480	15.71	18.32
1901	6.976	4.192	92.809	13.30	22.14
1902	6.813	3.815	91.474	13.43	23.98
1903	6.909	4.121	84.646	12.25	20.54
1904	6.980	4.370	95.947	13.74	21.25
1905	6.936	4.679	100.452	14.48	21.47
1906	6.855	4.670	82.146	12 »	17.58
Ensemble.	6.297	4.222	84.175	13.37	19.94

A ces renseignements nous devons joindre ceux qui nous permettent d'établir la situation financière d'ensemble de toutes les sociétés constituées en exécution de la loi du 29 juin 1894. Il nous semble donc utile de donner le détail des recettes et des dépenses et un tableau récapitulatif nous permettant d'apprécier cette situation.

Les recettes ont été en 1906 de :

RECETTES	Montant des recettes	0/0	Par mem- bre par- ticipant
Retenues sur les salaires.	4.417.798.72	60.30	21.60
Versements de l'exploitant	2.215.263.58	29.80	10.80
Allocations de l'Etat	4.468.42	0.064	0.02
Amendes pour infractions aux statuts de la société.	7.849.20	0.11	0.03
Amendes pour infractions aux règle- ments de l'entreprise.	382.237.38	5.32	1.87
Intérêts de fonds.	108.051.01	1.47	0.52
Recettes diverses (y compris dons manuels).	187.462.85	2.70	0.92
Totaux.	7.323.131.16	100	35.80

Les dépenses se présentent de la façon suivante :

NATURE DE LA DÉPENSE	Montant de la dépense	
	en 1906	en 1905
Frais médicaux (honoraires des médecins). .	898.697.21	851.619.30
Frais pharmaceutiques (médicaments). . .	2.162.289.08	2.047.526.00
Frais de traitement des participants dans les hôpitaux	104.374.09	89.805.01
Secours statutaires aux participants malades.	2.962.214.75	3.114.697.82
Frais funéraires.	125.644.43	118.196.20
Versements à la Caisse nationale des retraites.	106.298.99	111.526.87
Secours supplémentaires à des participants malades.	174.311.20	157.456.25
Secours à des participants devenus infirmes.	63.542.70	55.253.15
Secours aux familles des participants décé- dés.	268.093.10	257.019.38
Secours aux familles des participants résér- vistas ou territoriaux	142.917.90	174.655.80
Indemnités diverses aux participants et à leurs familles.	113.173.51	112.739.95
Frais d'administration et frais judiciaires . .	127.194.36	119.653.05
Jetons de présence aux administrateurs. . .	23.581.35	26.006.35
Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades	56.833.84	54.278.64

Il résulte donc de la lecture de ces deux tableaux que pour 1906 les recettes ont été de :

7.323.131 fr. 16

les dépenses de : 7.329.866 » 51, ce qui permet de constater un déficit de : 6.735 » 35 qui a été prélevé sur les réserves.

Celles-ci s'élevaient au 31 décembre 1906 à la somme de 2.969.805 fr. 43 sur lesquels 2.497.957 fr. 26 étaient déposés à la Caisse des dépôts et consignations. La situation financière de ces sociétés est donc en général satisfaisante.

On ne doit pas conclure de là que l'administration des caisses de société de secours ne donne pas lieu à quelques difficultés.

Celles-ci tiennent toujours aux causes déjà signalées : dans un milieu où la défiance entre patrons et ouvriers existe à l'état latent, il faut bien s'attendre à ce qu'elle se

manifeste à tout propos et parfois même hors de propos. Ici elle trouve l'occasion de s'exercer tour à tour suivant que le président de la caisse est un patron ou un ouvrier : la tendance patronale consiste à ménager les ressources de la caisse et à modérer autant que possible l'attribution des secours. La tendance ouvrière au contraire consiste à les distribuer le plus largement possible et à les transformer en secours de chômage ou en secours de grèves. De ces deux tendances opposées naissent les conflits. Parfois aussi la présidence patronale se voit accuser de favoriser les jaunes aux dépens des rouges. Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de démêler la vérité.

Lors de notre passage à Montceau en 1905, les membres du syndicat rouge considéraient comme une victoire le fait d'avoir remis le soin de la caisse à des mains ouvrières et prétendaient que l'administration en était meilleure. Nous nous bornons à signaler le fait sans pouvoir l'approfondir.

A la Compagnie des mines de la Loire, nous avons vu fonctionner la caisse aux mains d'une administration patronale et à la satisfaction de tout le monde.

Dans la région du Nord aucune difficulté particulière ne nous a été signalée de ce chef.

Ces difficultés ne tiendraient elles pas au caractère même des parties en présence plutôt qu'à des faits précis ? Nous serions porté à le croire, étant donné d'ailleurs que nous avons signalé déjà les différences d'allures et d'attitude des syndicats du Centre, de la Loire et du Nord.

CONCLUSION

Il est temps, maintenant, de chercher à tirer les conclusions d'une étude qui a été conduite en toute impartialité.

Comment faut-il apprécier la législation et la situation de l'ouvrier mineur ? La législation créée à son profit apporte-t-elle une gêne à l'industrie des mines ? Le législateur doit-il encore intervenir, et si la réponse à cette question est affirmative, dans quel sens cette intervention doit-elle se manifester ?

Ces questions résument l'ensemble de ce travail. Mais à considérer les choses de haut, elles ont une portée plus générale et se ramènent à poser le problème tout entier de l'intervention ou de la non-intervention de l'Etat.

C'est qu'en effet, nous occupant de l'ouvrier mineur, nous nous trouvons en présence d'un travailleur privilégié : privilégié parce qu'il occupe dans l'industrie une place prépondérante à raison de l'utilité, de la nécessité des produits que son pic va livrer à la consommation ; privilégié parce qu'il appartient à des Compagnies puissantes qui ont consenti, pour son plus grand profit, des sacrifices considérables, privilégié parce qu'il a su parler plus fort que ses camarades des autres branches industrielles et obtenir du législateur une protection quasi-complète.

Qu'on l'examine dans la mine, qu'on l'observe hors de la mine, qu'on le regarde lorsque l'âge l'oblige à renoncer au travail, on le trouve, tel le héros d'Homère, cuirassé d'un triple airain, recouvert d'une carapace légale protectrice contre toutes les contingences du travail ou de la vie.

Presque partout s'est manifestée l'intervention de l'Etat.

Les mines semblent être un champ d'expériences sociales, mais d'expériences tentées en bloc, non pas isolément. D'ailleurs il faut bien reconnaître que ces tentatives sociales ont été faites à leur heure. Ce mouvement législatif a été normal quant à son époque d'apparition.

Cette réglementation spéciale suit ou précède de quelques années, mais toujours pas à pas, le développement et l'évolution de l'industrie et des lois ouvrières qui en ont été la conséquence. 1810 c'est le lendemain législatif de 1804. Au Code civil protecteur et protecteur légitime de la propriété qui s'occupe plus du *patrimoine* que de l'individu, succède normalement la loi de 1810 qui vise *d'avantage* le théâtre où vont se dérouler en un enchaînement sans fin, les tableaux les plus variés, gais ou sévères, monotones ou passionnés, idylles, comédies, proverbes ou drames, que les acteurs qui sont appelés à les vivre.

Mais entre 1810 et 1890, date de la première loi spéciale aux mineurs, une évolution s'est produite, non point dans la législation, mais dans la pensée des individus. C'est une poussée vers de nouvelles méthodes de vie sociale, poussée qui se fait de jour en jour plus ardente, que trahit cette floraison des lois minières, floraison si rapide qu'elle apparaît presque comme instantanée.

Et que l'on ne s'y trompe pas, ces lois n'ont rien d'artificiel, elles ont, nous l'avons dit, le caractère d'expériences sociales, l'expérience consistant d'ailleurs non pas à protéger le mineur pour lui-même, mais à le protéger d'une manière à peu près complète pour étudier les répercussions possibles de cette intervention.

Mais, expériences sociales ou mesures générales, ces lois sont les premières manifestations d'une résultante : elles

entrent d'autant plus rapidement dans les mœurs, dans les habitudes, qu'elles ont été plus vivement souhaitées, désirées, réclamées.

Ce ne sont pas les lois qui créent l'état de choses nouveau, c'est l'état économique ou social qui crée la loi ou l'aptitude à légiférer : la jurisprudence existe avant la lettre. Et pour en avoir la preuve, il suffit de constater que la loi de 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs a précédé le projet de loi actuel sur l'établissement de délégués ouvriers dans l'industrie ; que la *création volontaire et libre* des caisses de secours et de retraites vient immédiatement avant la loi du 29 juin 1894 qui impose au mineur comme à l'exploitant la participation aux caisses de retraite et aux caisses de secours. Cette loi elle-même est comme l'avant-propos de la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels et des différents projets ou propositions de lois sur les retraites ouvrières. Les conventions d'Arras apparaissent comme un acheminement, non pas théorique, mais pratique vers l'apparition d'un nouveau régime du contrat de travail : le contrat collectif. L'établissement de la journée de 8 heures dans les mines (loi du 29 juin 1905) et de l'échelle décroissante qui permet d'y arriver suit de très près la loi du 30 mars 1900 modificative de la loi du 2 novembre 1892 limitant à 10 heures la durée de la journée de travail pour les femmes et les enfants. Il est facile de prévoir de quelle autre limitation elle est le signe avantcoureur.

Ainsi la première impression qui se dégage de cette réglementation, c'est qu'elle est le résultat d'une législation d'expérience limitée à une industrie déterminée. L'Etat aurait pu intervenir dans toute autre branche de l'activité humaine, mais il ne lui eût peut-être pas été possible de tirer d'aussi profitable leçon d'un autre champ d'expérimentation.

L'industrie des mines, jusqu'à ce qu'elle soit détrônée par celle de la houille blanche ou par des découvertes qui permettraient d'utiliser pratiquement les rayons solaires au chauffage et aux usages industriels, l'industrie des mines, disons-nous, domine à l'heure actuelle l'ensemble de la production nationale.

La moindre gêne législative apportée à l'exploitation minière risque de se répercuter dans toutes les branches de l'activité du pays : elle peut avoir une influence sur les prix de toutes choses, même sur celui du travail.

Le champ d'observation est donc très vaste, il serait fort restreint si au lieu d'avoir réglementé à peu près complètement les mines, le législateur avait réglementé tout autre domaine industriel.

Ce serait sortir du cadre de ce travail que de rechercher dans les statistiques toutes les répercussions que nos lois sur le travail souterrain ont pu exercer sur l'industrie française et sur l'économie générale du pays. Il faudrait pour les connaître dresser un inventaire de la production nationale au cours du siècle dernier, comparer entre eux les prix de salaire, le coût de la vie autrefois et de nos jours ; entreprendre en un mot une œuvre qui dépasserait les limites que nous nous sommes tracées.

Bornons-nous donc à rechercher maintenant si cette législation a été nuisible soit à ceux qui étaient appelés à en profiter ou à ceux qui étaient destinés à la subir ?

En ce qui concerne les ouvriers, il est bien évident que la législation leur a profité. D'abord leur nombre s'est accru : la population ouvrière des mines qui en 1833 était de 15.400 travailleurs, et de 121.600 en 1890, est de 178.400 en 1906.

Cela seul indiquerait un développement de l'industrie et

suffirait à démontrer que l'exploitation des mines n'a pas souffert, comme on serait tenté de le croire, de la réglementation nouvelle. La production a été sans cesse en augmentant et si nous exceptons deux années de grève, 1902 et 1906, nous constatons un accroissement considérable de la quantité des houilles françaises annuellement produites.

La production annuelle par ouvrier sans distinction de spécialité était de 133 tonnes en 1833. Elle a atteint 215 tonnes en 1890, 217 en 1898. Elle était encore de 205 en 1905 et de 204 en 1906. Les chiffres pour 1907 n'ont pas encore paru, si bien qu'il est impossible de savoir si la récente application de la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail. entraînera une réduction de la production ou une augmentation de la main-d'œuvre et des frais généraux.

En tous cas, à ne considérer que la situation de l'ouvrier, il est incontestable que cette situation est meilleure qu'il y a 30 ou 40 ans : le séjour de la mine a gagné en sécurité depuis la création des délégués mineurs.

La récente catastrophe de Courrières ne peut pas infirmer cette opinion, non pas que nous disions comme l'enquête officielle qu'il y a là un malheur qui ne pouvait être évité parce que les causes en sont inconnues. M. Léon, ingénieur en chef des mines dans le Pas-de-Calais, dans son « rapport sur la situation de l'industrie minérale dans le département du Pas-de-Calais pendant l'année 1906 », fait très justement observer que des différences de pressions atmosphériques ont pu provoquer un dégagement considérable de grisou et que l'explosion une fois produite, la poussière de charbon enflammée a généralisé l'incendie qui a suivi. Mais ce qu'il y aurait d'intéressant à rechercher, ce serait la cause initiale et de l'accumulation des gaz et de l'explosion. N'a-t-on pas négligé les remblais des vieux

travaux ? N'a-t-on pas cherché à économiser sur le prix des boisages et l'incendie initial, celui qui a provoqué l'explosion, n'est-il pas dû précisément à cette parcimonie ? N'y a-t-il pas eu grave imprudence à laisser descendre dans la mine un personnel aussi nombreux, alors qu'était signalé depuis la veille un incendie qui prenait des proportions inquiétantes ? Et surtout s'est-on demandé si depuis des mois l'accident n'était pas prévu et attendu en quelque sorte par les mineurs et les délégués mineurs ? Voilà plus de raisons qu'il n'en faut pour nous permettre de dire que la catastrophe de Courrières ne détruit pas ce fait que l'institution des délégués mineurs a été favorable à la sécurité du travail.

La situation de l'ouvrier mineur s'est encore améliorée par la limitation de durée de la journée de travail, par une augmentation du salaire, par la constitution de caisses de retraites et de secours.

Ces institutions nouvelles ne semblent pas avoir exercé une influence défavorable sur la vie des Compagnies. La houille s'est vendue comme par le passé et les prix ont subi les fluctuations accoutumées : hausse dans les années de grande demande et de faible production, baisse dans les années normales, en général, tendance marquée mais s'affaiblissant ces dernières années, vers une hausse des cours. Pour tirer de cette hausse une conclusion contre la législation du travail dans les mines, encore faudrait-il démontrer qu'elle lui est attribuable.

La diminution de durée de la journée de travail exercera peut-être une influence sur la production. Pour le moment cette diminution ne semble pas s'être faite encore sentir.

Restent les charges imposées aux Compagnies par la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites.

Là encore nous ne pouvons pas croire que la charge qui en résulte soit insupportable pour les Compagnies. Mais ici nous ne pouvons nous livrer qu'à des suppositions, car les Compagnies de mines n'ont pas l'habitude de publier leurs comptes de profits et pertes.

Il faudrait nous contenter des indications que peuvent fournir les dividendes distribués quand il y en a, de celles qui peuvent résulter des cours de la Bourse. Mais tout ceci ne constitue pas un critérium certain et en l'absence de documents que seules pourraient fournir les exploitations, nous devons conclure que ces charges nouvelles ont été supportées sans trop de peine.

Est-ce à dire pour cela que l'ouvrier mineur ait atteint un tel état de bien-être qu'il n'ait plus rien à souhaiter.

Certes, depuis que l'intervention législative s'est manifestée dans le domaine des mines, le champ des revendications ouvrières s'est singulièrement rétréci. Et pourtant les revendications ne cessent pas. Que faut-il en penser ?

Il y a un point certain, c'est que tout ce qui a été fait l'a été avec raison.

L'œuvre du législateur en cette matière se défend d'elle-même et sans peine.

Mais faut-il aller plus loin ? Une protection plus ample serait-elle justifiée ?

Si nous n'écoutons que nos sympathies, que les impressions que nous avons éprouvées en parcourant les chantiers, en suivant nos guides et souvent en rampant derrière eux et comme eux, nous dirions qu'on ne fera jamais assez pour assurer à ceux qui nous donnent la chaleur et le bien-être au péril de leur santé et de leur vie, un salaire meilleur et des avantages mérités.

La moyenne générale des salaires, qui ne dépasse guère

5 fr. 50, est insuffisante pour compenser l'usure que provoque dans le corps humain le travail souterrain : elle est insuffisante pour aider l'ouvrier à élever une famille nombreuse.

L'obscurité, les dangers réels qui entourent ces ouvriers sont des causes qui expliquent les réclamations que nous entendons. Mais si nous comparons les résultats acquis, aux faits, il semble bien qu'il soit difficile, à l'heure actuelle, d'aller plus loin dans la voie de la protection ouvrière.

L'établissement du minimum de salaire qui constitue en ce moment la principale des revendications apparaît comme irréalisable. Tout au moins il n'est guère possible de le concevoir sans l'établissement corrélatif d'un minimum de travail. Mais de ce minimum il ne peut être question, soit que les ouvriers refusent d'en entendre parler, soit que pratiquement il ne puisse être créé pour les raisons qui ont été indiquées.

Que reste-t-il alors ? Une augmentation des salaires ? Mais sous quelle forme ? Sera-ce une augmentation du prix de base, dans le salaire à la tâche, ou du prix de la journée dans le salaire à la journée ? Nous nous heurtons ici à la concurrence étrangère : l'industriel français n'hésitera pas à s'adresser à l'Angleterre ou à l'Allemagne comme il le fait déjà d'ailleurs, puisque notre production nationale a toujours été inférieure à notre consommation.

Sous forme de participation aux bénéfices ? Là sera peut-être la solution. Mais comment organiser cette participation ? Et surtout, quelle base juridique pourrait-on lui donner ?

Les patrons prétendent que les primes sont une véritable participation aux bénéfices et qu'aller plus loin dans cette voie serait implicitement pour eux, entrer dans la voie du

collectivisme : ce serait reconnaître aux ouvriers un droit sur la mine elle-même que de les admettre à partager les bénéfices avec les Compagnies, si restreinte que pût être cette participation. Et ces considérations les rendent intraitables.

Remarquons cependant qu'une pareille conception du système de la prime n'est en rien comparable à la participation aux bénéfices. La prime telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est fonction que de la productivité de l'ouvrier, elle n'est pas fonction des bénéfices réalisés par la mine. Les Compagnies l'accordent sous la pression des ouvriers et sous la menace des grèves ; mais ce n'est pas le fonctionnement d'une institution régulière et durable.

Ce qu'il importe de constater, c'est que les réclamations concernant le salaire sont aussi justifiées que le sont celles qui se sont produites à propos de l'hygiène, de la sécurité et de la durée du travail.

Cette dernière question, qui n'est pas encore complètement tranchée, puisque la limitation ne concerne pour l'instant que les ouvriers travaillant à l'abatage, fournit un argument de plus aux Compagnies de mines : réduire la journée c'est faire perdre sans compensation un bénéfice à l'exploitant : c'est augmenter indirectement les frais généraux. Il ne peut être question d'augmentation de salaires dans ces conditions.

Si bien qu'en laissant de côté les revendications accessoires (bennes mal remplies, malpropres, etc.) pour considérer le problème dans son ensemble, nous pouvons le réduire à ceci : d'après ce que nous avons constaté nous-même, l'ouvrier mineur n'a pas un sort enviable, même s'il est mieux protégé que ses camarades des autres industries. Il est à souhaiter que sa situation soit améliorée. Mais il sem-

ble que nous nous trouvions placé devant une impossibilité économique : aller plus loin dans la voie de l'intervention c'est sacrifier la mine, et par conséquent tuer le mineur en voulant améliorer son sort.

N'y a-t-il pas d'issue ?

A notre avis, il en existe une : toute la difficulté réside dans le manque d'élasticité qu'offre le marché des charbons français. On ne peut plus rien faire pour l'ouvrier mineur parce que les frais généraux des Compagnies sont trop considérables pour qu'elles consentent à les augmenter encore. Et elles ne peuvent accroître le taux des salaires parce que le consommateur n'accepterait pas une hausse indéfinie du prix de la houille et irait se fournir ailleurs. Il faudrait donc que le législateur intervint encore, mais cette fois en faveur des patrons.

Et comment ? Par des tarifs douaniers qui rendraient l'accès du marché français plus difficile aux producteurs étrangers ? Nous ne le croyons pas. Les exploitants français ne manqueraient pas de hausser leurs prix pour bénéficier de la protection et ce serait le consommateur qui paierait les frais de cette lutte entre le capital et le travail. Il n'est pas difficile de remarquer d'ailleurs, que ces tarifs provoqueraient une élévation du coût de la vie et risqueraient de ruiner les industries qui ont besoin de charbon.

Non, ce n'est pas dans ce sens que devrait se manifester l'intervention législative. La solution du problème se trouve en dehors du domaine des mines : elle est dans la question des travaux publics et des moyens de transport. Jusqu'à présent ce sont les ouvriers seuls qui ont été protégés ; ils l'ont peut-être été trop vite si l'on songe que rien n'a été organisé pour aider les producteurs. Il s'est produit une rupture d'équilibre et c'est de cela que souffrent à la fois les patrons et les ouvriers. Si l'intervention veut être effi-

cace, elle doit être complète, apparaître non pas comme une *faveur*, mais comme un instrument régulateur. A. Smith estimait que l'intérêt personnel était le plus puissant facteur de l'ordre naturel. Les expériences faites au cours du dernier siècle montrent que l'Etat doit intervenir pour éviter ou pour trancher les conflits d'intérêts contraires. Il est intervenu pour les ouvriers mineurs, il n'a rien fait pour les patrons. Or à l'heure actuelle les malaises dus au défaut d'élasticité et à la rupture d'équilibre dont nous parlions plus haut, peuvent être guéris.

Il s'agit simplement de permettre aux charbons de voyager en France à meilleur marché.

Et que l'on ne croie pas que cette opinion soit un produit de notre seule imagination ; elle résulte de l'examen des faits.

Nous avons dans le tableau des pages 164 et s. indiqué les prix de la tonne de houille prise sur le carreau et le prix de la tonne transportée sur le lieu de consommation.

Il existe entre ces deux prix, qui ne sont d'ailleurs que des moyennes, un écart qui est à peu près toujours le même : il varie entre 8 et 9 francs, mais on peut dire d'une façon générale qu'il est toujours supérieur à 8 francs.

C'est un écart considérable et nous le répétons constant.

Ce fait n'apparaît pas seulement dans les statistiques, il suffit d'étudier, comme nous l'avons fait, les procès-verbaux de la Commission des mines pour voir que toutes les Compagnies, qu'elles appartiennent au Nord, au Centre ou au Midi de la France, réclament énergiquement un abaissement des prix de transport. Lyon, qui placé à côté de Saint-Etienne pourrait se fournir presque exclusivement dans cette ville, ne consomme qu'une faible partie des charbons de la Loire parce que le transport coûte trop cher.

A ceux qui ne seraient pas convaincus, nous recommanderions la lecture des pages éloquentes par leur précision et leur simplicité que la Compagnie des mines d'Albi a insérées à ce sujet dans sa déposition écrite faite à la Compagnie des mines en 1902 (1). Il y est démontré avec une merveilleuse clarté que les tarifs de faveur sont consentis par les Compagnies de chemins de fer françaises aux charbons étrangers au détriment des charbons français. Et l'auteur de la notice déclare : « Nous le répétons, si la situation ne se modifie pas à bref délai, si une *intervention ferme* ne nous protège pas, en faisant cesser les faveurs que nous venons de signaler, *nous entrevoyons l'heure où nous serons obligés pour vivre, de diminuer nos charges en réduisant par tous les moyens possibles, notre prix de revient et par conséquent les salaires que nous payons à nos ouvriers.* »

C'est en grande partie parce que l'Allemagne a su se créer des moyens de transport peu coûteux, qu'elle arrive à livrer ses charbons en France dans d'excellentes conditions. Et c'est parce que nous n'avons pas su voir qu'il existait une solidarité des industries entre elles que nous nous trouvons parfois acculés à des problèmes qui paraissent insolubles. Plus de cohésion dans l'effort, plus d'idées générales dans la conduite des affaires, plus de confiance dans les rapports sociaux, plus de fraternité entre les hommes, il n'en faudrait pas davantage pour que, comme les nuages au gré des vents, toutes ces difficultés s'évanouissent sous un souffle puissant d'espoir, d'amour, de générosité.

(1) Procès-verbal de la Commission des mines, *Rép. écr.*, t. IV, p. 237.

Catégories d'ouvriers du fond,

SALAIRES payés par les Mines de Lens.

. Primes de 30 0/0 comprise (Mois de Septembre 1902).

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES	Nombre d'ouvriers	Salaires journaliers moyens	Établissement des salaires
Aérage (Boute-feu et divers)	219	4.74	A la tâche et à la journée
Exhaure (Rouleurs d'eau, pompiers) . .	57	5.26	A la journée
Ouverture des galeries (Coupeurs de mur et aides)	1.446	5.41	A la tâche
Etablissement des chemins de fer (Poseurs de rails et aides)	76	5.14	A la tâche et à la journée
Abatage de la houille { Ouvriers mineurs (Aides déduits)	2.137	6.31	A la tâche
	513	5.26	id.
Enlèvement des charbons { Chargeurs aux tailles hercheurs, conducteurs de chevaux, garde-trains, accrocheurs, freineurs, chargeurs aux cages et aides-conducteurs de machines au fond. . .	2.646	3.55	A la journée et à la tâche
Remblayage (Remblayeurs)	380	4.67	A la tâche
Entretien des puits (ouvriers d'about) .	18	6.31	A la journée
Entretien des galeries (raccommodeurs, rocheurs et aides)	1.236	5.50	A la tâche et à la journée
Travaux extraordinaires (ouvriers aux crairns et divers)	777	5.52	id.
Travaux préparatoires (ouvriers aux rochers)	253	6.06	A la tâche
Totaux	9.758	5.12	

Répartition des salaires des ouvriers à la veine et des aides (*Mines de Lens*).

1^{re} Quinzaine de septembre 1902 (prime de 30 0 0 comprise).

SALAIRES (prime comprise)	Proportion pour cent.				
	Ouvriers à la veine (aides non compris)	Aides à la veine			
		Coefficient	Coefficient	Coefficient	Ensemble des aides
		9	8	7	
3 fr. à 3 fr. 50	»	»	»	0.6	0.2
3 fr. 50 à 4 fr.	»	0.5	0.4	2.6	0.9
4 fr. à 4 fr. 50	0.1	0.4	4.1	46	42.3
4 fr. 50 à 5 fr.	0.7	2.8	26.6	43.5	20.6
5 fr. à 5 fr. 50	2.8	15.5	68	6.7	29.4
5 fr. 50 à 6 fr.	12.9	65.6	3.9	0.6	30
6 fr. à 6 fr. 50	60.2	14.5	»	»	6.3
6 fr. 50 à 7 fr.	21	0.7	»	»	0.3
7 fr. à 7 fr. 50	2.4	»	»	»	»
7 fr. 50 à 8 fr.	0.1	»	»	»	»
Au-dessus de 8 fr.	0.1	»	»	»	»
Totaux.....	100 0 0	100 0 0	100 0 0	100 0 0	100 0 0

Les salaires des ouvriers à la veine sont répartis sur les bases suivantes :

Ouvriers à la veine.....	10 parts.
Aide de 1 ^{re} classe.....	9 »
Aide de 2 ^e classe.....	8 »
Aide de 3 ^e classe.....	7 »

Variations des salaires depuis 20 ans (*Mines de Lens*).*Ouvriers du fond (Surveillance non comprise).*

EXERCICES	SALAIRES JOURNALIERS MOYENS	
	des ouvriers à la veine	des ouvriers du fond
	(aides compris)	(toutes catégories)
	fr. c.	fr. c.
1882-1883	5.38	4.22
1883-1884	5.29	4.28
1884-1885	4.81	3.94
1885-1886	4.77	3.96
1886-1887	4.78	3.86
1887-1888	4.77	3.80
1888-1889	4.84	3.84
1889-1890	5.69	4.55
1890-1891	5.87	4.82
1891-1892	5.78	4.79
1892-1893	5.75	4.75
1893-1894	5.86	4.82
1894-1895	5.64	4.75
1895-1896	5.68	4.76
1896-1897	5.72	4.78
1897-1898	5.85	4.87
1898-1899	6.09	5.09
1899-1900	6.43	5.39
1900-1901	6.72	5.64
1901-1902	6.60	5.52

Il a été accordé :
 Le 16 octobre 1899 : prime de 10 0/0. Le 16 août 1890 :
 20 0/0. Le 16 avril 1899 : prime de 25 0/0. Le 1^{er} avril
 1900 : 30 0/0. Le 1^{er} novembre 1900 : 40 0/0. Le 1^{er} juin
 1902 : 30 0/0.

Intensité du travail et productivité (Ouvriers du fond).
(Mines de Lens).

EXERCICES	RENDEMENTS JOURNALIERS MOYENS	
	des ouvriers à la veine	des ouvriers du fond (toutes catégories) (surveillance non com- prise)
	t. k.	t. k.
1882-1883	3 69	1 22
1883-1884	3 61	1 21
1884-1885	3 51	1 11
1885-1886	3 59	1 15
1886-1887	3 60	1 11
1887-1888	3 77	1 17
1888-1889	3 95	1 22
1889-1890	4 11	1 36
1890-1891	3 76	1 19
1891-1892	3 82	1 24
1892-1893	3 70	1 20
1893-1894	3 99	1 27
1894-1895	3 96	1 25
1895-1896	3 93	1 28
1896-1897	3 91	1 31
1897-1898	3 97	1 35
1898-1899	3 95	1 34
1899-1900	3 96	1 32
1900-1901	3 70	1 18
1901-1902	3 57	1 13

Salaires payés dans les Mines de l'Escarpelle en 1902.

CATÉGORIES	Nombre		Ensemble	Salaires					Ouvriers ayant des primes en dehors de la prime générale sur les salaires		
	Hommes	Enfants sexe masculin		Maximum	Minimum	Moyen	Nombre d'ou- vriers payés à la journalée	Nombre d'ou- vriers payés à la tâche		Nombre d'ou- vriers à l'heure	
		Au-dessous de 16 ans									De 16 à 18 ans
Ouvriers du fond	998	»	»	998	7.50	3.50	6.45	»	998	»	»
	294	»	2	296	7	2.88	5.47	»	296	»	»
	380	»	40	390	6.50	3.00	5.38	349	41	»	»
	209	9	49	267	5	2.00	4.03	202	65	»	»
	84	1	29	114	5	2.50	4.43	109	5	»	»
	49	46	34	99	5	2.00	3.75	99	»	»	»
	45	103	62	180	4	1.65	2.62	180	»	»	»
	47	»	5	52	6.32	3.90	4.85	34	18	»	»
	2,076	129	191	2,396	»	»	»	»	»	»	»
	Totaux										

TABLE DES MATIERES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	v
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION. — De la mine et de son personnel	7

PREMIÈRE PARTIE

ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION POSITIVE DU TRAVAIL DANS LES MINES. — ÉTAT DE LA LÉGISLATION ACTUELLE.	18
---	----

CHAPITRE PREMIER. — Sécurité et hygiène	22
---	----

§ I. — Sécurité	23
---------------------------	----

§ II. — Hygiène	39
---------------------------	----

CHAPITRE II. — Conditions et durée du travail	40
---	----

§ I. — La femme et la jeune fille.	40
--	----

§ II. — Travailleurs âgés de moins de 18 ans	42
--	----

§ III. — Travailleurs adultes	48
---	----

CHAPITRE III. — La question du contrat de travail et du salaire	54
---	----

CHAPITRE IV. — Institutions d'assurances, de prévoyance et d'assistance	56
---	----

SECTION I. — Les caisses de retraites et de secours avant la loi du 29 juin 1894.	58
---	----

SECTION II. — La réglementation des caisses de secours et de retraites par la loi du 29 juin 1894 et depuis cette loi jusqu'à aujourd'hui	65
---	----

DEUXIEME PARTIE

SITUATION DE FAIT DE L'OUVRIER MINEUR.	75
---	----

CHAPITRE PREMIER. — Hygiène et sécurité	77
---	----

A. — Hygiène.	77
B. — Sécurité.	102
CHAPITRE II. — Conditions et durée du travail.	118
SECTION I. — Du personnel occupé et de la production . . .	118
SECTION II. — Conditions et durée du travail	129
CHAPITRE III. — Contrat de travail. — Salaires. — Conflits.	143
SECTION I. — Des éléments du salaire.	150
SECTION II. — Quelle a été l'évolution des salaires et quel chiffre atteignent-ils d'après les statistiques les plus récentes ? Quelles sont les causes de leurs variations ?	162
SECTION III. — Des principales causes de conflits qui peuvent s'élever à propos des salaires.	182
CHAPITRE IV. — Les institutions de prévoyance, d'assis- tance et d'assurance	194
A. — Institutions patronales proprement dites	194
B. — Résultats de la loi du 29 juin 1894 sur les cais- ses de retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs.	205
§ I. — Caisses de retraites des ouvriers mineurs. . .	205
§ II. — Caisses de secours	208
CONCLUSIONS	215
TABLEAUX ANNEXES	227

Vu :

Lyon, le 21 mai 1908.

Le Président, de la Thèse,

P. PIC

Vu :

Lyon, le 22 mai 1908.

Le Doyen de la Faculté,

CAILLEMER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 24 mai 1908.

*Le Recteur de l'Académie,**Président du Conseil de l'Université.*

JOUBIN.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
